

GUSTAVE GAUTHEROT

DOCTEUR ÈS LETTRES

ANCIEN CHEF DU BUREAU DES OPÉRATIONS
DES TROUPES FRANÇAISES DU LEVANT

LA FRANCE
EN SYRIE
ET EN CILICIE

5 Cartes ou Croquis et 13 Gravures hors-texte

1^{er} MILLE

LIBRAIRIE INDÉPENDANTE
MAISON D'ÉDITION — COURBEVOIE (SEINE)

1920

La France en Syrie
et en Cilicie

GUSTAVE GAUTHEROT

DOCTEUR ÈS LETTRES

ANCIEN CHEF DU BUREAU DES OPÉRATIONS
DES TROUPES FRANÇAISES DU LEVANT

LA FRANCE
EN SYRIE
ET EN CILICIE



LIBRAIRIE INDÉPENDANTE

MAISON D'ÉDITION — COURBEVOIE (SEINE)

1920

*L'Auteur dédie cet Ouvrage
à tous les Syriens amis de la France*

et spécialement

*à M^r E.-G. SACAZAN, Avocat, Docteur en droit,
qui, devenu Parisien et membre éminent de la Colonie Syrienne,
a fait de la France sa Patrie d'élection et a mis toute son influence
au service de la Cause française en Orient.*



Le Général HAMELIN,
Commandant les Troupes Françaises du Levant

(Portrait par Sartony)

AVANT-PROPOS

Depuis l'armistice d'octobre 1918, la Question du Levant a été bien souvent posée devant l'opinion française : quel sera le sort de la Syrie ? Que furent les Accords de 1916, et comment furent-ils appliqués ? Que représentent le « roi » du Hedjaz et l'émir Fayçal ? Quels sont les sentiments des populations et comment se concilient-ils avec les droits et les intérêts de la France, de la France qui, pas plus dans le Levant qu'autre part, ne saurait être une puissance d'oppression ? L'hégémonie britannique ne va-t-elle pas, des Indes à l'Asie-Mineure et à l'Égypte, réaliser pour son propre compte les visées de l'impérialisme germanique ? A moins que les vagues nouvelles, et aujourd'hui mêlées, du panislamisme et du panarabisme n'infligent à la civilisation européenne une fatale régression ?

La Question est aussi importante que complexe, car l'isthme arabe est l'une des principales articulations de la carte du monde. Mais, pour la résoudre, il importe d'en connaître exactement les données récentes.

Or, on connaît peu le rôle joué par nos troupes depuis 1918 en Syrie et en Cilicie, rôle de première heure et de premier plan — malgré la faiblesse des moyens, malgré l'action persistante du commandement et la présence des forces britanniques — puisque ce sont nos soldats qui ont assumé en ces régions, depuis la victoire de Palestine, les charges de l'occupation et de l'administration.

Mes fonctions de chef du Bureau des opérations à l'Etat-Major des *Troupes françaises du Levant* —

fonctions auxquelles se sont temporairement ajoutées celles de chef du bureau des Renseignements — ; la mission que j'ai remplie en Cilicie au printemps de 1919 ; les voyages que j'ai effectués en zones française, britannique et arabe ; les relations constantes que j'ai eues avec les autorités locales et les habitants, m'ont mis à même d'être bien renseigné. Il m'a dès lors paru utile de renseigner à mon tour le public français.

Je garderai, bien entendu, sur certains points la réserve qui s'impose à un ancien officier d'Etat-Major. Il ne m'appartenait pas, en particulier, de publier aucun document officiel ; mais je puis garantir l'exactitude documentaire de mes informations.

Maintenant que le général Gouraud a pris en mains les destinées de la Syrie et de la Cilicie, je suis heureux de rendre, dans ce livre, un modeste mais très sincère hommage à l'œuvre remarquable de son prédécesseur : le général Hamelin.

Si la présente édition s'arrête à avril 1920 et au seuil de la Conférence de San-Remo, il n'en sera d'ailleurs plus de même des suivantes : le lecteur y pourra suivre les destinées nouvelles de ces pays du Levant où doit régner, dans l'intérêt de la civilisation et des populations elles-mêmes, la Paix française.

GUSTAVE GAUTHEROT.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

La Tradition continue

SOMMAIRE

Enthousiasme des Libanais à l'arrivée de nos troupes : une réception à Jezzïn. — La Syrie se souvient. — Caractéristiques de la domination franque au moyen âge : le « règne de la Justice ».

Le 20 janvier 1919, le général Hamelin, commandant les Troupes françaises du Levant, et quelques officiers de son état-major, arrivaient à proximité de la petite ville libanaise de Jezzïn.

Nous venons de saluer pieusement le cimetière militaire d'Aïn-Maser où dorment, sous le ciel pur d'Orient, les soldats français tués en ces parages lors de l'expédition de 1860 ; et nos automobiles suivaient l'étroit chemin qui, après avoir escaladé la montagne de la mer à Deïr-el-Kamar par de vertigineux lacets, descend la haute et riche vallée du Nahr-Baruk : richesse tout artificielle, notons-le, le Liban, ici comme presque partout ailleurs, n'offrant que des pentes rocheuses, abruptes, qu'il a fallu tailler en gradins pour y aménager et y retenir la terre végétale ; chaque plantation de mûriers ou d'oliviers, chaque plate-bande nourrissant des arbres fruitiers, des légumes, des céréales, est la création d'une patiente énergie. Vues de la Méditerranée, ces montagnes paraissent vouées à une stérilité éternelle ; les nombreuses taches blanches qui en parsèment les flancs — et qui sont des villages — semblent elles-mêmes des groupes de rochers autour desquels se

déroulent seules les splendeurs d'une lumière aux incomparables coloris ; à mesure qu'on s'élève, se découvrent les jardins suspendus et se précise la vitalité d'un peuple qui, retranché sur ces hauteurs comme sur une citadelle, a su vaincre, pour y rester quand même et pour y prospérer, le sol le plus ingrat.

Au passage des autos, les villageois — reconnaissant notre fanion et nos uniformes — criaient tous : « Vive la France ! » Ils nous lançaient des fleurs ; la joie illuminait leurs regards, et, les voitures passées, ils continuaient longtemps encore leurs gestes d'ardente amitié, regrettant évidemment la rapidité de notre course.

Tout à coup, éclate une violente fusillade : notre approche était signalée à Jezzin, et les cavaliers accourus — au triple galop de leurs fringants petits chevaux arabes — pour nous escorter, manifestaient leur joie, selon la coutume orientale, en faisant parler la poudre.

■ Nous montâmes nous-mêmes à cheval et pénétrâmes dans la ville. Une foule, qu'on a estimée à 20.000 âmes, encombrait les rues : elle entourait nos chevaux, cherchait à saisir nos mains pour les baiser, se livrait à tous les transports d'une joie délirante. Les coups de feu crépitaient sans cesse à nos oreilles, le plus près possible, car ils marquaient d'autant plus de joie qu'ils étaient tirés de plus près, si bien que le général en eut sa vareuse toute roussie.

Sur les terrasses des maisons, où flottaient mille oriflammes, des milliers de femmes, drapées dans leurs antiques costumes à la Vierge, tendaient vers nous des bras frémissants, nous jetaient des fleurs, nous aspergeaient de parfums en poussant des cris perçants, gutturaux, qui exprimaient un maximum d'enthousiasme.

Place de l'École, les enfants étaient rangés en bataille, coquettement parés de rubans tricolores, et ils nous chantaient de pieux cantiques, des *cantiques de France*, sous la direction de blanches cornettes, que nous reconnaissons bien, elles aussi. Mains arcs de triomphe saluaient le général si longtemps attendu, célébraient la France immortelle, protectrice d'aujourd'hui et de toujours.

Place du Sérail (mairie), notre « colonne du Liban sud » défila aux accents de *la Marseillaise* devant le grand chef au képi lauré d'or; c'était, représentée par une compagnie, l'Armée française, rayonnante de gloire après quatre années d'héroïques combats, qui défilait !

Et le peuple libanais, se précipitant sur les traces des guerriers « Francs », d'une seule âme, d'une seule voix, clamait son amour ; bientôt les rochers les plus lointains retentirent des échos de *la Marseillaise*, reprise en chœur par ce peuple qui y mêlait un autre chant national, *l'Hymne libanais* — de langue arabe — dont le refrain se traduit ainsi : « S'il n'y avait plus d'hommes chez nous pour attester notre reconnaissant attachement à la France, les pierres du Liban le crieraient encore ! »

Au Sérail, ce fut l'interminable défilé des orateurs populaires attestant devant nous leur fidélité séculaire, et leur joie de nous voir arriver, ou plutôt revenir, ainsi que toutes les espérances qu'ils en concevaient. Le souvenir d'un saint Louis — écrivant en 1250 aux Maronites : « Nous promettons de vous donner protection comme aux Français eux-mêmes, et de faire constamment ce qui sera nécessaire pour votre bonheur » — se mêlait, dans ces harangues enflammées, aux souvenirs de

Louis XIV et de Napoléon I^{er}, ou au rappel de l'apostolat des religieux français qui, en 1914, apprenaient à 52.000 enfants syriens, avec notre langue, l'amour de toutes nos traditions nationales.

Enfin, dans un banquet somptueux, au cours duquel se poursuivirent les allocutions, fraternisèrent à nos côtés, sous notre égide, Maronites, chrétiens dissidents, et Druses, Druses musulmans si longtemps rebelles à toute conciliation, et dont l'un des chefs venait de combler d'égards nos officiers, de présents nos soldats, au point de mériter le titre d' « Oncle de la Colonne » du Liban Sud.

Dans ce pays, qui est un microcosme au point de vue religieux, et où chaque culte représente un parti, une nationalité, une race irréductible, notre drapeau apportait ainsi dans ses plis la paix et la concorde.

* * *

Comment donc expliquer ces manifestations qui se répétèrent, aussi éclatantes, de la Palestine à la Cilicie, des ports du littoral aux vallées intérieures de l'Oronte et du Litani? Nul Français n'aurait le droit de s'en étonner, si, dans notre éducation et dans nos lectures, l'histoire de la Patrie tenait la place sacrée qu'elle mérite, si les « gestes » de nos ancêtres étaient ainsi plus vivants dans l'esprit de leurs descendants. Les Libanais, eux, en sont pénétrés, et ils nous donnaient une vivante leçon d'Histoire de France.

Ils se souviennent que, voilà neuf siècles, à la voix du pape champenois Urbain II et du moine picard Pierre l'Ermite, une armée de croisés, issus de toutes nos pro-

vinces, gagna l'Orient pour y délivrer les Lieux Saints (1). Les corps « étrangers » de cette armée, dits « allemands » ou « italiens », étaient eux-mêmes commandés par des chefs français. Le 15 juillet 1099, Godefroy de Bouillon, duc de Basse-Lorraine, s'empara de Jérusalem ; son successeur, Baudouin de Flandre, en devint roi ; et le « royaume de Jérusalem » constitua réellement, durant deux siècles, du golfe d'Alexandrette à la presqu'île du Sinaï, une France du Levant.

France héroïque, avant-garde de la civilisation occidentale aux frontières lointaines de l'Islam : c'était en effet à Médine, à Bagdad, à Mossoul, qu'était née et que s'était développée la puissance musulmane ; d'Arabie et de Mésopotamie, celle-ci ne pouvait accéder aux mers européennes qu'en franchissant la double barrière du Liban. Les princes d'Edesse, d'Antioche et de Tripoli et tous les feudataires du roi franc veillèrent sur ces « remparts élevés par la nature entre la mer et l'Islam », et ils fortifièrent, en y construisant de formidables châteaux — toujours debout, — ce « glacis de la chrétienté ».

France généreuse et tolérante qui, après avoir soumis les Infidèles, ne les persécuta point, instaura au contraire en leur faveur, en pleine époque féodale, un régime de liberté. Entre croisés et « sectateurs de Mahomet » s'établirent, à mesure qu'ils se connurent bien, de courtois et féconds rapports. A Jérusalem, des turbans et des burnous fréquentèrent, durant un siècle, le temple

(1) Dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars 1917, M. Louis Madelin a fait une magistrale synthèse de ses travaux personnels et des ouvrages les plus documentés sur la *Syrie Franque* ; c'est de cette synthèse que s'inspire le bref résumé historique qui suit.

de Salomon, devenu le palais du roi franc, tandis que de preux chevaliers partaient sans cesse en mission pour le Caire, Damas, Alep et Mossoul. En Syrie, écoles et académies restèrent ouvertes, en particulier celle de Tripoli où les Latins venaient s'initier aux études coraniques. Les négociants turcs continuèrent à s'enrichir dans leurs comptoirs et leurs bazars, les agriculteurs arabes à cultiver leurs champs, et le chroniqueur musulman Ibn Djobaïr put en ces termes vanter leur liberté et leur bien-être : « Les musulmans sont maîtres de leurs habitations et s'administrent comme ils l'entendent. C'est la condition de tout le territoire occupé par les Francs sur le littoral de la Syrie... La plupart des musulmans ont le cœur abreuvé de la tentation « de venir s'y fixer » en voyant l'état de leurs frères dans les pays gouvernés par les musulmans, la situation de ceux-ci étant le contraire du bien-être ». Le « préjugé de race » s'atténua à ce point que les rois de Jérusalem, venus pour exterminer les « mécréants », purent lever parmi eux un corps indigène, les *turcoples*, ancêtres de ces tirailleurs musulmans dont tant de milliers viennent de sceller de leur sang le pacte d'alliance.

France civilisatrice, gouvernant pour le bien de tous, sachant « bâtir et fonder » sur le roc de ses traditions, en même temps que merveilleusement s'adapter aux us et coutumes locaux. Le commerce, l'industrie, l'agriculture prirent un essor qu'il serait trop long de décrire ici. Aux marchandises s'appliquèrent les règles de chez nous, qui les voulaient « solides et loyales ». A l'intérieur de leurs châteaux forts, restés la « cuirasse de l'Etat », et où notre architecture se mariait à l'ornementation byzantine, les seigneurs enrichis s'entourèrent bientôt

d'un luxe oriental ; dans les églises elles-mêmes, dont le noble style roman faisait rayonner sous un nouveau ciel la beauté française, priaient des seigneurs revêtus de brocards de Bagdad, officiaient des prêtres aux lourdes chapes d'or ouvrées à Saint-Jean-d'Acre, « tandis que les soies molles suspendues aux murs et les riches tapis jetés sur les dalles froides étaient le riche tribut des « terres de païenisme » au culte du Christ restauré ».

France équitable, charitable, « humaine », qui détermina les droits de chaque religion, de chaque race, de chaque nationalité, et en assura l'exercice par des chartes ou « privilèges ». Tout comme les musulmans, les Grecs schismatiques et les juifs eux-mêmes poursuivent leurs négoce, conservent leurs marchés, leurs écoles, leurs temples, leurs magistrats, leurs « justices » indépendantes. Bourgeois et marchands syriens possèdent, à côté de ceux des Francs, leurs coutumes, leurs « droits » devant lesquels, une fois octroyés, s'incline la majesté royale.

Le règne des Francs fut, en un mot, le « règne de la justice ». Selon la formule d'un chroniqueur oriental, toute terre soumise à leur souple et féconde domination était par définition « terre de franchise ». Lorsqu'au gouvernement direct des conquérants eurent succédé le régime des « capitulations » et un protectorat moral qui restait là-bas la sauvegarde de la civilisation chrétienne, nous ne dérogeâmes point à de si nobles traditions, de telle sorte que les paroles de G. Clemenceau, prononcées le 11 novembre 1918, alors que nous triomphions de la barbarie germanique, s'appliquent spécialement au Levant : « La France, autrefois soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'Humanité, soldat de l'Idéal toujours. »

Tel est le patrimoine national qui a fondé en Syrie notre glorieux prestige et qui reste notre titre à la gratitude, à l'amour, aux espérances de ses populations délivrées.

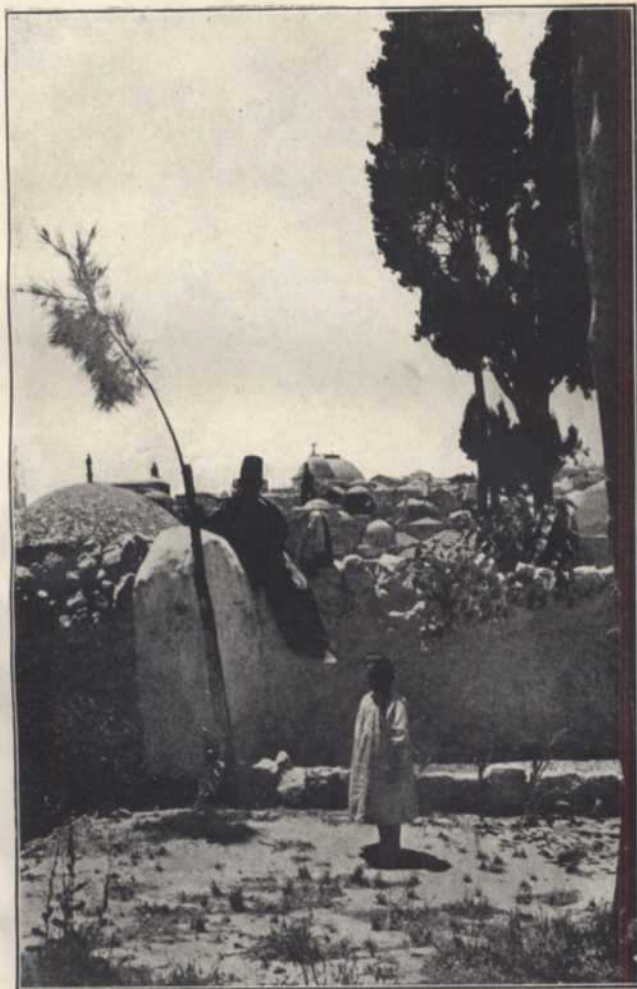
Les marques touchantes qu'elles nous en donnèrent, les réceptions triomphales qu'elles nous ménagèrent à l'automne de 1918, ressemblent à celles qui, à la même époque, en Alsace-Lorraine, récompensèrent de cinquante mois de sacrifices les soldats de la Grande Guerre. Ce rapprochement a déjà dû venir à l'esprit du lecteur ; il n'a point échappé à l'historien des *Heures Merveilleuses* (1). « C'est tout de même pour les Français une grande gloire, lui avait dit à Strasbourg un général britannique, cet amour après un demi-siècle : vous êtes une nation enviable. » Nation enviable, en effet, ajoute M. Louis Madelin, puisqu'après un demi-siècle, parfois un siècle, parfois sept siècles, ceux qui ont, des rives du Saint-Laurent aux pentes du Liban syrien, de la mer des Antilles aux bords du Rhin, connu sa tutelle et vécu sous ses enseignes, lui conservent, avec la fidélité du souvenir, un amour toujours prêt à se réveiller, si jamais il sommeille. »

En Syrie, cet amour était resté passionné à ce point qu'un autre écrivain (2) n'a point hésité à appeler la Syrie « une seconde Alsace », et cela dit tout.

On comprend maintenant ce que notre drapeau tricolore allait faire dans cette France du Levant qu'il s'agissait d'arracher au joug des Turcs, aggravé du joug allemand.

(1) Louis Madelin, *les Heures merveilleuses d'Alsace et de Lorraine*, Paris, Hachette, 1919.

(2) Fernand Laudet, *la France du Levant* (*Revue hebdomadaire* du 1^{er} mars 1919).



JÉRUSALEM, les Coupes du Saint-Sépulcre.

CHAPITRE II

La Syrie et la Cilicie

SOMMAIRE

Relief. — Climat. — Populations. — Histoire. — Le « Pont Intercontinental ». — Le Chemin de fer de Bagdad. — Les visées de l'impérialisme allemand.

Non content d'asservir la vieille Europe, le joug allemand pesait déjà en effet sur l'Orient : il s'apprêtait à confisquer, au profit de sa barbarie prétendue civilisée, l'Asie presque entière et, par l'Asie levantine, le continent africain.

Mais, pour bien faire comprendre ces « colossales » visées et le rôle dévolu, dans leur économie, à l'espèce de « pont intercontinental » que constituent la Palestine, la Syrie et la Cilicie, il est indispensable d'en donner d'abord quelque notion géographique et ethnique.

Au fond de la Méditerranée orientale, s'élève, tout près de la côte, une barrière rocheuse qui, du golfe d'Alexandrette à la presqu'île du Sinaï, relie l'Asie-Mineure à l'Égypte. Du nord au sud, les montagnes profilent dans le ciel bleu leurs arêtes dénudées. De multiples torrents en découpent les contreforts, du côté du versant maritime, sans percer la chaîne — chaîne dont l'altitude varie de 1.000 à 3.000 mètres. — Cette chaîne jalouse sépare du littoral une dépression intérieure parallèle à la côte, nommée « sillon médian », où coulent des rivières ou des fleuves importants : Kara-Sou, Oronte, Litani, Jourdain. Il n'existe que trois brèches, trois

« couloirs transversaux » : le couloir d'Antioche, où se faufile l'Oronte ; la trouée d'Homs, utilisée par la voie ferrée Homs-Tripoli ; la plantureuse plaine d'Esdrelon, entre la Syrie et la Palestine, où arrive, par la vallée du Yarmouk, la voie ferrée Damas-Deraa-lac de Tibériade-Haïfa-Le Caire.

Tel est le relief de la Syrie et de la Palestine, tournées vers la mer, vers la vie et vers la civilisation européennes, et non pas vers les arides déserts de l'intérieur, où vaguent de misérables Bédouins.

Leur climat est comparable à celui d'Égypte, mais d'une Égypte dont un système montagneux romprait la brûlante uniformité. Ciel presque toujours pur. Longs étés très chauds et très secs. Hivers d'une température idéale, avec des pluies torrentielles, mais de courte durée. Flore toute méditerranéenne aussi, et d'ailleurs très variée, selon qu'on se trouve sur les hauteurs arides, dans les bas-fonds torrides de la mer Morte, du Ghor ou du Jourdain, dans les plaines alluviales, sur les côtes irriguées : la vigne, l'olivier, l'oranger, le pistachier, l'amandier, les arbres fruitiers de toute espèce donnent de magnifiques récoltes ; de même les céréales, surtout le blé et l'orge, malgré le caractère tout primitif des procédés de labour.

Les populations, trois à quatre millions d'habitants pour 150.000 kilomètres carrés — superficie égale au quart de la France — représentent presque toutes les races, toutes les religions. Les musulmans y sont le plus nombreux, peut-être les 3/4. Les chrétiens appartiennent à toutes les confessions, à tous les rites. Sauf le bloc assez compact des Libanais Maronites (rattachés à l'orthodoxie romaine), tous ces éléments sont entre-

mêlés ; ils composent une mosaïque ethnique qui enlève à la Syrie-Palestine l'unité politique, lui interdit sans doute, pour longtemps encore, de constituer une nation comparable à la nôtre — forgée par 10 siècles de politique assimilatrice et centralisatrice, — mais non pas une nation à larges autonomies régionales, un État fédéral évoluant vers une fusion plus complète à l'intérieur de ses frontières naturelles.

Cette fusion est d'autant plus possible qu'au point de vue ethnique, la diversité religieuse ne correspond pas autant qu'on le croit communément à une différence de race. Si par suite des invasions on rencontre au Nord des Turcs, au Sud des Arabes, il faut bien se garder de prendre tous les Syriens musulmans pour des Turcs ou des Arabes. Si les Arabes ont imposé, par la force, aux Syriens leur religion et leur langue, ils n'ont pas plus changé la race de ces Syriens qu'ils n'ont changé sous le « Califat d'Occident » celle des Espagnols islamisés. *Les musulmans de Syrie sont, dans l'ensemble, des Syriens.* De même les chrétiens, qu'ils soient disciples catholiques de saint Maron, comme les Maronites, ou fidèles à l'ancien rite grec, comme les Grecs catholiques, ou rattachés au rite romain, comme les Melchites, ou restés « orthodoxes » comme les descendants des sectateurs du schisme d'Orient, ces chrétiens sont tous des Syriens d'origine phénicienne et sémite. Leurs divergences religieuses ne les empêchent pas d'appartenir à la même race. Et ce fait trop méconnu en Europe, parfois en Syrie même, présente aujourd'hui une importance politique considérable, puisqu'il condamne le morcellement et l'asservissement à la race arabe de la patrie syrienne.

Le caractère international, cosmopolite, de ces contrées

tient à leur histoire, histoire incomparable dont les sources se confondent avec celles de la civilisation elle-même. Avant l'ère chrétienne, les cités phéniciennes des côtes de Syrie furent les mères des plus fameuses villes méditerranéennes et notre Marseille est l'une de ces colonies. Les ruines de Baalbek (à 100 kilomètres de Beyrouth) (1) montrent à quel point la haute culture romaine a régné dans ces contrées. La Judée est le pays du Christ ; Jérusalem, comme Damas et Alep, est aussi « Lieu Saint » pour les musulmans. L'occupation du pays par les Arabes et les Turcs a déclenché le grand mouvement européen des croisades. Nous fondâmes alors le « royaume franc » qui dura deux siècles (XII^e et XIII^e siècles.)

A notre domination politique — si généreuse, si brillante et pourtant si forte — succéda une influence morale devant laquelle tous s'inclinèrent, en Orient comme en Occident. En 1535, l'empire ottoman reconnut notre protectorat chrétien et nous conservâmes le monopole du trafic commercial dans le Levant. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, nos vaisseaux étaient les seuls, et les plus nombreux, à fréquenter les « Echelles du Levant ». Notre industrie de la soie en particulier entretenait d'importants comptoirs à Saïda, Beyrouth, Tripoli, Latakîé, Alexandrette, Alep. Enfin nos innombrables fondations pieuses, intellectuelles, charitables, — couvents, écoles, hôpitaux — continuèrent et achevèrent de répandre avec notre esprit l'usage de notre langue.

A la fin du XIX^e siècle seulement, les Anglais, les Autrichiens, les Russes, enfin les Allemands, commen-

(1) Durant la guerre, les Allemands en ont emmené des wagons entiers de sculptures antiques.

cèrent à battre en brèche, au point de vue commercial, intellectuel et politique, une hégémonie traditionnelle qui ne s'était vraiment manifestée, depuis huit siècles, que par de purs bienfaits.

* * *

Pourquoi tant d'ambitions nationales nouvelles se sont-elles fait jour en Syrie? Pourquoi, avant la guerre, le César germanique y est-il allé en personne, théâtralement, manifester ses prétentions au « protectorat » de trois cent millions de musulmans? Pourquoi, depuis la guerre, les rivalités s'y sont-elles affirmées impérieuses, conquérantes, universelles, au point que l'Amérique elle-même, l'Amérique lointaine, — peu favorable il est vrai à la déroutante politique wilsonienne, — a posé sa candidature au fameux « mandat »?

Jetons les yeux sur une carte du monde : entre la Méditerranée et le golfe Persique, apparaît un isthme qui relie l'Asie à l'Afrique, et, par delà les massifs montagneux de la péninsule d'Asie-Mineure, à l'Europe. Cet isthme est un désert, sauf au Nord, où coule l'Euphrate, et à l'Ouest, où le littoral syrien, fertile et peuplé, prolonge en direction de l'Égypte la plaine de Mésopotamie. A cette plaine succède, d'autre part, vers le Nord-Ouest, celle de Cilicie qui, séparée du plateau d'Anatolie par le puissant arc montagneux du Taurus, est à tous égards une annexe naturelle de la Syrie (1).

En Syrie donc se soudent trois continents, et deux de ces continents, l'Asie et l'Afrique, sont appelés à jouer dans les destinées de la civilisation un rôle tout nouveau.

A ce « pont intercontinental », on n'accède, en venant

(1) Voir Chapitre XII.

d'Europe et d'Asie-Mineure, que par l'étroite brèche des « Portes de Cilicie ». Elle livre passage à une route qui fut suivie par les armées, les invasions, les migrations dont le flux et le reflux marquent les grands mouvements de l'humanité.

Or, la même brèche, complétée par de longs tunnels, est aujourd'hui suivie par le chemin de fer de Bagdad, achevé jusqu'au delà de l'Euphrate, et en voie de construction jusqu'au golfe Persique (1).

Cette voie, reliée en Asie-Mineure à Smyrne et à Pandjerma (sur la mer de Marmara), vient de Haïdar-Pacha que le Bosphore seul sépare de Constantinople ; elle vient, par conséquent, de toutes les capitales européennes.

D'autre part, au nord d'Alep, elle rejoint la branche syrienne, la branche Euphrate-Nil qui, par Damas, rejoint depuis 1918, à travers le désert du Sinaï, la capitale de l'Égypte.

Inutile de souligner davantage la prépondérance de ce nœud de communications. Il importe toutefois d'ajouter que les trains Londres-Paris-Bagdad-Bassorah ne feront que précéder les trains Londres-Paris-Bombay, en attendant qu'ils atteignent aussi Calcutta et Hanoï ; que les trains Londres-Paris-Damas-Le Caire deviendront des trains Londres-Le Cap, puisque la ligne du Caire au Cap est déjà en très grande partie achevée.

Nous sommes ainsi en présence d'un réseau appelé à enserrer tout l'Océan Indien ; en tous cas, et dès main-

(1) Les 566 kilomètres de voie ferrée qui relient Bagdad à Bassorah sont achevés depuis la fin de 1919. Le premier train direct a quitté Bassorah le 13 janvier 1920, à minuit, pour arriver à Bagdad dans l'après-midi du 15. Avec un matériel à boggies et de bonnes machines, on espère réaliser le trajet en 12 heures.

tenant, d'une voie terrestre qui double et qui, pour les transports rapides, va remplacer la voie maritime du canal de Suez.

Voilà précisément ce que l'impérialisme allemand avait si bien compris, mais si brutalement, et on peut dire si criminellement appliqué à ses desseins, car n'est-ce pas un crime pour un État européen que de livrer des continents entiers aux entreprises des mortels ennemis de la civilisation ? Au lieu de « liquider » l'empire ottoman, Guillaume II avait donc rêvé d'en développer à son profit les possibilités d'expansion, et cela par l'intermédiaire de la sanglante oppression des Jeunes-Turcs. Le panislamisme, le pantouranisme, le paranabisme devaient permettre, d'une part, de démembrer la Russie (qui comptait des dizaines de millions de sujets musulmans) ; de s'avancer jusqu'aux Indes et jusqu'aux marches de la Chine ; d'autre part, d'atteindre par l'Arabie le continent africain, disputé à la France et à la Grande-Bretagne. — Le Bagdad — le B. B. B. (*Berlin-Byzance-Bagdad*), serait l'« épine dorsale » de cette Turquie ainsi germanisée, et indéfiniment agrandie.

Avant d'avoir achevé leur tour de force, les allemands ont vu se rompre leur propre « épine dorsale ». La guerre a dissipé la menace qu'ils avaient osé faire peser sur l'Orient. La Victoire a remis en d'autres mains la mission de régler les destinées humaines.

Cette victoire est, avant tout, celle qui fut remportée en France, dans les batailles « essentielles ». Mais, en Orient même, les Alliés l'emportèrent, et cela dans des conditions qu'il faut spécifier, car elles pèsent aujourd'hui dans la balance des forces victorieuses, et d'un tel poids que notre mission nationale en a été singulièrement entravée.

CHAPITRE III

Le « Corps Expéditionnaire d'Égypte » et le « Détachement Français de Palestine-Syrie »

SOMMAIRE

La défense du canal de Suez. — L'avance en Palestine. — Physionomie du champ de bataille. — Création des réseaux ferrés et routiers. — Le pipeline. — Les auxiliaires égyptiens. — Le Détachement français de Palestine-Syrie : sa composition primitive et historique sommaire de ses accroissements.

Tandis que la bataille d'Occident absorbait toutes les énergies, tout le sang français, l'Angleterre consacrait plus de 500.000 hommes et des dizaines de milliards à la maîtrise de l'Orient.

Ses armées y avaient deux théâtres d'opérations. A l'est de la péninsule arabique, elles débarquaient au fond du golfe Persique, conquéraient les vallées du Tigre et de l'Euphrate et rappelaient à la vie les plaines de Mésopotamie, jadis si fertiles et si peuplées.

A l'ouest, elles gardaient le canal de Suez, puis s'avançaient en Palestine.

Dès la fin d'octobre 1915, des bandes irrégulières de Bédouins, d'Arabes et de Kurdes avaient franchi la frontière turco-égyptienne et, par les chemins d'El Arich et de Nakhil, étaient parvenues, pour piller, jusqu'aux environs du canal. En janvier 1915, une division de la IV^e armée turque, commandée par Djemal-Pacha, avec le colonel bavarois Kress von Kressenstein comme chef d'état-major, traversa la péninsule du Sināï, et,



LE CORPS EXPÉDITIONNAIRE D'ÉGYPTÉ

le 2 février, commença à franchir le canal au sud du lac Timsah ; elle y fut arrêtée et écrasée par le feu de trois navires de guerre, le *Requin*, le *d'Entrecasteaux* et le *Hardinge*.

L'ennemi, trop occupé ailleurs, ne se décida à recommencer cette tentative qu'après l'échec de notre expédition des Dardanelles. Les Britanniques, qui jusque-là s'étaient bornés à fortifier le canal et à en garder les rives, résolurent alors de prendre l'offensive : ils nettoyèrent la péninsule sinaïtique en 1916, puis forcèrent l'ennemi à se retirer en Palestine sur la ligne Gaza-Berseba qui tomba en octobre 1917. Jaffa fut pris le 16 novembre, Jérusalem le 10 décembre, et le front se stabilisa, pour neuf mois, sur la ligne Jaffa-Raffa-Jéricho.

Longs espaces de temps, pensera-t-on, pour arriver enfin, par la manœuvre d'ensemble du 19 septembre 1918, à la bataille décisive ; et de fait, depuis quatre années, l'audace conquérante, le goût du risque, le sens même de la guerre ne paraissaient point avoir été les qualités prédominantes du haut commandement britannique. Tant d'avances successives et limitées avaient laissé à l'ennemi le temps de se retrancher, de se refaire et de parer d'autant mieux à de nouvelles attaques qu'il se rapprochait de ses bases. Les Britanniques possédaient d'ailleurs une incontestable supériorité numérique : devant Gaza, par exemple, leurs fantassins étaient deux contre un, leurs cavaliers cinq contre un ; avec de tels moyens, quels bonds rapides n'eût pas exécutés un Bonaparte, ou, plus près de nous, un Lyautey, un Gouraud ou un Mangin?... Mais, en ces régions, la nature elle-même était d'abord à vaincre, et, pour être équitable envers la prudence organisatrice de Sir Archibald

Murray et de son successeur Sir Edmond Allenby, il convient de se faire une idée nette du champ de bataille de Palestine.

Du sud au nord, s'élève une arête montagneuse qui, d'Hébron à Jérusalem et à Naplouse, atteint près de 1.000 mètres d'altitude. De cette muraille centrale de Judée et de Samarie, se détachent de multiples contreforts qui, à l'ouest, aboutissent aux plaines littorales des Philistins et de Saron; à l'est, s'abaissent brusquement dans le profond « sillon » de la mer Morte, du Ghor et de la vallée du Jourdain. Tout cela est sable et rochers, brûlé par un ardent soleil et, sauf vers la mer, presque désertique. Des oueds s'insinuent entre les contreforts, mais ils sont tantôt à sec, tantôt transformés en torrents, et leur rôle se borne à multiplier pour la circulation les obstacles transversaux. De l'ouest à l'est, la route Jaffa-Jérusalem suit la seule vallée praticable aux véhicules et il faut remonter jusqu'à la plaine d'Esdrélon, c'est-à-dire jusqu'aux limites nord de la Palestine, pour trouver le premier des « couloirs » reliant la côte à l'intérieur du continent.

Il s'ensuit que, selon l'expression d'Allenby lui-même, le problème à résoudre « concernait plus le ravitaillement que la manœuvre ». Or, le ravitaillement des 100.000 soldats qui allaient précipiter la débâcle turque fut assuré avec une prodigieuse méthode. Les Turcs avaient eux-mêmes réuni les voies ferrées Damas-Déera-Haïffa et Jaffa-Jérusalem par le tronçon El-Fuleh-Lyddā; ils avaient en outre prolongé ce tronçon vers le sud jusqu'à El-Auja, à proximité de la frontière égyptienne, et le long de la côte jusqu'à Gaza. Cette dernière voie fut raccordée au Trans-Sinaï (établi dès 1916), et le « bac »

d'El-Kantara permit au matériel égyptien de rouler du Caire à Jérusalem et à Lydda. El-Kantara devint un immense entrepôt de vivres et de munitions ; et à cette base militaire principale fut ajoutée la base navale de Deir el Belah (1) où accostèrent les transports de moindre tonnage. Tout un système routier doubla et compléta le réseau ferré : chaussées macadamisées pour les lourds camions automobiles et l'artillerie ; chemins sommairement aménagés pour les voitures Ford, hautes sur roues et capables de surmonter de durs obstacles ; simples pistes où, par dizaines de milliers, s'acheminèrent les chameaux de transport.

Enfin, l'eau du Nil fut amenée, stérilisée, par un formidable pipe-line qui déversa dans les citernes du front 1.500.000 gallons par jour.

Ces travaux préparatoires furent accomplis par une armée de 70.000 auxiliaires, les E.L.C. (*Egyptian-Labour-Corps*), Fellahs conduits par des Anglais résidant en Egypte et rigoureusement disciplinés. Entre le canal et la Palestine, la solution de continuité n'existait plus ; trois cents kilomètres de désert étaient en quelque sorte supprimés ; la « marche asiatique » de l'Égypte était désormais organisée ; la civilisation elle-même renaissait sous les pas des soldats britanniques ; il n'y avait plus qu'à pousser de l'avant, vers la Syrie impatiente de secouer à son tour le joug des barbares.

* * *

Un contingent français participait à cette campagne. Primitivement destinées à « escorter » notre drapeau, les

(1) 14 kilomètres sud-ouest de Gaza.

troupes du Détachement français de Palestine-Syrie, devenues en 1919 Troupes françaises du Levant, ne furent constituées que peu à peu, sous la pression des circonstances. Trop gravement engagés sur le front occidental pour assumer la charge nouvelle d'une expédition en Orient, notre Gouvernement et notre Grand Quartier Général ne se laissèrent arracher que par lambeaux les contingents nécessaires.

Les premiers éléments du détachement furent créés par décision ministérielle du 28 janvier 1917. Ils comprenaient les unités suivantes : un bataillon d'infanterie territoriale, le 5^e bataillon du 115^e, mobilisé à Is-sur-Tille ; prélevé sur les armées du Nord et du Nord-Est, ce bataillon resta, notons-le, jusqu'au printemps de 1919, la seule troupe entièrement française du détachement. Un régiment de marche de tirailleurs, nommé d'abord régiment mixte de marche de Palestine, mobilisé en Algérie, comprenant deux bataillons : le 7^e bataillon du 1^{er} tirailleurs, formé à Hussein-Dey, et le 9^e bataillon du 2^e tirailleurs, formé à Orléansville. Une ambulance, l'ambulance de montagne 2 P, et une section d'hospitalisation, mobilisées à Limoges.

Embarqués à Marseille, le 10 avril, à Bizerte le 13, ces éléments débarquèrent le 21 à Port-Saïd et s'installèrent le 22 dans un camp dressé à l'ouest du *Bassin Chérif*. Un mois après (25 mai), ils relevaient des troupes anglaises dans le secteur de défense de Khan-Yunus. En juin, ils étaient renforcés par un peloton du 1^{er} spahis, venu de Biskra, avant-garde du futur régiment de marche de cavalerie ; par une section télégraphique du 8^e génie et par des éléments détachés de notre mission du Hedjaz (mission du lieutenant-colonel Brémond) : deux com-

pagnies de mitrailleuses, le premier noyau de la compagnie du génie 19/6/i (issue du 2^e régiment), une section télégraphique du 8^e génie, et diverses annexes ramenées de Suez — subsistances, habillement, parcs d'artillerie et du génie, hôpital de campagne et d'évacuation n^o 2 — constituant à Port-Saïd la base maritime du détachement. Ce dernier, ainsi doté des services les plus indispensables, manquait encore d'artillerie et de moyens de transport ; il restait, à de multiples égards, tributaire de l'armée anglaise d'Égypte ; simple « troupe d'étapes », il conservait sa physionomie originelle d'« escorte du drapeau ».

Suivant les troupes britanniques dans leur avance vers la Palestine, il se rendit en novembre, par Gaza, au camp de Deir-Sineid : de là, deux sections du 115^e (1) partirent pour Jérusalem où le général en chef Sir E. Allenby fit son entrée solennelle, le 11 décembre, ayant à sa droite le colonel de Piépape, commandant notre détachement et représentant la France.

En 1918, le régiment de tirailleurs reçut un peloton de deux canons de 37. La *légion d'Orient*, créée dès le 26 novembre 1916 et organisée à Chypre, envoya le 23 février à Ramloh, où était alors campé le détachement, une compagnie syrienne (la 23^e), puis en juin sa première compagnie de mitrailleuses, enfin trois bataillons arméniens qui arrivèrent le 13 juillet à Medjed, avec un peloton de canons de 37. Deux escadrons de spahis, issus des 1^{er} et 4^{me} régiments, et deux escadrons de chasseurs d'Afrique (les 15^e et 16^e du 4^e régiment) formèrent, avec un peloton à pied de mitrailleuses, le régiment mixte

(1) Une compagnie entière du 115^e d'infanterie tint peu après garnison à Jérusalem. Elle y fut remplacée à sa démobilisation, en 1919, par un peloton de cavalerie.

de marche de cavalerie. Deux batteries de 75 (14^e et 15^e batteries de campagne, du 5^e groupe d'Afrique, détachées de la mission Brémond), une batterie de 65 (30^e batterie du 2^e régiment d'artillerie de montagne) et une section mixte de munitions (30^e section) constituèrent l'artillerie. Une seconde ambulance de montagne (3 P) et un groupe de brancardiers complétèrent le Service de santé, tandis que l'hôpital de campagne et d'évacuation n^o 2 s'installait à Ludd. Deux sections de transports automobiles (T. M. 1307 et 1308) et une section sanitaire automobile (S. S. 451) assurèrent les convois ; quatre brigades de gendarmerie (deux à pied et deux à cheval) le service de la prévôté. Le détachement eut même de l'aviation — l'escadrille n^o 575 — mais, par suite de singuliers retards dans l'envoi des appareils, ses « Farman » ne purent voler que l'année suivante. On arriva ainsi à un effectif d'environ 7.000 hommes qui prenait figure de force combattante et joua dans la bataille de rupture du 19 septembre le rôle limité, mais actif et glorieux, que nous exposerons.

Après notre arrivée à Beyrouth, la *Légion d'Orient*, bientôt accrue d'un 4^e bataillon arménien et de nombreux volontaires syriens, se subdivisera en deux légions distinctes : *arménienne* et *syrienne*. La 33^e batterie de 65 du 3^e groupe d'Afrique, encore rattachée à la mission du Hedjaz, complètera le groupe d'artillerie. Une seconde section télégraphique et un détachement radiotélégraphique arriveront de France. A la base de Port-Saïd et à la base avancée jadis créée à Ludd se substituera peu à peu celle de Beyrouth, avec les bases avancées d'Alexandrette et de Mersine. Enfin, au printemps de 1919, débarqueront à Beyrouth deux régiments français,

le 415^e et le 412^e, et un bataillon de zouaves (3^e bataillon du régiment de tirailleurs) que suivirent d'autres unités d'infanterie et de cavalerie, de façon à permettre la constitution de deux brigades. Les Troupes françaises du Levant seront dès lors un véritable corps expéditionnaire, apte à soutenir en Orient notre prestige militaire, nos intérêts et nos droits.

CHAPITRE IV

La Victoire de Palestine

(Septembre 1918)

SOMMAIRE

Les forces turco-allemandes : apparences et réalités. — Notes pessimistes d'un officier allemand. — Faillite de l'influence germanique. — Le général Allenby. — La manœuvre stratégique du 19 septembre. — L'attaque et le coup de filet. — Rôle joué par le détachement français : l'infanterie au « pivot » de Rafat ; la cavalerie à l'aile marchante ; le raid de la colonne Pisani.

Le front turco-allemand, qui séparait de la Syrie les Alliés, présentait sur les croquis d'« ordre de bataille » une apparence redoutable.

Du groupe d'armées Yilderim, dont le Grand Quartier Général était à Nazareth, dépendaient trois armées en secteur : vers la Méditerranée, la VIII^e armée (Tulkeram) avec le XXII^e corps et le corps d'Asie ; au centre, la VII^e armée (Naplouse), avec les III^e et XX^e corps ; à l'est, s'infléchissant jusqu'au plateau qui domine au nord-ouest la mer Morte, la IV^e armée (Es Salt), avec le VIII^e corps et quatre divisions de cavalerie. En réserve, le II^e corps de cavalerie (Déraa), la 43^e division (Beyrouth), puis la II^e armée (Alep) et le XII^e corps (Adana).

Mais que valait cet appareil ? Réduites à une misère, à une famine telles qu'on a pu dire que nul autre front ne fut plus dur ni plus meurtrier, les unités turques n'étaient plus que l'ombre d'elles-mêmes. Le 20 novembre 1917, lors de l'occupation de Bethléem, la 27^e division, qui tenait cette place, ne comptait déjà

plus, au 67^e régiment, que 2 officiers et 45 hommes ; au 8^e, que 120 soldats. En février 1918, la division arrivée de Constantinople en renfort avait perdu, en atteignant Alep, 50 0/0 de son effectif du fait des désertions. En septembre, certaines divisions ne comprenant plus que quelques centaines d'hommes, l'ordre de bataille estime les forces des trois armées en secteur à 21.000 fantassins et 1.700 cavaliers, appuyés il est vrai par 660 mitrailleuses...

Les notes, saisies au cours de l'offensive, de l'officier de liaison allemand de la VIII^e armée, dépeignent la situation à la date du 29 août : « La question des renforts en hommes, matériel et ravitaillement de toute nature ne permet pas un grand optimisme... 500 hommes, tel est à peu près la force d'une division d'infanterie turque... A l'arrière, aucune ligne de communication pour le ravitaillement n'a été organisée qui pût être considérée comme durable. Il n'y a même pas moyen pour l'armée de tenir ses lignes actuelles à n'importe quel prix, et cette critique s'applique également aux deux autres armées... Les innombrables privations dont pâtirent les hommes... ont restreint leur valeur combattive : les officiers aussi bien que les hommes ont perdu l'esprit d'organisation ainsi que tout goût du travail. » C'était la débâcle fatale!

De son Grand Quartier de Damas ou de son poste de commandement de Nazareth, le maréchal Liman von Sanders Pacha, successeur de von Falkenkayn, s'efforce bien de galvaniser le moribond qui déjà se refroidit et tombe en pourriture : mais où trouver le sang nouveau à lui infuser ? L'Allemagne qui, en Bulgarie, en Roumanie, en Galicie, en Asie même, a usé tant de Turcs, n'a plus

que des armes et des généraux à envoyer à ses alliés ; elle n'est représentée sur le front de Palestine que par trois bataillons, et l'on ne croit plus en elle.

A Constantinople, certains journaux, comme le *Vakit* et l'*Atti*, commencent à secouer la tutelle des dictateurs. A Damas s'accroissent les dissentiments entre Turcs et Allemands, et ces derniers n'osent plus sévir contre les Druzes et les Hauranais qui écoulent librement en ville leurs marchandises d'origine anglaise ou chérifienne. A Balbek, deux soldats allemands et trois soldats turcs sont tués dans une haineuse rencontre. Djemal-Pacha lui-même, commandant des lignes de communication, aurait dit, à Beyrouth, au patriarche maronite : « Aucun étranger n'a d'autorité!... Nous préférons mille fois voir subsister l'influence française plutôt que la lourde influence allemande ». Et Djemal ajoutait, méprisant : « Si nos ennemis n'avaient pas une force quinze fois plus grande que la nôtre, je serais aujourd'hui sultan d'Egypte. » Comment l'Orient aurait-il continué à s'incliner devant une Puissance qui ne manifestait plus que faiblesse!

* * *

Le futur maréchal Allenby, qui commandait depuis juillet 1917 le corps expéditionnaire d'Egypte, avait été sur le front français l'un des principaux lieutenants du maréchal French : inspecteur de la cavalerie au moment de la déclaration de guerre, il avait à la bataille de Mons (24 août 1914) brillamment dégagé Sir Charles Fergusson ; au cours de la retraite de Saint-Quentin, couvert l'armée anglaise par d'héroïques combats d'arrière-garde ; lors de la « course à la mer », tenu devant Messines jusqu'à

l'arrivée du général Conneau. Ensuite chef du 5^e corps, puis commandant de la 3^e armée, il avait dégagé Arras (mars 1917), lancé sa cavalerie au milieu des batteries allemandes, capturé alors 15.000 prisonniers avec 100 canons. « Général de cavalerie de premier plan », selon les termes du troisième rapport officiel de Sir John French, nul n'était plus qualifié que lui pour donner en Palestine le vaste coup de filet par lequel les armées turques défaillantes étaient prêtes à se laisser prendre.

Il n'est pas nécessaire — soit dit sans ironie — de rappeler les plans de Napoléon pour expliquer la manœuvre du 19 septembre, car elle était imposée par le relief du sol, la disposition du front, la situation de l'adversaire.

La zone montagneuse de Judée et ses contreforts ne pouvaient convenir à une offensive rapide : sur ce sol nu et tourmenté, dans ce dédale de ravins, les mitrailleuses ennemies auraient trop beau jeu. De même à l'Est, dans l'étroit et marécageux couloir du Jourdain. A l'Ouest, au contraire, la plaine de Saron est propice à de vastes mouvements : le sol sablonneux et noirâtre y est fixé, vers la côte, par des épines, des chardons, des genêts, des chênes rabougris ; plus à l'Est, commencent de riches cultures, orge, blé, sorgho, sésame, alternant avec des champs de concombre et des jachères couvertes de hautes herbes fleuries ; plus à l'Est encore, les contreforts des plateaux de Samarie se convertissent en molles ondulations, et, vers le Nord-Est, à part les hauteurs avoisinant Naplouse, les montagnes elles-mêmes s'abaissent pour livrer passage aux cols, aux vallées et aux routes de Samarie qui mènent dans la magnifique plaine d'Es-

drelon et dans la dépression du Jourdain. Enfoncer le front ennemi de la plaine de Saron, gagner aussitôt Tulkeran et Naplouse, aller occuper à El-Fuleh la jonction des voies ferrées, tandis qu'un raid audacieux à l'est du chemin de fer du Hedjaz couperait à Déraa la ligne de Damas, c'était tourner la forteresse ennemie, interdire aux Turco-Allemands toute ligne de retraite et rendre inévitable la capture de leurs armées.

Les conceptions les plus simples échappant parfois à l'esprit, ce plan paraît pourtant être resté hors des prévisions de l'adversaire : « La situation générale porte à croire, écrivait l'officier de liaison allemand de la VIII^e armée, que les Anglais... feront comme l'année dernière une avance vers Déraa et Damas... Ils essaieront de s'accrocher au secteur côtier (VIII^e armée)... mais ils y limiteront leurs actions par des démonstrations ; ils utiliseront leurs plus grandes forces comme troupes d'attaque et cavalerie dans les régions rapprochées du Jourdain. » C'était exactement le contraire de ce qui allait se passer !

Allenby entretint cette lourde erreur par des actions d'artillerie et des engagements locaux sur son aile droite constituée, entre le massif de Judée et la tête de pont de la rive gauche du Jourdain, par le XX^e corps, tandis que derrière son aile gauche (XXI^e corps), seule destinée à se porter en avant au jour J, il massa secrètement les quatre divisions de cavalerie du Corps monté du Désert. La position de Rafat, située à une quarantaine de kilomètres de la Méditerranée, serait le pivot autour duquel tournerait l'aile marchante.

L'attaque se déclencha le 19 septembre, à 4 h. 30 du matin, appuyée par les vaisseaux de la flotte dont l'ar-

tillerie balaya d'enfilade les tranchées ennemies. Le succès fut immédiat, l'avance foudroyante. A 14 heures, la progression atteignait vingt kilomètres le long de la côte ; la cavalerie emportait Tul Kéram, quartier général de la VIII^e armée, et refoulait les débris de cette armée à quarante kilomètres au nord de son ancien front. Le 20, l'aile gauche britannique achevant une conversion de 90 degrés, s'étendait du Sud au Nord entre Rafat et Caïffa. El Fuleh et toute la plaine d'Esdreton jusqu'à Beisan étaient occupés par la cavalerie. L'aile droite (XXI^e corps) s'ébranlait à son tour ; le 21, elle dépassait Naplouse, siège de la VII^e armée, et garnissait les dernières crêtes de Samarie, tandis que la cavalerie s'installait à Nazareth, sur les hauteurs méridionales de la Galilée et, non loin de Tibériade, au croisement de la voie ferrée et du Jourdain. C'était, en quarante-huit heures, un bond d'une centaine de kilomètres. Complètement encerclées entre la mer, la plaine d'Esdreton et le Jourdain, les forces turques n'ont plus qu'à se rendre ; au soir du 22, le chiffre des prisonniers s'élevait à 25.000, avec 250 canons.

* * *

Le rôle alors joué par le détachement français permet de préciser trois aspects de la bataille : l'attaque par l'infanterie, la poursuite par la cavalerie, et la diversion qui, à l'est de la voie du Hedjaz, devait inquiéter le flanc gauche ennemi, lui faire croire à l'attaque en masse en direction de Damas et lui porter sur ses derrières, à Déraa, un coup isolé, mais décisif.

Notons que nos troupes étaient privées — par suite

du régime des permissions — du quart de leur effectif ; qu'elles étaient en outre très éprouvées par d'intolérables chaleurs. La « fièvre des trois jours » et la « fièvre longue » avaient mis successivement hors de combat presque tous les officiers, et comme ni les chefs de corps n'avaient de commandants-adjoints, ni les chefs de bataillons d'adjudants-majors, nos deux régiments d'infanterie étaient ainsi commandés, le 19 septembre : le régiment de tirailleurs, par un lieutenant-colonel fiévreux, — le lieutenant-colonel Régnier — qui put cependant marcher quand même ; les deux bataillons du même régiment, par deux capitaines ; la Légion d'Orient, par le lieutenant-colonel Romieu, qui venait d'être évacué pour fièvre, était rentré deux jours avant l'attaque et restait assisté par le chef de bataillon Jolly, son remplaçant ; les deux bataillons de la Légion, engagés en première ligne, par deux capitaines. Ajoutons que, sur un effectif total de 6.863 hommes, le détachement comprenait plus de la moitié d'« indigènes » et que la Légion d'Orient allait au feu pour la première fois. — Malgré d'aussi défectueuses conditions, le D. F. P. S. soutint avec éclat la gloire des armes françaises.

Notre infanterie tenait sur le front d'attaque le secteur de pivot du *saillant de Rafat*, dominé par deux centres de résistance puissants en eux-mêmes et garnis de mitrailleuses : le mont Ararat, défendu par le 146^e régiment allemand — par les trois seuls bataillons allemands (1) de tout le front, — et les *Trois Buissons*. Au nord de la profonde coupure du Wady el Ayun, une courtine reliait le mont Ararat aux Trois Buissons et à d'autres hauteurs fortifiées.

(1) N^{os} 701, 702 et 703.

A droite, opéraient les légionnaires ; au centre la compagnie syrienne et un peloton à pied de mitrailleurs de cavalerie ; à gauche, les tirailleurs.

La « croupe » 26, attaquée par le 1^{er} bataillon de la Légion d'Orient (capitaine Azan) fut conquise en vingt minutes ; les « Trois Buissons » le furent en quarante-cinq minutes, par le 8^e bataillon du 1^{er} tirailleurs (capitaine Pariat) qui captura 150 prisonniers, dont 10 officiers, appartenant à huit compagnies différentes ; le malemon 546 et les ouvrages de la colline de Scurry restaient, au bout de quarante-cinq minutes également, entre les mains du 9^e bataillon du 1^{er} tirailleurs (capitaine Mathiot). Les mitrailleuses allemandes du mont Ararat, soutenues par de nombreuses batteries lourdes qui inondèrent de mitraille le lacis des ravins, résistèrent plus longtemps ; mais, dans leur élan superbe, nos bataillons atteignirent bientôt tous leurs objectifs, les dépassant même par endroits et portant aide à certains bataillons anglais qui, d'après le plan d'engagement, devaient au contraire appuyer leur mouvement (1).

Les légionnaires arméniens et syriens avaient eu, durant ces attaques, à fixer l'ennemi en un point fort qui ne devait tomber que par la manœuvre ; ils remplirent avec courage, sous un violent bombardement, cette ingrate mission. « Je suis fier d'avoir eu un contingent arménien sous mon commandement, télégraphia, le 12 octobre, Sir E. Allenby à la Délégation nationale

(1) Ainsi le bataillon de Suffolk, de la 163^e brigade, arrêté devant la cote 276 (observatoire Hill), est aussitôt soutenu par la 33^e compagnie de tirailleurs (capitaine Languillaume) qui coopère brillamment à l'attaque de cette position et reçoit les plus vifs remerciements du colonel commandant le bataillon anglais.

arménienne, il a combattu très brillamment et pris une grande part à la victoire. » Et l'ardent colonel Romieu s'écria devant les tombes des gradés et soldats morts sous notre drapeau au champ d'honneur : « Nous saurons être dignes de vous, j'en fais le serment sur votre tombe, devant ce cimetière dont nous ferons un monument de gloire et que nous appellerons le cimetière de l'Ararat pour réunir dans ce nom le souvenir de nos morts, de leur sacrifice, de leur victoire et de l'horizon qu'elle ouvre aux aspirations nationales de leurs compatriotes. »

À l'aile marchante, notre régiment de cavalerie (chef d'escadron Lebon) avait goûté dans sa plénitude l'ivresse de la victoire. Rattaché pour ces opérations à la 5^e brigade australienne de cheveu-légers, il avait franchi, à midi, les 25 kilomètres séparant Mulebbis (1), son point de départ, de Tul-Kéram. Pénétrant au galop à travers les nids de mitrailleuses et positions de batteries, il sabra les derniers combattants et refoula vers l'arrière le flot des fuyards et les interminables convois qui encombraient la route. Le centre de résistance de Kalkilieh était encore garni d'une grande quantité de matériel. A Tulkéram, des trains entiers étaient capturés : on constata que leurs locomotives ne marchaient qu'au bois, surtout au bois d'olivier, les iradés ayant prélevé jusqu'à 35 0/0 des oliviers de cette région. Au soir du 19, 1.800 prisonniers et 17 canons restaient déjà entre les mains de nos spahis et de nos chasseurs d'Afrique. Le 20, ils s'élancèrent sur la route de Naplouse où de longs convois de charrettes et de camions étaient

(1) 13 kilomètres nord-est de Jaffa.

renversés ou figés sur place : c'était l'œuvre des avions britanniques qui avaient arrêté net l'évacuation de ce matériel vers l'arrière. Le 21, malgré le feu qui entravait la progression des autos-mitrailleuses britanniques, nos cavaliers enlevaient Naplouse, le sabre à la main, et ils y saisissaient encore 700 prisonniers, avec 2 canons et 9 mitrailleuses. Le 30, ils contribuaient à l'encercllement de Damas où l'un de leurs escadrons participait, le 2 octobre, à l'entrée officielle des Alliés.

Pour achever ce bref résumé de la collaboration française à l'offensive de septembre, il faut noter les opérations effectuées dans la région Deraa-Damas par le détachement du capitaine Pisani. Ce détachement ne comprenait que 140 hommes (1), mais constituait en réalité l'ossature de la colonne franco-anglo-chérifienne (2) qui, partie le 2 septembre de la région d'Akaba, traversa, à l'est de la voie ferrée Médine-Damas, 500 kilomètres de désert; détruisit, les 17-19 septembre, le nœud des voies ferrées de Deraa (3); harcela le flanc droit de la IV^e armée turque à laquelle il donnait l'impression d'une force puissante (4); empêcha l'ennemi d'évacuer son matériel de guerre, de retirer ses troupes et de reformer le long de la voie ferrée une nouvelle ligne de défense; captura, à Deraa seulement, plus de 2.000 prisonniers

(1) Composition : 2 sections de 65 à tir rapide, 1 peloton de mitrailleuses, une équipe de 2 F.M., une équipe du génie.

(2) Détachement anglais : 2 autos-mitrailleuses, équipe de destruction de voies ferrées (30 Gourkas et 35 Egyptiens), avions, dont le nombre varia. Détachement chérifien : 4 compagnies d'infanterie, une section de mitrailleuses Maxim, au total 400 hommes. Effectif total de la colonne : 1.000 hommes dont 600 réguliers.

(3) 100 kilomètres sud de Damas, jonction des voies ferrées Damas-Médine à Deraa-Haïfa.

(4) L'ennemi estima à au moins 15.000 hommes la force de la colonne.

(dont 100 officiers) ; précipita enfin sa marche sur Damas où elle pénétra le 1^{er} octobre, après avoir ainsi très efficacement contribué à la débâcle turco-allemande.

La bataille était finie.

Restait à occuper et à organiser les pays conquis.

CHAPITRE V

Arrivée des Alliés en Syrie

Statut provisoire des « Territoires ennemis occupés »
(Octobre 1918)

SOMMAIRE

Le port de Beyrouth : son présent et son avenir. — Arrivée de la Division navale de Syrie (7 octobre). — Installation des états-majors alliés. — Expulsion du « gouverneur » chérifien. — Le colonel de Piépape, gouverneur militaire (10 octobre). — Arrivée du détachement français. — Instruction britannique sur les « territoires ennemis occupés » : les zones sud, nord et est. — Application des accords interalliés de 1915 et 1916 : critique de ces accords. — Déclarations gouvernementales. — L'imbroglio syrien.

La victoire de Palestine ouvrait aux Alliés les portes de la Syrie et permettait à leurs avant-gardes d'arriver d'une traite jusqu'à Beyrouth.

Parmi toutes les villes de Syrie, aucune n'a l'aspect « européen » de Beyrouth : c'est même une première déception que d'apercevoir, du navire, ce damier de toits rouges surmontant des maisons blanches ou bleues, hautement étagées au flanc des collines, toutes neuves, sans autre caractère que leurs façades de cathédrales, là où l'on s'attendait à trouver une cité orientale avec ses élégants minarets dominant le moutonnement des dômes, la nudité des terrasses et le sombre labyrinthe des murailles. Lorsqu'on pénètre en ville, autre déception : si Beyrouth n'a pas le cachet de Damas ni surtout d'Alep, elle n'est pas non plus une « belle » ville moderne. A part les larges avenues que Djemal-Pacha a vigoureusement ouvertes, comme à coups de sabre, à travers de

vieux quartiers, avenues dont les démolitions inachevées ressemblaient, à notre arrivée, aux ruines d'une ville détruite par la guerre, ses rues sont trop étroites, souvent tracées au hasard, mal entretenues ; de misérables boutiques bordent encore ses principales voies et l'on cherche en vain dans ses monuments publics l'expression d'un art original. Seuls, quelques antiques colonnes de marbre et le chœur de l'ancienne église Saint-Jean-des-Croisés, rappellent les âges disparus.

Beyrouth est pourtant bien une « capitale » par sa situation, par l'esprit qui y souffle, par tout ce que l'avenir lui réserve de vitalité — si une volonté directrice y succède à l'ancienne inertie.

Il n'existe pas en effet sur les côtes de Syrie de site comparable à la presqu'île de Beyrouth : vue du Liban tout proche, ce large promontoire qui s'avance, empourpré, dans les eaux bleues, est d'une saisissante majesté. De souples collines le couronnent. Il possède une ceinture de terre végétale aux verdoyantes cultures ou de sable doré que l'irrigation rend à son tour fertile, comme le prouve le magnifique *Bois de Pins*, créé par nous en 1860. Privilège rare en ce pays : un fleuve, le Nahr Beyrouth, que les chaleurs de l'été ne tarissent pas, y roule ses eaux. La nature elle-même a évidemment fixé là les destinées d'une grande cité !

Mais il faudra la tirer de la gangue où l'a laissée sommeiller un conquérant qui, selon l'opinion exprimée par M. Clemenceau, au nom du Conseil des principales Puissances alliées et associées (1), « jamais ne s'est montré capable de développer dans la paix, ce qu'il avait gagné

(1) Réponse aux délégués du Gouvernement turc, 25 juin 1919.

par la guerre. » Or, avant 1914, un esprit revivifiant soufflait déjà sur Beyrouth : notre université, nos écoles, nos œuvres et nos entreprises de toute nature y répandaient notre culture et y renouaient les liens féconds qui l'attachaient jadis à la France. L'intelligence syrienne remarquablement assimilatrice y était ouverte à notre influence et à nos idées. Il suffira d'y laisser agir ce levain au soleil de notre liberté, et alors Beyrouth, dont l'aspect « moderne » et les capricieuses mais puissantes extensions sont les premières ébauches d'un fécond progrès, jaillira du chaos et s'avancera rapide, glorieuse, dans les voies de la civilisation.

A cela, deux conditions primordiales. D'abord qu'on perce à son profit, de l'intérieur vers la côte, de Damas vers son port le plus proche, à travers la haute muraille du Liban, la voie ferrée *normale* qui y dérivera — dans la proportion voulue par la nature — le vaste courant du « Bagdad » : car Beyrouth doit être le port de Damas et une grande tête de ligne, alors qu'il n'est aujourd'hui que le terminus d'un impuissant « tortillard ». Ensuite, qu'on donne à ce port l'ampleur et l'outillage qui lui permettent de jouer son rôle — l'un des premiers de l'Orient — en rivalisant avec Haïffa.

Telle était la situation, telles les chances d'avenir qui se présentaient aux yeux et à l'esprit des commandants des troupes alliées, à leur arrivée à Beyrouth, en octobre 1918.

* * *

La Division navale de Syrie en prit d'abord possession. Sur un ordre du ministère de la Marine, parvenu le 3 à Port-Saïd, elle traversait les champs de mines et

entraîna le 7 en rade de Beyrouth, où elle opéra un débarquement.

Le contre-amiral Varney et son chef d'état-major pénétrèrent les premiers dans la ville et s'y promenèrent sans escorte, marquant par cette façon originale d'« emporter » une grande cité ennemie — à peine évacuée d'ailleurs par les Turco-Allemands — qu'il suffisait de nous y montrer pour y être reçus en amis par la population. De fait, l'amiral y fut accueilli par des vivats aussi spontanés qu'enthousiastes.

Le 8 octobre, en même temps que le colonel de Piépape, arrivaient l'état-major du 21^e corps d'armée britannique et la 7^e division. Tous y furent à leur tour chaleureusement reçus, encore que dans cette ville de 140.000 habitants, au tiers musulman, les sentiments fussent mélangés et hésitants. On avait trop souffert de la guerre et du régime turc pour ne point en désirer ardemment la fin, et c'était la paix avec la liberté que nous apportions ; mais que réservait au juste l'avenir ?

« Chérifiens, Français, Anglais, survenant à la fois, nous confia ingénument une dame francophile très notable, nous ne savions plus quel drapeau arborer ! » Embarras d'autant plus complet que, selon la convention imposée par Sir E. Allenby, aucun drapeau national n'était déployé par les nouveaux venus, sauf par les Chérifiens. Ces journées furent en effet agitées par un incident qui fit éclater dès l'abord, avec les audacieuses prétentions arabes, toute la fausseté de la situation.

Le général Chukri-Ayoubi (1), ancien colonel de l'armée ottomane, venu de Damas au grand galop, avec quelques

(1) Originaire de Damas.

cavaliers, s'était installé sans façon au Nouveau-Sérail, dans le fauteuil du vali turc disparu, pour « gouverner » le pays au nom du chérif de la Mecque... Aux yeux des chrétiens, un massacre était imminent.

Le colonel commandant le détachement français rendit compte de cet état de choses à l'amiral Varney et au ministre de la Guerre, ordonna l'envoi immédiat à Beyrouth d'un échelon avancé et provoqua des ordres du Grand Quartier Général britannique contre l'usurpation de Chukri Ayoubi : le général en chef avait seul le droit de nommer des gouverneurs.

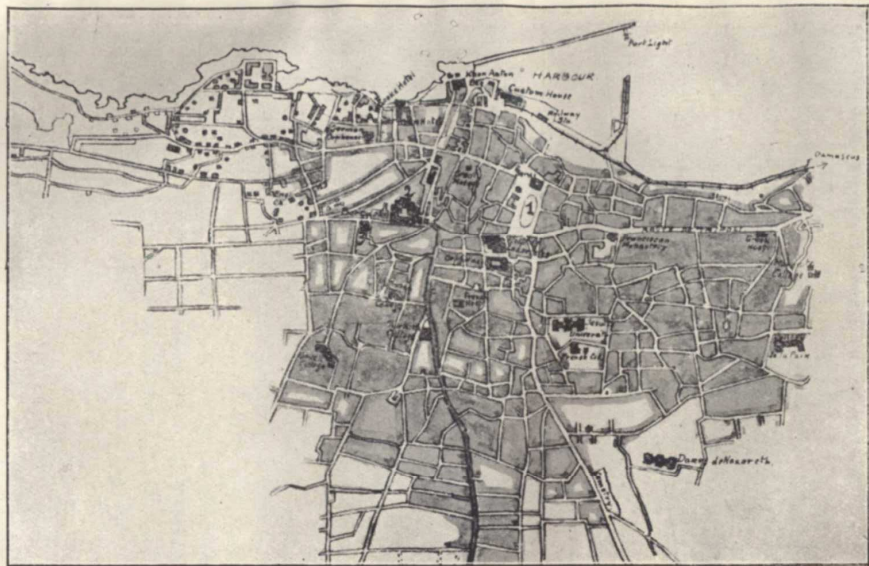
Le 9 octobre, le général Bulfin, commandant le 21^e corps, prévint Chukri que si, le soir même, à minuit, il n'avait pas quitté le Sérail, il en serait expulsé *manu militari* sur l'ordre du général Allenby. Tous les drapeaux chérifiens devaient en outre être immédiatement amenés.

Chukri ne se soucia point de cette décision, et ses soldats se firent acclamer par la population, qui acclama aussi les détachements anglo-hindous traversant la ville.

A minuit, 100 hommes du Argyll and Sutherland Highlanders occupèrent le Nouveau-Sérail, en gardèrent les issues et amenèrent le pavillon arabe. Lorsque les Chérifiens s'y présentèrent, à neuf heures, ils ne purent y pénétrer. La farce était terminée, du moins sous cette forme ostensible.

Le colonel de Piépape, nommé gouverneur militaire par le général en chef, prit possession de ses nouvelles fonctions. La garde écossaise lui rendit les honneurs.

Vers onze heures, arriva de Haïfa, en chalutier, notre détachement avancé : territoriaux du 115^e R. I. T., chasseurs d'Afrique du peloton de mitrailleuses de



La Ville de BEYROUTH.

1. Place des Canons — 2. Nouveau Sérail. — 3. Etat-Major Français en 1918-1919.

cavalerie et Syriens de la 23^e compagnie parcoururent la ville au milieu des vivats ordinaires.

Le 14 octobre, les notabilités de la ville et les chefs des diverses *communautés* — maronites, arméniennes, orthodoxes, musulmanes, etc. — présentèrent leur soumission au nouveau gouverneur. Ils le firent tous, d'ailleurs, avec un égal empressement, nul ne prévoyant l'ère d'interminables tergiversations qui s'ouvrait, chacun acceptant avec des effusions de joie — sincères ou calculées — le bienfait ou la nécessité de la domination française. S'il y avait encore des cœurs à gagner, il nous était alors facile d'unir toutes les volontés : il suffirait à nos représentants d'agir librement. Mais telle n'était pas la politique, trop simple, trop claire, trop contraire à d'autres vues, qui allait prévaloir.

Le gros de notre détachement était resté à Haïffa dans des conditions de ravitaillement difficiles par suite de la destruction ou du mauvais état des voies de communication, et dans un état sanitaire exigeant de nombreuses évacuations : octobre est en Syrie un mois de très lourdes chaleurs et la « grippe espagnole » y sévissait avec violence. Après neuf jours d'étapes, le long de la côte, nos troupes entrèrent le 20 octobre à Beyrouth. Elles s'installèrent au camp de Saint-Elie, et leur état-major s'établit provisoirement dans les vastes bâtiments des Arts et Métiers. Le détachement fut complété, le 24, par le régiment de marche de cavalerie, venu de Damas.

* * *

Ce même jour, 24 octobre, Sir L.-J. Bols, major général du commandant en chef, signait les « Instructions

sur l'administration des territoires ennemis occupés ».

L'« administration militaire provisoire » des régions conquises par les forces alliées était organisée de la façon suivante.

Trois zones y étaient créées :

Zone Sud, comprenant le sandjak indépendant de Jérusalem, et les sandjaks de Naplouse et d'Acre. Administrateur en chef : le major-général Sir A. Money.

Zone Nord, comprenant la ville de Beyrouth, les sandjaks du Liban, de Tripoli et de Lattakieh ; les cazas de Hasbaya, Rashaya, Baalbek, Jisr-es-Shogour, Antioche, Harim, Beilan et Alexandrette. Administrateur en chef : colonel de Piépape.

Zone Est, comprenant les districts situés à l'est des zones Sud et Nord, jusqu'aux limites nord des cazas de Jebel-Saman et de El-Bab. Administrateur en chef : le Chérifien Ali Riza Pacha El Rikabi.

Chaque administrateur en chef était déclaré « directement responsable vis-à-vis du commandant en chef pour toutes les questions ». Il devait se conformer aux lois militaires anglaises, tout en respectant, autant que possible, « le système turc de gouvernement » et l'organisation administrative déjà existante. Il devait d'ailleurs pourvoir par ses propres moyens aux grands services publics : Finances, Justice, Police ou Gendarmerie, Prisons, Travaux, Agriculture, Commerce et Industrie, Postes et Télégraphes, Instruction, Cultes, Hygiène.

L'instruction se terminait ainsi :

« Les administrateurs en chef et gouverneurs militaires doivent bien se pénétrer de l'idée que *l'occupation militaire est temporaire et provisoire et ne peut en aucune façon préjudicier du règlement final qui sera établi à la Conférence*



de la Paix. En conséquence, il leur est formellement interdit d'entreprendre aucune propagande politique. »

Ainsi donc, sous l'autorité suprême du général Allenby, qui restait le chef unique de l'administration, la Palestine-Syrie était divisée en trois zones d'influence :

A la Grande-Bretagne, la Palestine limitée à l'est par le Jourdain et la mer Morte, mais comprenant avec les ports de Haïffa et de Saint-Jean-d'Acre, avec la riche plaine d'Esdrelon et les collines de la Galilée, la voie ferrée qui, par Déraa, relie Bagdad, Alep et Damas à Haïffa, au Caire et à Alexandrie, à la Méditerranée et à l'Égypte ;

A la France, la « bande littorale » de la Syrie, du râsen-Nakoura (sud de Tyr) aux Portes de Cilicie (nord d'Alexandrette). Alexandrette était d'ailleurs destinée à devenir port franc et notre zone n'avait pas d'autre liaison avec le Bagdad que la voie étroite Rayak-Beyrouth, sorte de funiculaire impropre aux grands trafics ; la ligne Tripoli-Homs avait été « déposée » en effet au cours de la guerre ;

A l'Arabie, ou « royaume du Hedjaz », tout ce qui se trouvait « à l'est », c'est-à-dire la zone syrienne Alep-Damas (y compris la riche plaine de la Béka), le Hauran, toute la voie ferrée Alep-Damas-Médine... C'était l'« empire arabe » étendu de la Mecque à la Mésopotamie et à la Cilicie.

Telle était la première application des accords de mai 1916, accords résultant d'un échange de lettres (1) entre M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, et Sir Edward Grey, et sanctionnant le résultat des

(1) Publiées par le *Bulletin du Comité de l'Asie Française* d'août-novembre 1919.

négociations précédemment engagées entre M. François Georges Picot, haut commissaire de France en Syrie, et Sir Mark Sykes. Ils divisaient la Syrie et la Mésopotamie, non pas seulement en trois zones, mais en cinq zones — *Bleue, Rouge, Brune, A* et *B* — qui se classent ainsi (1) :

1^o Zones dans lesquelles les Puissances contractantes étaient « autorisées à établir telle *administration directe* (2) ou indirecte, ou tel contrôle qu'elles désirent et qu'elles jugeront convenable d'établir *après entente avec l'Etat ou la Confédération d'Etats arabes* » (3). C'étaient, pour la France, la *zone bleue* (Syrie littorale, Cilicie et, vers l'Est, Kurdistan, jusqu'à Diarbékir et à la haute vallée du Tigre) ; pour la Grande-Bretagne, la *zone rouge* (basses vallées du Tigre et de l'Euphrate, du golfe Persique à la région de Bagdad incluse).

2^o Zones dans lesquelles les mêmes puissances étaient « disposées à reconnaître et à protéger un État arabe indépendant ou une Confédération d'Etats arabes... sous la suzeraineté d'un chef arabe » ; elles auraient d'ailleurs « seules à fournir des conseillers ou des fonctionnaires étrangers à la demande de l'Etat arabe ou de la Confédération d'Etats arabes. » Ces zones d'*administration indirecte* étaient pour la France, la *zone A* (Syrie intérieure avec Damas-Alep, et Haute Mésopotamie, jusqu'au delà de Mossoul) ; pour la Grande-Bretagne, la *zone B* (désert de Syrie et Moyenne Mésopotamie).

(1) Voir la carte de la p. 57.

(2) C'est nous qui soulignons cette phrase essentielle.

(3) C'est encore nous qui soulignons cette phrase paraissant indiquer que, même dans notre zone d'administration directe, nous pourrions être amenés reconnaître l'autorité arabe...

3^o Zone où serait établie « une administration internationale, dont la forme devra être décidée... d'accord avec les autres alliés et les représentants du chérif de la Mecque ». Cette zone *internationale*, ou *zone brune*, était la Palestine, moins Haïffa et Saint-Jean d'Acre, accordés à la Grande-Bretagne.

Avant même qu'elle connût les termes exacts de ces accords ; avant qu'elle sût jusqu'à quel point ils étaient peu observés — en particulier en ce qui concernait le protectorat qui nous avait été formellement départi dans la zone A, — notre presse a maintes fois fait ressortir leur étrangeté, et critiqué surtout la brisure en trois tronçons de la Palestine-Syrie, brisure qu'on opposait à la fois aux enseignements de l'histoire, aux réalités de la géographie et de la politique, aux vœux des populations et aux intérêts français. Ces critiques peuvent se résumer ainsi : pourquoi placer les Syriens cultivés de Damas et d'Alep sous la domination chérifienne, sous l'humiliante dépendance de ces Bédouins qui ne furent jamais leurs maîtres qu'entre 635 et 656, lors de la première conquête ? Pourquoi supprimer l'unité régionale qui, créée par les rois francs de Jérusalem, s'était conservée au sein de l'empire ottoman ? Sans doute, les Croisés n'avaient-ils point réuni sous leur sceptre Damas ni Alep, et ce fut peut-être l'une des raisons de leur final écrasement ; mais qui ne voit que la Syrie moderne serait, sans ces deux centres, décapitée et stérilisée ? Ni son étroit littoral, ni la rocheuse carcasse du Liban ne sauraient en effet vivre et prospérer sans les fertiles plaines de l'intérieur ; sans les deux grandes cités où, de la Mésopotamie au Hauran, affluent tant de richesses et où fleurit l'industrie orientale ; sans la voie

ferrée qui, par ses antennes Alep-Alexandrette, Homs-Tripoli, Damas-Beyrouth, doit assurer la vitalité de ces ports.

Quels titres a donc le Hedjaz à s'annexer cet héritage ? Nous l'examinerons en détail. Pour l'instant, contentons-nous d'observer que ses ressortissants naturels, les Bédouins des tribus d'Arabie, sont aussi mouvants que les sables du désert, et que l'empire arabe projeté serait factice et fictif : « L'empire de grande Arabie s'étendant, sous le protectorat britannique, de la Méditerranée à la mer Rouge et au golfe Persique — a écrit un ennemi (1) — signifie que la frontière de l'Inde est transportée au bord de la Méditerranée ».

Sans doute l'antagonisme des races, surtout des religions ou des rites (2), paraît-il s'opposer, en Syrie à la constitution d'une harmonieuse « nationalité », mais il ne s'agit pas non plus de priver de leur autonomie des éléments si hétérogènes ; une « Syrie intégrale » serait précisément une « Fédération syrienne » conciliant au mieux tous les intérêts, tous les droits, toutes les libertés sous l'égide de la Puissance mandatrice. Cette Puissance qui donnerait ainsi à la Syrie la seule unité dont elle fût susceptible, serait-elle la France ? Aucune ne lui est moins « étrangère », les populations la réclament. Quant aux droits que peut avoir la France, après une guerre si particulièrement écrasante pour elle, ils ont été caractérisés en deux formules : l'une de M. Camille Fidel (3)

(1) Article de la *Gazette de Francfort* de juin 1919, cité par le *Temps* du 29 juillet 1919.

(2) Se reporter à la p. 19.

(3) *La Paix Coloniale Française*, librairie de la Société du Recueil Serey, 1918.

qui, de l'examen approfondi des droits respectifs des diverses Puissances en Turquie d'Asie, conclut que « *notre revendication essentielle en Orient est la Syrie dans ses limites naturelles* » ; l'autre de M. Etienne Flandin (1), Résident général en Tunisie, qui, se plaçant au point de vue méditerranéen, au point de vue de « la France musulmane arabe », affirma « la nécessité de sauvegarder notre prépondérance morale et politique dans le bassin oriental de la Méditerranée » et spécifia que « la paix française en Tunisie, comme dans le reste de l'Afrique du Nord, ne saurait présenter des garanties durables si elle ne s'étendait pas à la Syrie, à Alep, à Damas surtout, ce grand centre d'Islam ».

Aussi bien le Gouvernement français ne considérait-il point l'accord de 1916 comme intangible : « L'état de choses imposé par les circonstances, écrivit M. Georges Clemenceau, le 6 décembre 1918, au président du Comité central syrien, a un caractère absolument transitoire ; la question sera traitée dans toute son ampleur au Congrès de la Paix et le Gouvernement de la République n'a en aucune façon perdu de vue, au cours du conflit actuel, l'action traditionnelle exercée par la France, en faveur des nationalités opprimées de l'Asie-Mineure. » A la séance de la Chambre des députés du 31 décembre, M. Stéphen Pichon, ministre des Affaires étrangères, devait rappeler nos « droits séculaires » sur les nations asservies dans l'empire ottoman, « droits résultant en Syrie, au Liban, en Cilicie, en Palestine, de titres historiques, d'accords et de contrats », droits « fondés aussi sur les aspirations et les vœux des populations qui

(1) Déclarations publiées par le *Temps* du 23 décembre 1919.

depuis longtemps sont nos clientes ». Malheureusement, ces « aspirations » et ces « vœux » devaient rester platoniques jusqu'à nouvel ordre ; les droits résultant des accords de 1916 n'étaient eux-mêmes « acquis » que « par rapport à l'Angleterre et à nous » : « Nous reconnaissons la liberté complète de la Conférence, ajoutait M. Pichon, et son droit de donner à ces accords telle conclusion qu'il appartiendra. » Pouvait-on du moins prévoir cette « conclusion » ? Quinze jours auparavant, M. Wilson, au nom de la Commission qu'il présidait, avait lu à la Conférence (1) un projet de « Pacte » de la Société des Nations portant à son article 19 : « Certaines communautés qui appartenaient autrefois à l'empire ottoman ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à la condition que les conseils et l'aide d'une Puissance mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. Les vœux de ces communautés doivent être pris en première considération pour le choix de la puissance mandataire. »

Ainsi donc, d'une part, droit de la Syrie à l'autonomie, mais à une autonomie « protégée », et droit pour la France d'assurer elle-même, au moins dans certaines limites, cette protection ; d'autre part, accord franco-britannique sauvegardant ce droit en principe, mais le compromettant par un démembrement anticipé et créant une situation de fait qui, en se prolongeant, risquait de lui devenir fatal ; enfin, liberté laissée à la « Société des Nations », encore hypothétique, de tout remettre en

(1) Séance du 14 décembre 1918.

question et de baser sa décision sur les « vœux » de populations chez lesquelles « les opinions exprimées depuis des siècles sont uniquement le reflet du désir d'échapper à un danger, de mériter une récompense ou de flagorner le pouvoir » (1) : telle était, concluait-on, l'imbroglio profitable aux seuls « coloniaux » soutenus par une ferme politique, dans lequel allait se débattre longuement l'infortunée Syrie.

Toutes ces critiques pouvaient se justifier, et nous verrons s'éclairer peu à peu les divers aspects du tableau qu'on traçait en France de la Syrie. Mais quels que fussent les inconvénients des accords de 1916, ils constituaient du moins — dans le chaos international dont les principes du Président Wilson étaient si lents à tirer le monde — quelque chose de solide sur quoi nous appuyer en Orient. Solidité d'une arête de sable que les vents emportent ? L'*Instruction sur l'administration des territoires ennemis occupés* du 24 octobre 1918 spécifiait elle-même que l'occupation des zones était « temporaire et provisoire », qu'elle ne préjugait point des décisions ultérieures de la Conférence, qu'« aucune propagande politique ne serait admise » ; et nous constaterons, hélas ! que l'application prolongée des accords tendrait à rendre ceux-ci d'autant plus difficilement réalisables que la *lettre* des Instructions britanniques serait observée par les Puissances occupantes avec des scrupules plus inégaux ; mais enfin l'Angleterre était liée par sa signature et cet engagement faisait contrepoids à la *situation de fait*, plus désavantageuse que jamais pour la France lorsque

(1) *La Conférence de Paris et l'Orient* (Bulletin du Comité de l'Asie Française, février-juillet 1919, article de M. Robert de Caix de Saint-Aymour, aujourd'hui secrétaire général du général Gouraud).

nous pénétrâmes en Syrie. « L'armée d'occupation aura besoin que le pays soit réorganisé, observait M. Robert de Caix dès septembre 1918 avec une singulière clairvoyance, et cette organisation commencera par être anglaise, si nous n'envoyons pas en temps utile le personnel voulu pour la réaliser » (1). Le « personnel voulu » fit défaut, mais notre Détachement du Levant réalisa quand même l'occupation française.

(1) Bulletin mensuel du Comité de l'Asie Française, n° de mai-septembre 1918.

CHAPITRE VI

La Syrie littorale française Organisation de la « Zone Nord » et débuts de l'Occupation française

SOMMAIRE

Organisation de la zone nord : division des pouvoirs entre le général en chef britannique, l'administrateur en chef, le haut-commissaire et le commandant des troupes françaises. — Arrivée du général Hamelin : son prestige et sa valeur. — La famine à Beyrouth et en Syrie. — Pénurie du détachement français. — Situation et tâche de l'état-major. — Situation des troupes. — Le recrutement indigène. — Pêril à conjurer.

Dès le 2 octobre, dans une « Instruction sommaire et provisoire pour les officiers chargés momentanément de l'administration des pays libérés », le colonel de Piépape, commandant le D. F. P. S., avait indiqué les « directives générales » à suivre : maintenir, sous le contrôle du général en chef et dans la mesure où le permettraient les nécessités militaires, l'état de choses existant ; « donner aux populations libérées le sentiment qu'elles seront appelées plus tard à jouir d'une large autonomie » ; en conséquence, maintenir l'administration indigène et assurer son fonctionnement en l'aidant et en la contrôlant ; s'il restait des fonctionnaires turcs, les interner et les remplacer par des fonctionnaires indigènes désignés par les municipalités.

Cette instruction avait été prise à son compte, le 6 octobre, en l'absence de M. Georges Picot, par le haut-commissaire français par intérim en Palestine-Syrie, M. Coulondre.

Le colonel de Piépape, devenu administrateur en chef,

nomma des gouverneurs militaires (empruntés aux cadres du D. F. P. S.) pour le Liban (1) et les principaux districts : Beyrouth, Saïda, Tripoli, plus tard Latakïé et Alexandrette.

Comme on l'a déjà constaté, le territoire que nous étions appelés à occuper et à administrer était soumis à quatre autorités : celle du général en chef britannique, celle de l'administrateur en chef, celle du haut commissaire de la République française, celle du commandant des troupes françaises.

L'état de guerre subsistant, et la Syrie restant « territoire ennemi occupé », le général Allenby y conservait tous pouvoirs ; mais les opérations de guerre étant terminées, et les administrateurs français pouvant être considérés comme les premiers délégués de la Puissance appelée à dominer en Syrie, leurs relations avec la métropole se préciseraient et se complèteraient. Leur subordination au G. H. Q. (Grand Quartier Général anglais) n'en serait certes pas abolie ; le pacte initial ne serait pas rompu, mais il se produirait une évolution tacitement et mutuellement consentie.

L'administrateur en chef représenterait ainsi, à la fois, le général en chef, qui l'avait nommé, et le Gouvernement français intéressé au développement d'un pays dont il devait bientôt diriger les destinées.

Le Gouvernement français avait, au surplus, à Beyrouth même, un agent chargé d'y transmettre ses directions : le haut-commissaire.

(1) En février 1919, le Liban fut divisé en trois zones : zone nord (gouvernement à Batroun), zone est (gouvernement à Zahlé), zone sud (gouvernement à Beit-Eddin), avec un délégué administratif (à Zahlé) pour les zones est et sud.

Le général en chef ne donnait à M. Georges Picot que le titre de « conseiller politique en chef pour la zone Nord » ; mais, sans avoir le rang de ministre plénipotentiaire (1), sans être revêtu du caractère diplomatique, M. Georges Picot, en relations directes avec notre ministre des Affaires étrangères, était tout de même son représentant auprès de nos administrateurs et chargé comme tel, en Syrie, de nos intérêts nationaux. Les missions remplies à Londres autorisaient en somme, aux yeux du gouvernement anglais lui-même, les extensions de ce rôle politique.

Quant au commandant du détachement français, qui fut d'abord l'administrateur en chef en personne (2), il ne resta, en principe, que le subordonné du général commandant le 21^e corps d'armée ; mais un général français spécialement désigné par le gouvernement de la République pour faire face aux exigences d'une situation nouvelle, un général qui correspondra directement, lui aussi, avec ce Gouvernement et dont les troupes seront bientôt disséminées dans toute la Syrie et jusqu'aux confins de la Cilicie, encourra des responsabilités et prendra au besoin des initiatives qui lui donneront un rang à part.

Vis-à-vis du commandement britannique, son rôle sera, on le conçoit, délicat et difficile à l'extrême. En semblable occurrence, c'est la confiance inspirée par l'homme qui lui permet d'agir en évitant les heurts. La

(1) M. Georges Picot n'était encore que consul général.

(2) Durant quelques jours le lieutenant-colonel Régnier, commandant le régiment de tirailleurs, commanda les troupes par intérim ; mais le colonel de Piépape ne cessa de remplir les fonctions du commandant du D. F. P. S. qu'à l'arrivée du général Hamelin.

courtoisie de nos alliés dans les relations personnelles et aussi leur propension à s'incliner devant une froide fermeté facilitèrent au surplus grandement les choses.

Vis-à-vis du haut-commissaire et de l'administrateur en chef, les attributions du général commandant les troupes françaises étaient mal définies ; la hiérarchie entre ces trois autorités, qui n'existait pas au point de vue anglais, ne pouvait être précisée dès l'abord au point de vue français ; et elle ne le fut guère dans la suite.

Il en résulta souvent un défaut d'harmonie qu'on jugera sans doute aussi inévitable que préjudiciable à nos intérêts.

Vis-à-vis des populations seules, le rang du général s'affirmait nettement le premier. L'extérieur, le costume, le panache sont beaucoup pour l'Oriental, et il mesure le pouvoir d'un personnage au brillant de ses insignes. Un haut-commissaire, vêtu d'un modeste kaki et d'une casquette plate, offrant, malgré son ceinturon où ne pendait jamais aucune épée et malgré ses éperons qui ne pressaient jamais les flancs d'aucun coursier, l'aspect d'un touriste anglais ; un administrateur en chef qui n'avait que cinq petits galons et qui fut, après le colonel de Piépape, un simple sous-intendant, pouvaient-ils l'emporter sur le grand chef au képi brodé d'or, à l'escorte tumultueuse de spahis couverts de pourpre ? Ce chef militaire incarnait d'ailleurs la Victoire, la victoire sur l'Allemand et le Turc ; il représentait la première armée du monde, celle qui avait soutenu le principal effort de la Grande Guerre et l'avait dirigée par le génie de ses nouveaux maréchaux ; celle aussi qui avait fondé, voilà huit siècles, le royaume franc et avait gouverné deux cents ans la Syrie : c'était donc lui, d'abord, qui,

de par ses étoiles, représentait la France et venait poursuivre en Orient le cours de ses glorieuses destinées. Les populations avaient au surplus l'intuition — si juste! — que la Syrie « française » avait besoin d'un chef unique et que ce chef ne pouvait être alors qu'un général gouverneur.

Pour assumer une tâche aussi complexe il fallait un homme doué d'éminentes qualités et d'une haute expérience. Or, le général Hamelin avait dirigé durant sept années, au ministère de la Guerre, la *Section d'Afrique*, c'est-à-dire toutes les affaires de notre vaste empire colonial africain : il avait assuré la continuité de leur conduite politique, et par les mesures qu'il avait soumises à l'examen, souvent à la simple signature des ministres éphémères, par les projets de loi qu'il avait étudiés, rédigés et soutenus devant les commissions parlementaires, par les décisions de toute nature qu'il avait dû prendre, il avait été, vis-à-vis des gouverneurs généraux eux-mêmes, et au-dessus d'eux, le véritable fondé de pouvoirs du Gouvernement français. Il était, jusqu'en 1918, resté colonel ; mais quel officier supérieur avait occupé, et si longuement, un pareil poste ? La Palestine et la Syrie étant d'ailleurs rattachées à la Section d'Afrique — qui embrassait ainsi tous nos intérêts méditerranéens, — il en connaissait par le détail la situation et nul n'était plus désigné que lui pour y jouer le rôle d'un Lyautey.

Du général Lyautey — son grand ami — il avait la puissance de travail et de volonté, les dons d'administrateur. Il sut, avec une si rare habileté, utiliser d'infimes moyens, que l'intérêt national ne souffrit pas de l'indigence de ces moyens, quelque extension qu'il crut devoir donner à leur emploi. Il entendait tout examiner, tout



TRIPOLI DE SYRIE.

juger par lui-même, et maints subordonnés s'imaginaient qu'il descendait ainsi trop bas dans le détail pour conserver une vue d'ensemble ; mais son état-major, qui, après l'avoir vu inspecter une compagnie, un magasin de vivres ou une simple corvée — et cette curiosité de l'« œil du maître » s'exerçait chaque matin, — le voyait ensuite traiter les plus graves questions avec une parfaite liberté d'esprit jusqu'à une heure avancée de la nuit, savait à quoi s'en tenir sur la largeur de vues qui s'alliait au contraire à cette minutie. Son labeur sans défaillance pesait d'ailleurs sur nous de tout son poids, et il fallait — pourquoi ne pas le dire — une rude santé pour faire face à ses exigences, d'autant plus que la façon de rédiger et de présenter la moindre note semblait avoir, à ses yeux, une importance de premier ordre ; mais nous admirions tant la précision de sa pensée, la « propriété » de son style, la rapidité aussi avec laquelle il expédiait les ordres les plus compliqués et composait des pages qui eussent vraiment fait honneur à un écrivain de carrière, que nul effort ne nous coûtait pour arriver à le satisfaire. Enfin, il savait *vouloir*, vouloir au besoin même pour ceux qui, au-dessus de lui, cultivaient l'inertie et l'incohérence ; l'« horreur des responsabilités » lui était étrangère, et nous comprenions tout ce que la France aurait perdu si le Gouvernement, au lieu d'envoyer un tel chef aux Troupes françaises du Levant, en avait confié les chancelantes destinées à l'un de ces débiles qui craignent avant tout les « histoires » et les désaveux.

Le général Hamelin — rappelé du front de Champagne, où il commandait depuis quelques mois l'infanterie de la 56^e division — quitta Paris le 16 octobre. Le contre-

torpilleur *l'Opiniâtre*, de Marseille à Alger, puis, le croiseur *Du Chayla*, mis à sa disposition par l'amiral Serres, lui permirent d'arriver à Beyrouth, par Tunis et Malte, dès le 28 octobre au matin.

Une meurtrière famine sévissait encore dans la ville. Les Turcs, en retraite, avaient enlevé la majeure partie des récoltes ; ce qui en restait alimentait les spéculations de cyniques accapareurs. Alors que ceux-ci faisaient bombance, on voyait errer partout des bandes de miséreux, surtout d'enfants dont les guenilles ne recouvraient plus guère que des squelettes. Le soir, ces affamés s'étendaient le long des trottoirs, au centre même de la ville, en particulier devant la cathédrale maronite et sur la place des Canons ; le lendemain matin, on y heurtait des cadavres, qu'une voiture enlevait.

A l'intérieur du pays, la famine avait, affirmait-on, réduit la population de plusieurs centaines de milliers d'habitants, et nous visitâmes certains villages libanais dont la moitié au moins des foyers s'étaient en effet éteints. Il y régnait, d'autre part, une dangereuse anarchie : les victimes de la veille criaient vengeance et les partis, les races, les nationalités, jusque-là asservis, rançonnés, affamés, massacrés, concevaient difficilement la justice sous une autre forme que celle des représailles.

Au nord de la ligne Beyrouth-Damas, deux divisions britanniques seulement avaient poussé des pointes : la 7^e division, sur Tripoli, où elle était parvenue le 8 octobre ; la 5^e division de cavalerie sur Alep, où elle parvint le 26.

Quelle que fût l'étroitesse de la « bande littorale » qui nous avait été attribuée en 1916, et dont l'Instruction du 24 octobre nous réservait l'administration, elle s'étendait

tout de même sur plus de cinq cents kilomètres de côtes, et sur quelque sept mille lieues carrées, hérissées de montagnes abruptes, où les chemins — quand ils n'étaient pas de simples pistes — étaient coupés et défoncés. Pour occuper cette zone et y établir la « paix française », des forces sérieuses étaient indispensables, et il fallait du matériel, des approvisionnements, des moyens de transports. Le temps où notre détachement jouait le rôle d'« escorte du drapeau » était passé ; celui aussi où il n'avait eu qu'à tenir un « secteur » et à participer à une bataille sous les ordres et dans les cadres d'une division britannique. Il devenait « corps d'occupation » ; son autonomie s'affirmait et une grande tâche lui incombait : celle de montrer que la France pouvait mettre en pratique les accords de 1916. A quoi eût-il servi de dénoncer l'insuffisance ou la malfaisance de ces accords, et de prétendre diriger les destinées de la « Syrie intégrale » si l'occupation de la seule Syrie littorale eût paru dépasser nos moyens d'action ? Nous étions « au pied du mur » ; nos alliés, gens positifs, nous attendaient à l'œuvre : allions-nous faillir à notre mission et compromettre, peut-être pour jamais, le « mandat » conforme à nos droits, à nos intérêts et à nos obligations ?

Il suffit de quelques jours au général Hamelin pour se rendre compte de la gravité du problème et supputer tout ce qui manquait au Détachement pour remplir sa nouvelle et pressante mission. Il serait prématuré de mettre ici en jeu certaines responsabilités ; en cet automne de 1918, notre Gouvernement était d'ailleurs absorbé par des préoccupations si hautes et si immédiates que les affaires de la Syrie lointaine risquaient trop de passer au second plan ; mais rien ne nous empêche de marquer

la constance avec laquelle le général Hamelin luttait contre cet effacement.

Dès la fin d'octobre, il rendit compte de la pénurie de cadres, d'effectifs et de matériel qui arrêtait le fonctionnement et menaçait presque l'existence elle-même du D.F.P.S.

L'état-major était réduit à trois officiers : le chef de bataillon breveté Raspail, arrivé avec le général (dont il avait été au ministère le principal collaborateur), chef d'état-major (1) ; le capitaine Grenet, ancien chef d'état-major du D.F.P.S., devenu sous-chef (2) ; le capitaine de réserve Gustave Gautherot, arrivé le 16 octobre (3), chargé des 2^e et 3^e bureaux. Le sous-lieutenant de réserve Tisserand (4) qui jusque-là assurait, admirablement d'ailleurs, le service du 1^{er} bureau, était tombé malade et avait dû être remplacé par un autre officier dont la compétence n'égalait pas le dévouement. Or, l'état-major du D.F.P.S. tenait à la fois de l'état-major de brigade, puisque nul intermédiaire n'existait entre lui et les petites unités, et de l'état-major d'armée ou de corps opérant isolément, puisqu'il correspondait directement avec le ministère. Si l'on y ajoute

(1) Nous tenons à rendre ici hommage à la très haute valeur du commandant Raspail ; elle s'imposait à tous. Malgré un travail écrasant, qui à plusieurs reprises épuisa ses forces, son aménité de caractère nous rendait à tous le labeur moins pénible et notre admiration pour lui n'avait d'égale que notre respectueuse affection.

(2) Le capitaine Grenet avait prouvé dans ses hautes fonctions que l'infériorité du grade peut s'allier à l'autorité, lorsque celle-ci est fondée sur d'incontestables talents.

(3) J'arrivais de l'état-major de la 5^e armée (front de Reims).

(4) Savant religieux dominicain. Un autre religieux du même ordre le Père Vincent, était au Ministère de la Guerre l'une des chevilles ouvrières de la *Section d'Afrique* (dont dépendait le Levant).

ses relations constantes avec la Division navale de Syrie, le haut-commissariat, l'administration centrale et le commandement britannique, on aura donné une idée de la complexité de ses attributions. Leur étendue n'était pas diminuée par la faiblesse des effectifs. Les pièces soumises à la signature dépassèrent, au cours des trois premiers mois de 1919, le chiffre de dix mille : on peut juger par là de la besogne qui nous incombait et du nombre d'officiers qui eût été indispensable. On y arriva, mais plus tard...

Les régiments n'étaient pas mieux pourvus. Bien avant que la démobilisation n'achevât de désagréger les cadres, ceux-ci ne comportaient même plus le strict minimum. Il restait, à certaines compagnies, un seul officier, et l'on dut confier à quatre sous-officiers quatre groupes de deux cents recrues chacun (1)... Or, il fallait alors pourvoir non seulement aux commandements et services nouveaux qui se constituaient à Beyrouth — génie, intendance, parcs, base, etc. — mais encore aux multiples besoins de l'administration militaire : la zone Nord, le vilayet, la municipalité de Beyrouth, les sandjaks et les cazas réclamaient des administrateurs et des gouverneurs, qui furent tous prélevés sur le Détachement avant que le Gouvernement se fût décidé à créer, pour doter ces postes, le personnel des « Services spéciaux du Levant ». Nous ne pouvions ni attendre cette création, ni fournir à l'Administration de médiocres éléments, sous peine de donner à nos alliés toutes raisons d'y suppléer... Mais en « couvrant saint Pierre », nous « découvrons nécessairement saint Paul », et seuls les

(1) Voir plus loin, chap. X.

renforts demandés en France — en vain jusqu'en mars 1919 — nous eussent épargné les embarras les plus inextricables.

Même indigence pour le personnel troupe, réduit à 50 0/0 par les seules évacuations, et sans cesse « écrémé » lui aussi par les services. « Je ne puis plus assurer les corvées, fournir les postes de garde ; mes compagnies n'ont plus de comptables », affirmait un chef de corps. « Préparez une colonne de deux cents hommes bien encadrés, répondions-nous. Choisissez des secrétaires réclamés d'urgence par les services administratifs... » — « Nous n'avons même plus assez de cavaliers pour soigner les chevaux », nous rappelait un chef d'escadrons. « Dirigez de suite deux pelotons sur Saïda et Tyr, où ils tiendront garnison ! » Telle était notre audace de tous les jours.

A défaut de renforts métropolitains, il nous restait, pour pallier à la pénurie de personnel, le recrutement indigène. Dès la fin d'octobre, les Arméniens recrutés à Damas parmi les prisonniers et les réfugiés permirent d'augmenter la légion d'Orient de deux bataillons et de songer à la constitution d'autres unités : escadron de cavalerie, batterie dotée de matériel de prise, compagnie auxiliaire du génie ; mais, par suite du défaut de cadres, nous dûmes nous borner aux deux bataillons, et nous verrons (1) ce que produisit le système du commandement de compagnies assuré par des sergents.

La pénurie de matériel nous laissait tributaires des Anglais et autorisait leur Grand Quartier Général à nous méconseiller l'envoi à Beyrouth, où nous ne pour-

(1) Chapitres X et XI.

rions les nourrir, des recrues arméniennes de Damas et des huit cents légionnaires encore au dépôt de Chypre. Comment, par nos propres moyens, assurer notre ravitaillement, replier sur Port-Saïd l'ancienne base avancée de Ludd — notamment son matériel de santé, des subsistances et de l'habillement, — puis sur Beyrouth même, appelé à devenir base principale, une forte proportion du matériel et des services de Port-Saïd? C'était 4.600 tonnes à enlever immédiatement de Port-Saïd, et, dans la suite, 3.000 tonnes par mois. La Division navale de Syrie réclamait à cet effet des caboteurs : mais elle n'eut à sa disposition, pour tous ces transports, durant l'hiver 1918-1919, que les deux petits chalutiers *Maroc* et *North Caper*...

Si la Syrie fut, tout de même, occupée et administrée par nous, et si notre influence y échappa aux pires attaques, ne commence-t-on pas à comprendre à quelle ingénieuse ténacité la France en est redevable?

CHAPITRE VII

Une Colonne française à travers le Liban

SOMMAIRE

Sentiments populaires. — Préjugés musulmans. — La « Colonne du Liban Sud ». — Réception à Baabda, Deir-el-Kamar, Beteddin. — Chez les Druzes de Baaklin. — Au château de Mukhtara : le mudir Fouad Bey Djumblatt. — L'« Oncle de la Colonne ». — Scènes d'« union sacrée ». — En pays Metuali : Kefr Huni, Aranti. — Dans le bassin du Litani : Khan Ruman, Nebatye — Le caza de Merdj Ayoun : Judeide. — Dans un foyer mejtuali à Zerariye. — Tyr. — Saïda : incident chérifien. — Entrée triomphale à Dammour. — Retour à Beyrouth : on y attend nos « bleu horizon » (1)

Le général se rendit, le 6 novembre, au Grand Quartier de Ramleh, où Sir Allenby l'accueillit avec cordialité.

Dans ce premier et rapide voyage, qui lui permit d'amorcer l'occupation d'Alexandrette, il eut l'occasion de constater les sentiments des populations, soit de la Palestine (Judée, Samarie, Galilée), où la grande majorité des habitants exprima l'espoir que notre protection se substituerait bientôt à celle de l'Angleterre, soit de la région sud de Beyrouth, où les notables de Tyr et de Saïda manifestèrent avec enthousiasme leur reconnaissance envers la France.

L'attitude des musulmans à notre égard tendait pourtant à différer de celle des chrétiens. Du moment que nous étions les protecteurs traditionnels des seconds,

(1) Dans ce Chapitre, nous avons reproduit en partie notre étude parue dans la revue *Le Noël* du 23 octobre 1919 : *La France du Levant pendant la Grande Guerre*.

nous passions aisément aux yeux des premiers pour des adversaires prêts à les persécuter. La perfide propagande dont nous dévoilerons les trames (1) exploitait d'ailleurs ce préjugé : il importait de montrer nos intentions — avec nos armes — partout où il existait des incertitudes à éclaircir, une hostilité déclarée à combattre. Si faibles que pussent être nos détachements, cet étalage de notre force serait le meilleur moyen d'en éviter l'emploi.

Nous ne pouvons dresser ici l'historique des multiples « colonnes » qui sillonnèrent alors le pays : ce serait fastidieux. Il nous suffira de retracer l'itinéraire de l'une d'entre elles — celle du *Liban-Sud* — qui les résume toutes, soit en raison de la diversité ethnique des régions qu'elle parcourut, soit en raison des manifestations qui firent éclater spontanément, sous les pas de nos soldats, les sentiments profonds de l'âme populaire.

* * *

Partie de Beyrouth le 11 janvier 1919, notre colonne escalada les pentes abruptes du Liban, longea vers le Sud les hauts plateaux, puis la vallée du Litani, qui sépare le Liban de l'Anti-Liban et du massif de l'Hermon, regagna la côte à Tyr et revint à Beyrouth par Saïda. Sur ce parcours de plus de 300 kilomètres, elle rencontra successivement des maronites, Syriens rattachés à l'orthodoxie romaine ; des melkites ou « Grecs unis », également catholiques ; des Druses, musulmans de race arabe, séparés de l'Islam, soumis à leurs *cheikhs* — grands pro-

(1) Chapitre VIII.

priétaires, chefs religieux et politiques — et naguère encore si farouches qu'ils provoquèrent notre expédition de 1860 en massacrant les chrétiens ; des métoualis, musulmans « chiïtes » (1), également réputés pour leur fanatisme. Quel accueil réserveraient ces populations hétérogènes aux 200 tirailleurs, cavaliers, spahis et légionnaires syriens qui, sous l'uniforme français, sans appareil guerrier et sans qu'aucune propagande, aucune pression de notre part eussent été exercées sur elles, venaient leur offrir une fraternelle accolade ?

Dès son entrée à Baabda, siège du *Conseil administratif du Liban* — sorte de petit Parlement qui, sous la garantie des Puissances européennes (2), assure depuis 1864 à ce pays une véritable autonomie, — la colonne fut saluée par la *Marseillaise*, que joua la musique libanaise. A Aley, gros bourg d'où l'on jouit, à 800 mètres déjà d'altitude, d'une vue merveilleuse sur la presqu'île de Beyrouth et sur la chaîne très rocheuse, mais très peuplée, qui surplombe la côte de Tripoli à Saïda, une centaine d'habitants précédaient, en chantant, nos soldats, et la municipalité, dont le kaïmakam (ou maire) venait de rentrer d'exil, leur fit une cordiale réception : les discours étaient hachés par les cris de : *Vive la France !*

Mais ce fut à Deir-el-Kamar, chef-lieu d'un « moudirié », — coquette petite ville de 5 à 6.000 maronites, ceinturée de multiples terrasses où croissent la vigne et le mûrier, enrichie par des fabriques d'étoffes brodées, — que

(1) Les musulmans se divisent en *Sunnites* qui reconnaissent la légitimité des trois premiers califes, et en *Chiïtes* pour lesquels Ali seul avait le droit de succéder au « Prophète » Mahomet, dont il avait épousé la fille Fatima.

(2) France, Angleterre, Russie, ... Autriche et Prusse (statut du 6 septembre 1864).

commença réellement la marche triomphale. Depuis quatre heures, une foule compacte s'était massée à l'entrée de la ville ; les hommes étaient, selon la coutume, munis de sabres, de pistolets et de pétards. A la vue des officiers français, épée au clair, et des soldats, baïonnette au canon, qui défilaient crânement devant elle, au son du clairon — d'ailleurs unique — qui soufflait à perdre haleine des marches françaises, cette foule orientale laissa éclater un indescriptible enthousiasme : des milliers de coups de feu crépitèrent, semblables, en raison de leur fréquence, à un formidable roulement de tambour ; dans les rues, aux fenêtres, aux balcons, sur les terrasses, sur les arbres, partout, les habitants, en délire, nous acclamaient, nous couvraient de fleurs, nous aspergeaient de parfums, nous encensaient, nous bénissaient. Les cloches sonnaient à toute volée. Nous nous frayions à grand'peine un passage sous une véritable voûte de drapeaux tricolores. Les hymnes d'allégresse se transformaient en hurlements de joie. Tous les cœurs s'ouvraient, débordaient de reconnaissance et d'amour devant la France qui passait ! Sur la grand'place, une tempête d'applaudissements répondit au geste du commandant de la colonne, le capitaine Recoura, qui, d'un geste large, salua de son épée la multitude.

Un élégant domicile avait été préparé pour les officiers : un groupe charmant de dames et de demoiselles leur y souhaita la bienvenue en les couvrant encore de fleurs et de parfums.

Le soir, à l'école des sœurs, fut offert par la municipalité un banquet brillamment décoré aux couleurs françaises, et en présence des religieuses (qui étaient bien pour quelque chose dans une pareille fête !) le mudir

exalta nos bienfaits et les gloires de la Syrie franque.

Des scènes semblables allaient désormais se succéder presque chaque jour.

La colonne repartit le 14 janvier pour Beteddin. Dans la coupole du ciel bleu étincelait le chaud soleil qui fait de l'hiver de Syrie une délicieuse saison.

Avant Aïn-Maser, apparut un cavalier, tout chamarré et ceint d'une écharpe tricolore, qui s'arrêta devant nous, salua du sabre en criant à pleins poumons : *Vive la France!* puis repartit ventre à terre pour prévenir de notre passage la municipalité dont il était le président.

Entre Aïn-Maser et Beteddin, la troupe stationna devant le petit enclos où un mausolée rappelle que là furent enterrés quelques soldats français de notre expédition de 1860 : une couronne de fleurs naturelles y fut déposée, le clairon sonna « aux champs », et spahis, tirailleurs, légionnaires, auxquels on rappela qu'ils servaient dans la première armée du monde, rendirent les honneurs à leurs devanciers.

A l'entrée de Beteddin, se dressait un arc de triomphe entièrement composé de branches vertes, de palmes, de fleurs naturelles, et surmonté du drapeau français. Caracolant sur un cheval noir, un prêtre maronite faisait tourner en tous sens une bannière tricolore fixée à une hampe longue de 4 ou 5 mètres. Les fleurs furent, là aussi, jetées à pleines mains, les parfums à pleins flacons. A la municipalité, les orateurs se multiplièrent, prouvant que le Liban était — depuis toujours — une terre française et que tous étaient prêts à verser pour la patrie de leurs âmes jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Du balcon du sérail, Rachid Nakhlé Bey, poète arabe éminent, fit jurer aux gens d'un moudirié voisin,

accourus à Beteddin, qu'ils resteraient eux aussi les loyaux serviteurs de notre idéal. A la résidence de l'évêque maronite — imposant prélat courbé sous le fardeau des ans — un chanoine prononça un discours de bienvenue si éloquent, si émouvant, que Sa Grandeur elle-même en pleurait à chaudes larmes. Le soir, à la réception que nous offrîmes aux notables et à leurs familles, les dames jouèrent au piano des vieux airs de chez nous — *Il pleut bergère, Nous n'irons plus au bois...* — et récitèrent des monologues français ; dans la cour du sérail, toute la population dévora des yeux notre film cinématographique : *l'infanterie française dans la bataille* ; elle contemplait enfin notre épopée de la Grande Guerre, que la *Gazette des Ardennes*, très répandue en Syrie par les Allemands, lui avait jusqu'alors dépeinte sous de traîtresses couleurs.

* * *

La population de Baaklin, à part deux familles chrétiennes, est entièrement druse. Les souvenirs de 1860 lui imposaient, dans la manifestation de ses sentiments, une sorte de pudeur ; mais la réserve même de son accueil était une preuve de sincérité et n'exclua point la cordialité. La foule — toute masculine — rangée sur l'un des côtés de la rue, applaudit discrètement la colonne. De quelques terrasses partirent de joyeux coups de feu. Au sérail, où étaient logés les soldats, la municipalité avait fait garnir de nattes et de tapis les dalles de pierre, mis des cigarettes et des oranges à la disposition de ses hôtes. De confortables appartements, avec chambre à coucher, salle à manger, salon de réception, étaient réservés aux officiers. Le vieux cheikh Ackhel, chef religieux

des Druses, les reçut, entouré de ses sages, et prononça à voix très basse, lentement, en pesant ses mots, un discours fort courtois que son fils traduisait en français. Il nous rendit d'ailleurs notre visite, nous parla longuement de son pays, de ses souffrances au cours de la guerre, des deuils nombreux et cruels qui avaient affligé toutes les familles : ces deuils, affirmait-il, expliquaient que nous étions reçus à Baaklin avec moins de chaleur qu'à Beteddin. Une centaine de jeunes Druses vinrent, sous nos fenêtres, danser des rondes guerrières en chantant les louanges de la France. Au cinématographe, qui eut un énorme succès, un notable harangua la foule et préconisa les enrôlements dans notre armée ; le soldat qui traduisait en arabe les légendes des films était d'ailleurs un Druse, et la colonne comportait déjà d'autres Druses. La glace était rompue, si tant est qu'elle eût existé : ces musulmans comprenaient qu'il y avait place pour eux, comme pour les chrétiens, sous notre généreuse égide.

* * *

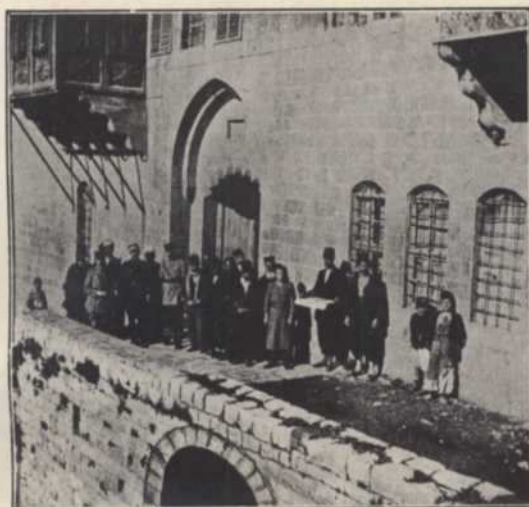
Les fêtes de Mukhtara, où nous parvînmes le 18 janvier, parurent sceller la réconciliation non seulement entre les Druses et nous, mais encore — précieuse nouveauté — entre eux et les chrétiens.

Entre El Jedeide et Mukhtara réside le cheikh Ackhel Hassin Talieh, qui partage avec celui de Baaklin l'autorité religieuse sur les Druses. Nos officiers visitèrent ce beau vieillard à barbe grisonnante, au regard clair et franc, qui les accueillit avec une reconnaissante bonne grâce, leur souhaita la bienvenue en termes à la fois spontanés et choisis, et spécifia qu'il avait pour la pre-

mière fois l'honneur de voir sous son toit des officiers français.

La population de Mukhtara — d'abord les chrétiens, puis les Druses — se pressait dans les rues, en masses compactes. A la vue des burnous rouges de nos spahis, retentissent les chants d'allégresse et crépitent les coups de feu. Dans la cour du château, des centaines de guerriers armés de « mausers » et de pistolets automatiques ouvrent un feu d'enfer — avec *cartouches à balles!* — qui dure plusieurs heures. La milice druse, en grande tenue, alignée sur un rang, présente les armes et sonne du clairon. Le nombre des guerriers et des notables accourus de tous les villages environnants augmenta d'ailleurs d'heure en heure et atteignit plusieurs milliers, tandis que se déroulaient au château d'inoubliables cérémonies.

Ce château est à la fois une forteresse, avec ses hautes murailles et ses mâchicoulis, et un palais, avec ses « cours » intérieures à sveltes arcades, ses salons drapés de soies somptueuses, ornés de riches mobiliers, de glaces de Venise, de tableaux et de bibelots. C'est ainsi qu'on se représente la demeure, en ces régions, d'un seigneur franc du XIV^e siècle lorsque les Croisés, ayant délacé leurs armures, fait régner la paix et la concorde, avaient introduit dans leurs châteaux forts le luxe oriental. Aussi bien Fouad bey Djumblatt, le maître de céans, est-il une sorte de seigneur féodal exerçant sur les « vassaux » druses de ses grandes propriétés une autorité morale qui ressemble à un pouvoir politique. Son prestige et l'affection dont il est entouré sont d'ailleurs mérités. Ce petit homme paye peu de mise, ni même de mine, avec son modeste accoutrement de



Au château du chef Druze Fouad Bey, à Mukhtara.



Sur une route du haut Liban.

De droite à gauche : le Cdt ROUSSEL, Chef du Bureau politique ; le Cap. GAUTHIEROT
Chef du Bureau des opérations ; le L^a QUIQUET, off. d'ord. du Général.

gentilhomme campagnard — très européenisé, — le foulard de soie écossaise qui flotte autour de sa tête, sa face rougeaude, son regard pensif, tout son maintien qui apparaît au premier abord timide et embarrassé. Mais il suffit de le pratiquer un peu pour admirer son intelligence ouverte, sa droiture et sa bonté. Il est aimé de tous, et les maronites eux-mêmes se plaisent à louer l'impartiale générosité de leur moudir : ne leur a-t-il pas fait bâtir une église à Moukhtara, où ils ne sont pourtant qu'une poignée!

Il attend la colonne au pied de son perron, lui souhaite la bienvenue en un français assez correct, et conduit les officiers dans les salons, où il leur présente les autorités locales et celles du moudirié : le cheikh Hassin Talieh, venu d'El Jedeide ; le maire de Mukhtara, le prêtre grec-catholique, le prêtre maronite, les maires d'Amatour, d'Ain Kani, de Bâtir ; les notables qui encombrant, en rangs pressés, les vastes appartements, et prononcent des discours dont le sens soulève l'invariable et unanime acclamation : *Vive la France!* C'était la nation druse, unie à ses anciens adversaires catholiques, qui, dans ces assises disciplinées et fraternelles, nous rendait hommage!

A table, nos officiers furent traités et servis comme des princes. Le commandant de la colonne eut à sa droite le chef religieux Ackhel Hassin Talieh, à sa gauche un prélat maronite. El Fouad bey Djumblatt s'engagea à suivre la colonne pour lui assurer en personne, jusqu'aux limites de son moudirié, le maximum de confort et de sympathies.

* * *

Le 19 janvier, à six heures, monté sur un magnifique pur sang arabe, le mudir de Moukhtara partait, en effet, avec la *colonne du Liban Sud* qui poursuivait sa route vers Djezzin. Son oncle l'accompagnait aussi : c'était Rachid bey, gros homme si jovial, d'une gaieté si constante et si communicative, et d'une telle serviabilité pour nos soldats, qu'ils le surnommèrent bientôt l'« oncle de la colonne ». Il était très fier de ce titre, mais ne possédait pour toute monture qu'une ânesse poussive, et c'était très drôle de le voir se trémousser là-dessus et suer sang et eau, soit pour suivre l'allure des officiers menée par le fringant pur sang, soit pour se porter le long de la colonne, partout où l'appelait son bon cœur. Le pauvre « oncle », en cet équipage, vous avait vraiment les airs d'un Sancho Pança.

Il fallut s'arrêter dans chacun des villages que traversait la route : municipalités et notables avaient, en effet, préparé des réceptions, des discours, du café, du thé, des gâteaux, de solides collations, et en Orient le visiteur doit avoir l'estomac élastique, sous peine de manquer aux lois les plus impérieuses de l'hospitalité. On arriva ainsi avec un retard de plusieurs heures à Djezzin, ville catholique de 5.000 habitants, située à l'extrémité du haut plateau qui s'abaisse brusquement au Sud-Ouest. Ses formidables rochers que saute une abondante chute d'eau, et que la route de Saïda doit franchir en un étroit défilé ; ses prospères plantations de vigne et de mûriers, ses coquets monuments, ses maisons claires aux larges baies artistiquement vitrées, font de

Djezzin l'un des chefs-lieux de caza les plus pittoresques du Liban.

Après les splendides manifestations que nous avons déjà racontées (1), M. Soleiman bey Kanaan, député au Conseil administratif du Liban — et naguère exilé par les Turcs, — reçut les officiers chez lui. Sa fille Lamia joua *la Marseillaise* au piano du salon familial, et chanta en s'accompagnant de la mandoline une délicieuse chansonnette française. Dans ce foyer chrétien où la langue, les usages, les sentiments, la vivacité de l'esprit, le charme de l'hospitalité, tout nous rappelait la France, la même table réunit — comme à Mukhtara — catholiques et Druses. Sous notre drapeau s'accomplissait, d'elle-même, l'union sacrée syrienne.

* * *

Après Djezzin, il n'y a plus de route en direction du Sud ; seul, un mauvais sentier s'élève dans les rochers dénudés jusqu'aux neiges hivernales. On arrive dans le pays habité en partie par les métoualis ; pays pauvre, souvent désertique, livré alors aux incursions des *chéritiens*, des partisans de l'émir Fayçal, qui venaient y prêcher l'« indépendance arabe » en calomniant notre rôle (2). La colonne pouvait donc s'attendre, à partir du 22 janvier, à des réceptions moins chaudes que les précédentes.

A Kefr Huni, petit village où commence le moudirié d'Aramti, la population chrétienne et métoualie lui fit pourtant une cordiale ovation, tandis que la cloche de l'église sonnait à pleine volée. A Aramti, tous les métoua-

(1) Chapitre préliminaire.

(2) Nous en parlerons au Chapitre suivant.

listes du pays étaient venus, en armes, pour nous fêter avec leurs salves, leurs chants, leurs danses guerrières. Des cigarettes furent distribuées aux hommes, un déjeuner succulent offert aux officiers, et le moudir aurait voulu que la colonne passât la nuit à Aramti : les habitants se seraient fait un plaisir de coucher à la belle étoile pour céder aux soldats leurs humbles maisons. Mohamed Brahim El Hadj réclamait avec insistance une école française ; ses gens, profondément ignorants, seraient heureux et fiers d'apprendre notre langue, dont lui-même, d'ailleurs, ne causait encore pas un mot.

Le sentier traverse ensuite Ashid, uniquement habité par des chrétiens. A la vue de la colonne, le prêtre catholique bondit à son église et se mit à tirer de toutes ses forces la corde de la cloche ; cette corde pendant à l'extérieur le long d'un mur blanc, on apercevait de très loin le prêtre soulevé par le balancement à plus d'un mètre du sol ; il tirait, tirait comme un possédé, s'arrêtait parfois pour reprendre haleine, déchargeait en l'air un pistolet automatique, puis tirait toujours avec une telle ardeur qu'à notre arrivée il ruisselait de sueur. La plupart de ses ouailles, qui venaient d'endurer une longue famine, étaient d'une affreuse maigreur et couverts de haillons sordides : notre présence parut les délivrer de tous leurs maux, et leur joie revêtit les formes les plus touchantes. Des femmes précédaient la colonne en exécutant leurs danses des grands jours ; beaucoup d'autres la suivaient en dansant également avec leurs enfants sur les bras. Le ravitaillement français venant d'arriver, une partie du riz distribué — offrande suprême — nous fut lancée au visage, tandis que le prêtre, délirant de joie, continuait à décharger son pistolet automatique.

On descend maintenant dans le bassin du Nahr Litani, on traverse la petite vallée — assez fertile — de l'oued Zureiki, et l'on remonte des pentes où chevaux et mulets ont peine à accrocher leurs sabots. La piste, par endroits, n'existe même plus.

A 2 kilomètres de Khan Ruman, nous attendaient le bey métouali, Joseph Ezzaïd, qui possède dans la région des villages entiers, et le prélat grec-catholique de Nebatye, Mgr Athanasios : tous deux nous exprimèrent des sentiments affectueux, et le bey nous servit chez lui, à Khan Ruman, un thé savoureux. Ils n'avaient d'ailleurs appris que depuis quelques heures la nouvelle officielle de notre venue.

On l'ignorait à Nebatye, principal centre métouali, où la colonne pénétra à la tombée de la nuit, saluée par de rares applaudissements. Le lendemain, son commandant se rendit chez le cheikh Abdel Houssine : ce grand chef religieux des métoualis — appelé « es saïd », le seigneur, — nous offrit dignement le café brûlant, rappela les relations de la France de Charlemagne avec Haroun-Al-Raschid, mais conserva dans le rictus de ses lèvres et sous le voile de son regard fuyant une attitude assez énigmatique. Le président de la municipalité se laissa, au contraire, aller à la plus franche cordialité. Quant à Mgr Athanasios, il manifesta pour la France un amour passionné dont un trait suffira à marquer l'ardeur : deux mois auparavant, il ignorait tout de notre langue ; par un labeur de tous les jours et de toutes les nuits, il l'avait apprise, savait maintenant la parler, la lire, l'écrire, et il l'enseignait lui-même à ses neuf enfants.

Si le chef religieux, puis le chef politique des métoualis — Kamel Bey El Assad — avaient paru d'abord mé-

fians et distants, cette réserve disparut à la réception qui eut lieu chez le commandant de la colonne : là, en présence de la municipalité, des notables, des parents de Kamel Bey, Abdel Houssine harangua longuement en notre faveur ses coreligionnaires, et les invita à crier avec lui : *Vive la France!* On sentait que seule tendait à les écarter de nous la crainte chimérique, mais exploitée par d'autres, de voir porter atteinte à leur culte, à leurs mœurs et à leurs coutumes. Du moment que notre drapeau apparaissait comme le drapeau de la liberté, et d'une liberté égale pour tous, ils étaient prêts à s'y rallier sans contrainte.

Par la vallée du Nahr Libani — fleuve qui, après avoir fertilisé la plaine de la Béka, se creuse au Sud-Ouest des gorges profondes coupées de rapides, — la colonne poussa une pointe dans le caza de Merdj Ayoun, aux confins souvent violés de la zone chérifienne. Elle atteignit, le 20 janvier, Judeide, où sont à la fois représentés les catholiques, les grecs-catholiques, les protestants, les juifs et les musulmans. On y enseigne l'anglais à l'école protestante, le français à l'école catholique ; celle-ci, dirigée par Mgr Malouf, évêque de Panéas, vient de rouvrir ses portes, et compte déjà près de 300 élèves ; elle est réinstallée, très à l'étroit, dans les salles de l'évêché, et ne possède que quatre professeurs, mais l'âme française y vibre avec une merveilleuse vigueur, et les 300 marmots chantèrent, de tout leur cœur, *la Marseillaise* à l'arrivée de nos soldats. Le bourg entier nous fit d'ailleurs une réception grandiose.

Au retour à Nebatye, les métoualis tinrent à effacer l'impression de froideur qu'ils nous avaient d'abord donnée, et qui est l'un des traits de leur caractère ;

massés en grand nombre à l'entrée du village, ils acclamèrent le général commandant les troupes françaises du Levant, venu les visiter, et la puissante famille des beys (parents du chef métouali) offrit elle-même au général Hamelin et à ses officiers un banquet où les principaux notables firent assaut de courtois hommages. Mgr Athanasios, malgré sa sainte pauvreté, nous traita à son tour avec des raffinements qui l'obligèrent sûrement à des privations pour rétablir l'équilibre de son budget.

La colonne regagna la côte par Zerariye. Le sentier de chèvres qui se faufile entre des rochers où les animaux de bât sont sans cesse coincés, mène au nid d'aigle qu'est ce village, entièrement métouali. Nacif Bey Pacha en est le maire ; ses fils, instruits par les Frères de Saïda, parlent français et sont remplis pour nous d'affectueux sentiments. Leur maison entière fut la nôtre ; nos hommes en remplirent les « cours » et les dépendances ; chaque officier eut sa chambre spécialement aménagée à son intention. Nos hôtes nous offrirent le soir un « repas arabe » où nous pûmes goûter, dans son intimité coutumière, et de cœur à cœur, les charmes étranges de ce foyer métouali.

*
* *

Le *Soûr* moderne n'a rien gardé de son ancienne splendeur. Sa presque île rocheuse, où d'étroites ruelles abritent 6.500 habitants, dont 3,500 musulmans, est reliée au continent par les atterrissements sablonneux qui ont comblé le port. La colonne n'y était pas attendue, et nos officiers purent y constater une méfiance jalouse entre chrétiens et métoualis, ainsi que l'importance

— exclusive — attachée par certains notables à la victoire britannique de Palestine. Les visites échangées avec le chef métouali Haoussin, le président de la municipalité, leur suite nombreuse de fonctionnaires, de notables et de religieux, aboutirent, d'ailleurs, à des entretiens d'excellent augure. Es Saïd Cheikh Haoussin promit d'user de toute son influence pour aplanir les querelles nées du régime turc, de la guerre et de troublantes rivalités nationales qui n'étaient pas près de finir.

La colonne avait maintenant à regagner Beyrouth par la belle route côtière que dominent, d'oueds en oueds, les bastions du Liban couronnés de leurs blancs villages. A hauteur de Ghazieh, plusieurs centaines de montagnards, conduits par le moudir d'El Tuffah, étaient descendus pour nous acclamer. Au loin apparaissent, dans la plaine élargie, les cultures de tabac, les vastes jardins d'orangers et de citronniers qui entourent le promontoire rocheux de Saïda. A l'entrée de la ville, du côté de la terre, une tour massive sur un tertre ; à l'extrémité du promontoire, et encore relié à celui-ci par les huit arches d'un pont monumental, le vieux château fort de l'île Kalaat-el-Bar ; sur la ligne de récifs abritant la rade nord, des fragments de barrages laissent à l'ancienne Sidon, mère des villes phéniciennes, quelques restes de sa puissance déchue. Elle n'a plus que 12.000 habitants, aux deux tiers musulmans, le reste composé de catholiques romains, de grecs orthodoxes, de 800 juifs et de 200 protestants.

A un kilomètre de Saïda, la foule est déjà si compacte que la colonne doit à chaque instant s'arrêter pour lui permettre de s'écouler. En ville, c'est une immense

cohue qui applaudit notre martial défilé, jette des fleurs et secoue des flacons de parfums. Devant le sérail, une école de fillettes, vêtues à l'alsacienne, avec un large ruban noir dans les cheveux, nous offrent les couronnes et les bouquets qui chargent leurs bras : ce sont des israélites. Pour tout dire, *en ce récit scrupuleusement exact*, certains adversaires sont là qui seraient heureux de troubler la fête ; un spahi dut même frapper de son sabre un individu qui lui aurait barré la route en criant : « A bas la France ! Vive le chérif ! » ; et de timides chrétiens s'imaginent qu'on va les massacrer ; mais la France exerce sur ce peuple si divisé par les races et les religions une attraction souveraine. Au banquet — extraordinairement somptueux — que nous offrit la municipalité, tous les éléments de Saïda voisinaient et, par nous, s'élevaient à une communauté d'aspirations qui présageait l'avenir de la nouvelle Syrie franque.

Dammour fut la dernière étape. Depuis trois jours, les habitants pavosaient leurs maisons, décoraient les rues de toutes manières, élevaient des arcs de triomphe si nombreux qu'ils parurent constituer une voûte ininterrompue.

Ce fut, le 2 février, au bord des flots bleus, un concours de démonstrations tel que les hauteurs du Liban n'en avaient pas vu de plus empressé. Lorsque pointa la colonne, un homme armé d'un sabre à large lame donna le signal des : « Vive la France ! » ; sorte de héraut populaire, il conduisait la foule, l'arrêtait, la remettait en marche, harmonisait ses applaudissements. Sur la place, de 12 à 14 heures, se succédèrent les discours enflammés, les chants patriotiques, les cantiques (qui sont aussi, en Syrie, des chants nationaux), les dialogues

improvisés : tels ceux des élèves de nos bonnes Sœurs, *Marseillaise*, hymnes pieux, compliments délicats, saynètes enfantines où des chérubins, représentant la France et la Syrie, exprimaient leur mutuel amour au cours des siècles, avant, pendant et après la guerre. L'émotion étreignait les cœurs, et les larmes invinciblement jaillissaient des yeux. La municipalité distribua aux hommes, à ses frais, la viande de quatre moutons, les meilleures oranges de ses vergers, du thé chaud. Et les familles se disputèrent l'honneur et la joie d'héberger le soir nos officiers et nos soldats.

La colonne rentrait le lendemain à Beyrouth, dans la capitale de la zone française, que le retard apporté à l'envoi de nouvelles troupes françaises faisait trépigner d'impatience, et où l'arrivée de nos bataillons « bleu horizon », de nos zouaves en ancien uniforme rehaussé de la fourragère, donna lieu, plus tard, à de magnifiques apothéoses.

CHAPITRE VIII

L'impérialisme anglo-arabe

L'émir Fayçal et la Syrie

SOMMAIRE

Ce qu'est le « Royaume du Hedjaz », — La « coopération militaire » de l'émir de la Mecque ; son influence religieuse. — Fayçal à Beyrouth : il part pour la France. — La propagande chérifienne en zone française et en zone arabe. — Brigandages et menaces contre la France. — Le « Club de l'Indépendance arabe », — Le massacre d'Alep (28 février). — Jeunes Arabes et Jeunes-Turcs (1).

On connaît aujourd'hui ce que réclamait en 1915 au négociateur britannique, Sir Henri Mac Mahon, le chérif de la Mecque, pour prix de sa coopération militaire : la création d'un Etat arabe borné par la Méditerranée, la mer Rouge, l'océan Indien, la Perse et le 37^e degré de latitude (y compris la Cilicie)... Tout simplement ! Le chérif voulut bien lâcher la Cilicie, mais non pas la Syrie. Nous avons exposé plus haut, le système — toujours en vigueur — des « zones arabes », et nous verrons dans la suite que, même en dehors de ces zones, les Chérifiens ne se considéraient nullement comme exclus.

Qu'était donc le Hedjaz pour contrebalancer ainsi les Puissances dont les armes victorieuses devenaient, en Orient, créatrices de vie et de civilisation ? Et quelle hégémonie les Chérifiens prétendaient-ils exercer ?

(1) La matière de ce Chapitre a fait l'objet des articles de la *Revue Hebdomadaire* du 15 septembre 1919 (*Mystification chérifienne*) et de la *France Nouvelle* de décembre (*La Question du Hedjaz*).

Ils se réclamaient des principes wilsoniens : quelle marchandise couvrait donc ce pavillon ? Quel sol, quelle race, quelle dynastie, quels services rendus, quelle politique ?

* *

Jetons les yeux sur les cartes historiques où les limites des empires disparus marquent l'avance extrême des civilisations successives : de Cyrus et d'Alexandre, aux Romains et aux Féodaux, jamais ne fut entamée la presqu'île qui, entre la mer Rouge et la mer Eyrthrée, se détache de la Syrie ; les grands souverains arabes du moyen âge l'ont eux-mêmes délaissée ; au XVIII^e siècle, l'Empire ottoman ne la comprenait pas, et si, de nos jours, elle y fut rattachée, ce ne fut que par des liens bien ténus. Et pourtant, elle renfermait la Mecque !

Les raisons de cet abandon éclatent aux yeux du voyageur qui s'aventure en Arabie (1) : montagnes volcaniques, oueds desséchés, déserts où chaque année quatre ou cinq pluies torrentielles ramènent une fuyante végétation, rares oasis là où peut stagner l'eau du ciel, cultures réduites à des plantations de palmiers protégeant de leur ombre aubergines et pastèques, pâturages où des chameaux décharnés dévorent un sombre arbuste, où des chèvres tombent d'inanition. Sans les produits importés de l'Inde, sans les gains du pillage, sans l'exploitation éhontée des caravanes de pèlerins, les habitants ne pourraient se nourrir.

Est-ce la famine qui, aiguissant leurs dents, perpétue leurs divisions ? Au Hedjaz, région relativement

(1) Le Bulletin du *Comité de l'Asie française* (janvier-avril 1918) a publié à ce sujet des notes très précises.

peuplée entre le littoral de la mer Rouge et le désert de l'Ouest, le territoire est réparti entre de multiples tribus bédouines, semi-sédentaires, prêtes à se battre pour le plus offrant, sans trop s'éloigner toutefois de leurs possessions qui deviendraient alors la proie des voisins. Les « guerriers » attaquent volontiers un riche convoi : ils savent « utiliser le terrain », mais ignorent, à part cela, l'art militaire et ne tiennent pas devant un réel danger : « Je ne puis livrer de combats sérieux, avouait un jour l'émir Ali, car lorsque j'aurais cent hommes hors de combat, toutes ces tribus me tourneraient le dos. » Après avoir lâché, à l'abri, leur coup de fusil, les Bédouins se replient aussitôt : faut-il s'étonner que Médine soit restée aux Turcs jusqu'en janvier 1919 ?

Les chefs, les gouverneurs de villes sont des « chérifs » ou « seyeds » (seigneurs), descendant des deux fils du « prophète » Ali. Pensionnés jadis par le Gouvernement turc, leur richesse, leur puissance matérielle déterminent leur degré d'influence et il en est qui appartiennent à une classe sociale quelconque, même à la plus basse.

La Mecque, encore interdite aux chrétiens, est habitée par des commerçants importateurs, par des dépouilleurs de pèlerins, et par des pèlerins représentant toutes les races de l'Islam, des Persans et des Hindous aux Malais et aux Javanais, aux Sénégalais et aux Maures. — La débauche et la pourriture des pires maladies règnent dans la Ville Sainte autant qu'à Djeddah, son port du littoral.

Hussein ben Ali, de la tribu de Hachem, gouvernait ces deux villes : il était par là un important « chérif ». Mais la guerre, en ruinant le pèlerinage et en bloquant le

Hedjaz, lui coupait l'or et les vivres. Le « Malek » (titre porté par Hussein) avait été durant trente ans l'élève et le confident d'Abdul Hamid ; il tenait de ce maître, et aussi de son vieil ami l'ex-khédivé Abbas Hilmi, ses principes politiques. D'une Turquie, il avait eu son second fils, Abdallah, devenu vice-président de la Chambre ottomane et conservant pour Constantinople de prédominantes sympathies ; très ambitieux, Abdallah jalousait d'ailleurs les droits héréditaires de son aîné Ali, et cultivait avec soin sa popularité bédouine. Les deux cadets, Fayçal et Zeid, recherchèrent les profits de la guerre et se montrèrent réciproquement aussi envieux de leurs succès que peu attristés de leurs revers.

Fayçal, le plus entreprenant des quatre émirs, voulait avant tout réaliser son grand projet : devenir prince de Syrie. Pour cela, il lui fallait un puissant appui étranger, qu'il trouva chez les Anglais, et des connivences syriennes, qu'il acheta ou paya de belles promesses : certains chrétiens jadis « francophiles », certains Libanais qui avant la guerre s'étaient montrés d'exaltés patriotes — tels l'avocat Yasbék ; l'ancien président de l'Alliance libanaise, Iskandar Arnoun ; M. Maklouf, premier recruteur de volontaires syriens ; les Bekri, de Damas, — lui constituèrent une « cour » fort active, mettant à sa disposition leur culture, leur finesse politicienne et leurs propres ambitions.

Telle était l'aire, tel le noyau politique de l'empire arabe rêvé par Hussein.

* * *

En 1916, la révolte contre les Turcs du grand chérif de la Mecque fit naître chez les Alliés de superbes

espérances : c'était, sur le front d'Asie, un coup mortel pour nos ennemis, c'était le « panislamisme » confisqué à notre profit, le Souverain de la première des Villes Saintes devant substituer son influence favorable à celle du sultan de Constantinople. Ce « panarabisme » sauvegarderait les intérêts africains de la France, grande puissance musulmane...

Le soulèvement du Hedjaz présentait certes pour nous d'immédiats avantages : l'immobilisation de deux divisions turques à l'ouest de la Péninsule arabique faciliterait les opérations de Palestine et de Mésopotamie ; la rupture de trop faciles communications entre la Turquie germanisée et le continent africain arrêterait le flot des émissaires ennemis qui, par l'Abyssinie, le Dar Four, le Sahara, allaient fomenter des troubles dans nos possessions. L'alliance avec Hussein était donc utile : mais quel secours, propre au Hedjaz, nous apporta-t-elle ?

Grassement payé — avec les belles pièces d'or sacrifiées par le patriotisme des citoyens alliés — et bien approvisionné, Hussein put orner sa couronne, solder sa famille, ses fonctionnaires, ses soldats, sa clientèle, qui jamais n'avaient goûté une telle abondance. Son action s'étendit ainsi sur quarante à cinquante mille Bédouins, bandes naturellement sans consistance, sans résistance, sans valeur guerrière. Sa petite armée « régulière » — moins de quatre mille soldats — composée de déserteurs turcs, d'indigènes du Yémen, d'esclaves noirs, fut encadrée soit par d'anciens officiers turcs ou par des officiers arabes ayant appris leur métier chez les Turcs, soit par la douzaine d'officiers européens et les quelques centaines de soldats des missions militaires française et britannique. Les capitaines Pisani, Raho, Depui, le

lieutenant Lamotte, l'adjudant Trabelsi, avec leurs pièces de 65 et de 80, leurs mitrailleuses et fusils-mitrailleuses, furent les chevilles ouvrières de toute opération de quelque envergure, et les chefs bédouins, avant d'y prendre part, demandaient d'abord si les nôtres en seraient. A l'école d'instruction militaire de la Mecque, un officier et dix tirailleurs français dégrossissaient des « réguliers » pour les « armées » des émirs.

Impossible de résumer ici la « guérilla » qu'entamèrent ces « armées » contre les quatre à cinq mille Turcs de la « force expéditionnaire du Hedjaz ». Les gorges étroites, les régions montagneuses s'y prêtaient, et surtout l'interminable ligne de communication ottomane. Les petits postes turcs surveillant les *mille kilomètres* de la voie ferrée Maan-Médine, furent souvent surpris, les rails souvent endommagés, d'autant plus souvent qu'il y avait la perspective des convois à piller ; mais la circulation des trains continuait en 1918 ! Et l'on pourrait citer maints exemples analogues à ceux-ci : le 11 novembre 1917, l'émir Ali tente de détruire la voie à Bouat et n'obtient aucun résultat, ses Bédouins ayant refusé de se battre contre les Turcs ; le 17 novembre, le capitaine Pisani allume lui-même les pétards placés sur les rails vers Akabet Hedjazieh, mais il voit les Arabes se disperser dès qu'éclate la fusillade ennemie ; le 24 janvier 1918, l'attaque de Maan échoue malgré une très grande supériorité numérique et le concours des auto-mitrailleuses anglaises, les Arabes se refusant à attaquer la forteresse.

Après l'effondrement du front turc de Palestine (septembre 1918), l'émir Fayçal se glorifia d'avoir préparé la victoire alliée par son attaque de flanc sur Déraa, puis



L'EMIR FAYÇAL et ses Amis à Beyrouth.

d'avoir délivré des Turcs la Syrie du Nord ; en réalité, nous l'avons vu, la colonne isolée dont le raid aboutit à la rupture du nœud de voies ferrées de Déraa fut, par ses chefs et ses éléments vraiment actifs, une colonne franco-britannique ; et la marche sur Alep fut une occupation précipitée, une avide main-mise, non pas une bataille.

* * *

L'incapacité administrative et politique du « Gouvernement » chérifien répondait à son impuissance militaire.

En novembre-décembre 1918, la *Kibla* — journal officiel de Hussein I^{er} — publia de très longues listes de généraux, officiers, soldats, fonctionnaires (voire domestiques) chérifiens. Or, en fait, les anciens fonctionnaires turcs continuaient à administrer, et c'étaient des officiers britanniques, des soldats britanniques qui gouvernaient et maintenaient l'ordre — un ordre tout relatif — dans la zone arabo-syrienne.

Comment en eût-il été autrement alors que tout vacillait autour du Malek ?

On avait cru à la vertu unificatrice de son ascendance sacrée. Grossière illusion ! L'unité religieuse de l'Islam n'existant pas, cet émir « sunnite » ne pouvait pas plus soumettre à son obéissance les « chiïtes » d'Arabie que ceux de Syrie, de Perse ou des Indes. Les musulmans de toutes sectes n'attendaient de lui qu'un seul service : garder les Lieux Saints, assurer la liberté du pèlerinage ; et ils conservaient à son égard une indépendance prête à se révolter, s'il osait la menacer. En décembre 1918, tout comme en 1915, son autorité n'était entière qu'à la Mecque, et il y faisait figure d'assiégé presque autant

que Fakri Pacha à Médine. Les tribus hostiles des Wahabites et des Chammars l'avaient battu à l'est et au sud, à Khosma (17 novembre) et à Taïf (28 décembre) ; plus au sud, les Arabes turcophiles et les Turcs de Moheddin tenaient Ghouz Belair, Ehba, Konfonda. Au nord, dans le Nedj, l'émir Ibn el Séoud, vainqueur de l'émir royal Abdallah, et dans l'Arabie Centrale les émirs Ibn el Réchid et Ibn Sabah, que les Turcs eux-mêmes n'avaient jamais soumis, se montraient irréductibles : lorsqu'en mai 1919, Hussein se proclama « commandeur des croyants », c'est-à-dire khalife, grand chef religieux de l'Islam, Ibn el Séoud jura que lui-même et ses « deux frères en Dieu » ne cesseraient la lutte contre l'usurpateur : « Tous les sultans d'Arabie sont des seigneurs et des chérifs, observait-il, dont la noble origine est plus authentique que celle de l'émir de la Mecque. »

La couronne royale que les Alliés ont érigée à la Mecque est donc, en dehors de leur appui, comme suspendue en l'air. Le Hedjaz n'est pas la « Puissance » que certains instruments diplomatiques laisseraient supposer, et dont une manœuvre stratégique et politique a inspiré l'idée. Nos millions de ressortissants musulmans attachent trop de prix au pèlerinage des Lieux Saints pour que nous ne nous efforcions pas de leur en faciliter la pratique : voilà désormais le véritable objet de notre politique chérifienne.

A la faveur de la guerre, cependant, les frelons avaient essaimé ; des Bédouins s'étaient installés dans la moitié orientale de la Syrie, dans ses principales villes — Damas et Alep — et Fayçal restait dévoré par l'ambition de devenir « prince de Syrie ».

* *

Le « général en chef de l'armée chérifienne » arriva à Beyrouth le 17 novembre 1918.

Les partisans du prince arabe l'acclamèrent avec frénésie, couvrirent sa voiture de fleurs et la dételèrent pour la traîner eux-mêmes à travers les rues cahoteuses de la ville. Les chrétiens (1), édifiés de longue date sur les fruits du fanatisme musulman, étaient consternés : mais ils gardaient une silencieuse attitude, l'autorité militaire française ayant interdit toute manifestation politique.

Le général Hamelin évita de rendre visite à l'émir ; il ne put toutefois se dispenser d'assister au déjeuner offert en l'honneur de ce dernier par le général Bulfin, commandant le corps d'armée, qui avait logé Fayçal dans sa propre demeure, et qui porta un toast vibrant au « roi du Hedjaz ».

Le lendemain, éclatait une rixe sanglante entre les soldats arméniens de notre *légion d'Orient* et les policiers musulmans restés en fonctions : entre ces hommes de races différentes habitués à s'entre-déchirer, les passions surexcitées avaient fait éclater un conflit dont le bilan fut de quatre tués et de seize blessés (2).

Quatre jours après — 22 novembre — l'émir s'embarquait sur le croiseur anglais *Gloucester*, non sans avoir adressé aux habitants une sorte de proclamation : il y exprimait l'espoir que les régions libérées des Turcs avec l'aide des Alliés deviendraient indépendantes et

(1) Beyrouth compte environ 100.000 chrétiens et 40.000 musulmans.

(2) Voir plus loin, Chapitre X.

seraient administrées de façon égalitaire pour le bien de l'universalité arabe.

Il allait siéger à la Conférence de la Paix ; et l'on se souvient de l'accueil que lui ménagèrent le Gouvernement, les autorités municipales de Paris et de Lyon et les foules françaises, toujours heureuses de fêter un prince. Cordon de la Légion d'honneur et croix d'officier pour son brigadier-général Noury Saïd ; citation prestigieuse à l'ordre de l'armée ; réceptions officielles par le président du Sénat, le vice-président du Conseil municipal et le préfet de la Seine ; gala spécial au théâtre Sarah-Bernhardt où Mme Ida Rubinstein incarna, dans des robes merveilleuses, la belle Oud Djoudad de la pièce arabe de MM. Nozière et Edmond Douitté : que pouvait-on faire de mieux pour ce précieux allié, ce grand ami de la France?...

En Syrie, où nous étions aux prises avec les réalités, les nouvelles de semblables démonstrations nous remplissaient d'un triste étonnement : on ne savait donc rien en haut lieu, malgré nos dépêches journalières, de ce qui se passait en Orient?

Voici le spectacle qui nous était donné *dans notre propre zone* :

Des troupes de déserteurs et de simples bandits coupaient alors les routes descendant à la mer et entretenaient dans les montagnes une véritable terreur.

Leur principal centre d'opérations se trouvait aux environs de Zahle, petite capitale libanaise de 15.000 habitants située à l'est de Beyrouth, au delà de la première chaîne et en bordure de la Beka chérifienne. Par là les détrousseurs se divisaient en deux catégories : les nomades, qui vivaient sous la tente, et les sédentaires qui,

gardant leurs villages par un cordon de sentinelles, organisaient savamment leurs razzias. Tous ces individus étaient armés de fusils de guerre pris au dépôt de Rayak, en zone chérifienne, dont le pillage durait encore. Ils passaient pour des partisans du chérif ; et, de fait, deux de leurs principaux chefs, Oli Meflah et Melhem Rollen, eurent avec l'émir Fayçal une entrevue dont ils se déclarèrent enchantés. Fayçal venait au surplus de réunir à Moallaka (limitrophe de Zahle) un certain nombre de Libanais auxquels il avait déclaré que le Mont-Liban était « la pierre précieuse de l'empire arabe » : le mot d'ordre était d'y battre en brèche toute influence contraire à cette gracieuse conception, sans se soucier de vaines formules diplomatiques ni des sentiments populaires.

Ces sentiments étaient particulièrement unanimes dans la région nord-est de Beyrouth. Les rudes montagnards du Meten, du Kesrouan et du Batroun avaient mené contre les Turco-Allemands une guerre d'acharnés partisans. Nos soldats, logés et nourris par les habitants qui se privaient ainsi pour eux du strict nécessaire — la famine durant encore — y furent reçus avec un délirant enthousiasme. Or, partout leur apparut la trame grossière du complot chérifien : à Bekfaya, on s'inquiétait moins des brigands qui interceptaient la route de Zahle que des menées du secrétaire particulier de Fayçal qui venait de parcourir la région et cherchait à y enrôler des soldats ; à Biskinta, le même personnage était passé en compagnie d'un officier britannique, avait distribué des cartes postales et des proclamations chérifiennes, et, très désireux d'embrigader des Maronites, leur avait promis une prime de sept livres (près de deux cents

francs) au lieu des cinq livres données aux autres recrues ; à Mezraat et à Meiruba, les armes du dépôt de Rayak avaient été vendues quatre à cinq piastres (1 fr. 50) ; à Hadeth, la propagande chérifienne s'exerçait au moyen de journaux et de brochures achetés à Tripoli (siège d'une division anglaise) ; à Bscherri, à Ehden, de nombreux soldats britanniques qui y passaient pour se rendre aux « Cèdres du Liban », ou de Baalbek à Tripoli, avaient répandu le bruit de l'établissement du Gouvernement chérifien en cette région, et certains « télégrammes » avaient « confirmé » la nouvelle ; à Amioun, village pourtant tout « orthodoxe », on dépeignait avec angoisse au commandant de notre colonne l'audace sans bornes des partisans de Fayçal ; le long de la côte, à Jebil, à Ghazir, à Jounié, on distribuait du blé au nom du chérif (entretenu par les subsides des Alliés), et l'on cherchait par ces largesses opportunes à contre-balancer l'effet de nos propres distributions. Tous redoutaient de tomber sous un joug inférieur à celui des Turcs.

Dans le sud, à Tyr et à Saïda, des affiches séditeuses réveillaient le fanatisme des Druzes et provoquaient des manifestations anti-françaises, alors que nos gouverneurs ne disposaient que d'une poignée d'hommes pour maintenir l'ordre. Dans le caza de Merdj Ayoun (1), refuge des pillards, nous rencontrions un peloton de cinquante cavaliers de l'« armée du Hedjaz », et au déjeuner offert à notre colonne par l'émir Mahmoud, certain cheikh, affectant d'ignorer qu'il se trouvait en terre française, ne cachait point son désir de voir nommer pour le caza un gouverneur chérifien. Des crêtes sur-

(1) Rive gauche du Litani.

plombant Saïda partirent, vers le milieu de novembre, des coups de fusil ; à Koukaba, des cavaliers injurièrent les Maronites, incarcérèrent des prêtres, frappèrent des femmes, entraînaient des paysans vers Hasbaya tout en vociférant contre la France ; à Nébatye, le 17 novembre, se tint une réunion chez un bey qui avait secrètement convoqué les chefs musulmans : ceux-ci étaient engagés, de la part de l'émir Fayçal, à se rendre à Beyrouth, et trois d'entre eux y partirent sans le laissez-passer obligatoire, déclarant qu'ils n'avaient point à se plier aux ordres des chrétiens ni des Français.

L'émir, d'ores et déjà considéré comme le seul chef légitime du Gouvernement syrien, s'efforçait de rallier ainsi à son drapeau multicolore — partout arboré, malgré les ordres du G. Q. G., en zone chérifienne — tout ce que ces « chiens de chrétiens » et de Français comptaient d'ennemis-nés. A la fin de 1918, l'audace des fanatiques alla jusqu'à placarder dans toute la ville de Beyrouth, et sur la porte même de notre état-major, un « dernier avis » incitant les Arabes à se réveiller et à se lever pour l'indépendance.

* * *

Que dire maintenant de ce qui se passa dans la zone chérifienne, et des brutalités dont y furent victimes les tenants de l'influence française ? Bornons-nous à quelques détails sur les foyers d'agitation de Damas et d'Alep.

A Damas, l'émir Abd-el-Kader avait formé un gouvernement avant l'arrivée des Alliés. Ses sympathies pour nous étaient trop notoires : il fut assassiné le lendemain du jour où, en présence de certain major, le gouverneur

chérifien avait décidé son arrestation. « Tu es Arabe, moi aussi ! avait-il osé dire à Fayçal les yeux dans les yeux ; de la race du Prophète, moi aussi ! D'une famille d'émirs, moi aussi !... » Le même gouverneur dénigrait, calomniait publiquement la conduite de nos soldats à Beyrouth, assimilant nos procédés à ceux du despotisme turc. Ses agents invitaient comminatoirement les Grecs catholiques — et francophiles — de la ville à se mêler au mouvement arabe et à déléguer des jeunes gens à Alep pour y escorter Fayçal.

C'est à Damas que siégeait la *Société de l'Indépendance arabe* — *Nadi el Arab* — présidée par Ali Riza Pacha Rikabi en personne. Son conseil central comprenait plusieurs des hauts fonctionnaires du gouvernement chérifien ; le réseau de ses comités jouait — et continue à jouer — un rôle politique de premier ordre, s'appliquant à nous susciter partout des embûches : dans la Beka, ses agents parcouraient la plaine, alléchaient les cultivateurs par des prêts de semences à rendre après la récolte et assuraient (comme dans le Liban) que des dépêches officielles avaient levé tous les doutes en faveur du chérif ; à Zahle, chez nous, ils affichaient dans la nuit du 3 décembre une proclamation exigeant le régime arabe ; à Beyrouth, leurs affidés, soutenus par d'autres émissaires venus du Caire, fondaient une filiale — appelée aussi *Société de l'Indépendance arabe* — où l'on vit, sous la présidence d'un authentique agent chérifien, des protestants unir leurs revendications à celles des musulmans pour les adresser, ainsi fusionnées, au Grand Quartier britannique... Cette propagande inspirait et soldait, sur ses fonds secrets, des journaux arabes contre lesquels notre censure était impuissante, alors que les Syriens

catholiques observaient l'interdiction formelle, absolue, de s'abstenir de toute polémique ; ajoutons qu'elle agissait et se ramifiait dans les pays étrangers, notamment aux Etats-Unis où le journal *le Syrien émigré* vantait l'attachement des Syriens américains à la puissance arabe, où la revue *Sciences et Arts* parut un jour portant d'un côté la photographie de S. M. le roi des Arabes, Hussein I^{er}, de l'autre le drapeau arabe ; où le président Wilson, enfin, recevait des messages lui certifiant les aspirations syriennes à l'autonomie, sous la domination arabe.

A Alep, ces menées aboutirent au massacre du 28 février, massacre dont il importe de bien préciser le caractère, l'opinion française n'en ayant été jusqu'ici que très insuffisamment saisie.

A la séance de la Chambre du 31 décembre, M. Stéphen Pichon avait déclaré toujours vivants nos « droits séculaires » en Syrie, au Liban, en Cilicie et en Palestine ; ces droits, résultant « de titres historiques, d'accords et de contrats », restaient acquis « par rapport à l'Angleterre et à nous » ; ils étaient d'ailleurs fondés « sur les aspirations et les vœux des populations qui depuis longtemps étaient nos clientes ». Ce ferme langage adoucit les inquiétudes de nos amis, mais excita la fureur des autres, et le *Nadi el Arab* décida d'en combattre l'effet — par tous les moyens.

L'activité de la société était extrême dans la région d'Alep. Groupant les fanatiques, les ambitieux, les pêcheurs en eau trouble et les naïfs, elle y avait fondé le *Club Arabe* — avec le journal *el Arab* pour organe — et elle poussait sa clientèle dans la voie de l'indépen-

dance absolue (1). Se reliant au mouvement jeune-turc nouvelle manière (2), il envoyait ses émissaires jusqu'à l'Euphrate pour y soulever l'insurrection des tribus nomades ; en Mésopotamie, circulait une sorte de « valise diplomatique » portant aux filiales du Nadi central les ordres d'Ali Riza Pacha Rikabi — ordres secrets, ceux-là, même pour les Anglais, — et Mossoul, Bagdad, Bassorah recevaient les visites de missionnaires politiques, pourvus d'or, dont nous pourrions citer les noms.

Le 23 février, à la suite d'une dépêche expédiée par le Nadi central, le Club alepin se réunit pour organiser une grande manifestation anti-française. Des personnages comme le président de la municipalité et un ex-gouverneur chérifien assistaient aux délibérations. On fixa au 28 février le meeting où seraient recueillies des signatures de protestation contre le discours de M. Pichon, et où l'on rédigerait, en ce sens, une sensationnelle dépêche. Le massacre n'était certes pas au programme, mais la clientèle du Club le jugea naturellement conforme à son esprit, et cela suffit d'autant plus à nous édifier que l'identité des massacreurs ne laissa aucun doute.

Ils opérèrent en plein jour, dans les *souks* très fréquentés qui avoisinent le consulat de France ; la porte même du consulat fut éclaboussée de sang. Les réfugiés arméniens qui affluaient en ce quartier où nous leur prodiguions nos secours étaient désignés à leurs coups soit en raison de leur religion et de leur singulière passivité en semblables circonstances, soit en raison de la protection spéciale que notre haut commissariat avait

(1) Sans en excepter, chose inattendue, la domination anglaise.

(2) Pour renouveler leur clientèle dans ces régions, les Jeunes-Turcs se sont en effet mués en apôtres des autonomies nationales.

étendue sur eux par l'entreprise du rapatriement. De nombreux témoins furent entendus qui affirmèrent avoir vu des soldats chérifiens, des gendarmes et des policiers municipaux se joindre aux bandits, les exciter et frapper eux-mêmes les victimes ; onze blessés confirmèrent formellement le fait — public — qu'ils avaient été ainsi frappés par les agents de l'autorité. Les cent cinquante à deux cents blessés et les quarante-huit cadavres qui furent examinés minutieusement par un médecin enquêteur présentaient d'ailleurs pour la plupart des plaies produites par des armes de guerre (fusils Mauser). Mais les personnalités chrétiennes qui osèrent dans la suite accuser les assassins officiels ne purent obtenir contre eux aucune sanction ; on arrêta même et on emprisonna, pour leur fermer la bouche, plusieurs des témoins accusateurs.

Cette façon de pétitionner, cette méthode de combattre — par la terreur — tout ce qui se rattache à l'influence française rappellent, on le voit, les atrocités germaniques. Hâtons-nous d'ajouter qu'elles soulèvent la réprobation des musulmans pour qui la France incarne toujours la justice désintéressée et qui savent distinguer l'indépendance de l'anarchie. Nous eûmes personnellement l'occasion de nous en rendre compte au mois d'avril chez un notable d'Alep qui, dans son antique demeure, avait réuni, pour nous tenir compagnie, parents et amis, et parmi eux un haut magistrat, un professeur éminent de grande école arabe, divers fonctionnaires très au courant de ce qui se passait au sein du gouvernement ; tandis que nous étions accroupis, sur des tabourets de paille, autour du vaste plateau de cuivre chargé de mets succulents, ils nous parlèrent à cœur ouvert de

l'état d'esprit de la société musulmane, et cette conversation peut se résumer ainsi : mépris croissant pour le « gouvernement » chérifien, convaincu d'incapacité, de servilité — sous le masque de l'indépendance — et devenu la proie d'énergumènes ou de bandits comme ceux du 18 février ; même expurgé, ce gouvernement, d'essence bédouine, représentait d'ailleurs à leurs yeux une race par trop inférieure, ou trop près encore de la barbarie, pour s'imposer à l'aristocratie alepine, arrivée depuis longtemps à une riche civilisation ; par contre, respect croissant pour la France, étincelante de gloire militaire, et tendance à accepter la protection d'un noble peuple qui a su gagner le cœur des musulmans d'Afrique, n'a point pour l'indigène le mépris foncier gardé par d'autres et assurerait en Syrie l'ordre, la sécurité et la liberté. Le bon sens de ces musulmans éclairés déjouait ainsi les manœuvres des agitateurs qui nous représentaient, vis-à-vis de leurs coreligionnaires, comme les tenants d'un athéisme résolu à déclarer la guerre à l'Islam, tandis que vis-à-vis des orthodoxes et autres dissidents, ils nous dépeignaient comme les protecteurs exclusifs des Maronites, vis-à-vis de tous comme de stériles politiciens prêts à livrer le Levant à des fonctionnaires tracassiers et à des soldats brutaux.

« Je ne suis qu'un Bédouin, aurait dit l'émir Fayçal en abordant M. Clemenceau, un Bédouin errant du désert, qui vient vous parler avec son cœur. » Nous avons appris ce que ce cœur renfermait à notre égard : une hostilité profonde et sans scrupules ; à l'égard des Alliés en général, un « nationalisme » arabe qui, en son essence, en ses procédés, en ses intelligences, est le frère, le demi-frère puiné du nationalisme Jeune-Turc.

Dès 1919, le mouvement de l'Indépendance arabe se mêle à celui que les « Unionistes » persistent à conduire, et il ne saurait aboutir qu'aux régressions du plus violent fanatisme.

L'intérêt même de la Syrie exige que nous la sauvagardions d'un tel péril; que, d'accord avec nos Alliés, nous fassions prévaloir — sur l'illégitime et vaine ambition d'un fils du désert — les droits supérieurs de l'humanité.

CHAPITRE IX

Occupation d'Alexandrette et d'Antioche

(Novembre 1918 — Janvier 1919)

SOMMAIRE

Les forces turques encore en Syrie à la fin d'octobre. — Atermolements britanniques (18 octobre-10 novembre). — Nos marins à Alexandrette (10 novembre). — Débarquement des tirailleurs (14 novembre). — Les Jeunes-Turcs quittent Antioche où nous arrivons le 7 décembre. — Résistances chérifiennes : le brigandage à Antioche. — Les Chérifiens se retirent (9 janvier).

Les hostilités entre les Alliés et la Turquie n'avaient cessé que le 31 octobre, à midi.

Le 18 octobre, le Gouvernement français nous avait autorisés à occuper Alexandrette, après entente avec le général Allenby, par des troupes qui seraient mises à la disposition de l'amiral Varney. A cette date, les troupes britanniques n'avaient guère dépassé Tripoli et Hama. Deux armées turques (groupe Yildérim) occupaient le nord de la Syrie : la VII^e armée, à Alep, avec les divisions A (vallée de l'Afrin-Su), B (nord-ouest d'Alep) et C (nord-est d'Alep), barrant la voie ferrée du Bagdad et les routes d'Islahieh, d'Aintab et de Birijek ; la II^e armée (Adana), avec le XII^e corps d'armée (Cilicie) et la 41^e division (Alexandrette).

Il est vrai que ces formations n'étaient estimées : la VII^e armée, qu'à 8.000 fusils ; la II^e armée, qu'à 3.000 fusils.

Alep fut occupé le 26 octobre par le Corps monté du

désert, peu de temps après le départ du maréchal allemand Liman von Sanders.

Dans la région d'Alexandrette, la 41^e division turque comptait trois bataillons (1), au total 600 fusils, plus un détachement allemand de 300 fusils. Le col de Beylan, qui fait seul communiquer, à travers la chaîne de l'Amanus, la plaine d'Antioche-Katma avec l'étroite plaine côtière d'Alexandrette, était défendu par des tranchées et des mitrailleuses. Quatre mille déserteurs ou brigands, armés de mausers, parcouraient en outre la montagne.

Ajoutons tout de suite que, sans se soucier des conventions qui nous réservaient cette zone, les Chérifiens avaient occupé Latakieh et Antioche : un télégramme de la Division navale de Syrie du 30 octobre annonça que, « après avoir chassé les Turcs d'Antioche et fait justice des pillards », ils s'avançaient avec trois mille volontaires arabes sur Beylan et Alexandrette.

Cette précipitation nous commandait d'agir vite, sous peine de voir nos droits et notre prestige compromis par ceux des premiers occupants. Seulement, nous avions à compter avec le commandement britannique, et si nous apportons ici un luxe particulier de détails, c'est qu'il nous paraît utile de préciser à quel point nos alliés pouvaient rendre difficile à leurs « subordonnés » la sauvegarde des intérêts français.

Dès le 19 octobre, une note du 21^e corps approuva la mise à la disposition de l'amiral Varney de 2 compagnies de tirailleurs et de 2 sections de mitrailleuses dont il prévoyait l'embarquement pour le 20 octobre. Mais,

(1) Un du 131^e régiment, un du 132^e régiment et le 538^e bataillon de défense des côtes.

pour diverses raisons, dont toutes ne furent sans doute pas d'ordre militaire, le commandement anglais allait différer l'ordre de départ durant plusieurs semaines : il fallait laisser à la cavalerie britannique opérant vers Alep le temps de venir coopérer à l'action ; notre détachement, porté d'ailleurs à un bataillon (le 9^e bataillon du 2^e tirailleurs), était jugé bien faible pour prendre aisément une ville défendue par 900 fusils turco-allemands ; il valait mieux laisser l'ennemi achever sa désagrégation ; le golfe d'Alexandrette était au surplus un champ de mines où pourraient sauter nos transports ; enfin l'armistice, imminent, allait sans doute rendre superflue une opération de vive force.

Prêt le 25 octobre (1), le détachement expéditionnaire resta à Beyrouth, dans l'expectative. Le général Bulfin, commandant le XXI^e Corps, laissa entendre qu'il désirait attendre les ordres du Grand Quartier anglais.

Il fallait assurer le transport par ses propres moyens : le général Hamelin spécifia aussitôt que la division navale française y pourvoierait, dût-elle laisser à quai, pour être enlevés le lendemain de l'embarquement, les chevaux et voitures qui ne pourraient être transportés en même temps que les troupes.

Le Corps d'armée admit la chose et, le 4 novembre, fixa définitivement la composition du détachement : un bataillon d'infanterie, une section de mitrailleuses, un détachement de cavalerie, un détachement du génie, un détachement médical. Un détachement de la compagnie de « signals » du 21^e corps dirigerait en outre le bureau télégraphique d'Alexandrette où les Anglais

(1) Ordre préparatoire n^o 76. Une demi-batterie de montagne était ajoutée au bataillon d'infanterie.



La ville de Zahleh, au pied du Liban. — Au premier plan, la plaine de la Béka

allaient installer un poste de T. S. F. Nos troupes, arrivées à Alexandrette, resteraient sous les ordres du général Hamelin ; elles s'embarqueraient à Beyrouth, sur des vaisseaux désignés par l'amiral Varney, à une date qui serait fixée plus tard... Toutefois, le même jour, le 21^e corps annonça comme probable la date du 6 novembre, et le général Hamelin, d'accord avec l'amiral, fixa au lendemain 5 novembre l'embarquement des éléments de transport sur les croiseurs *Du Chayla*, *Lavoisier* et *Saint-Briec*, les torpilleurs *Carabinier*, *Aspirant-Herbert* et *Voltigeur*.

L'armistice étant intervenu le 31 octobre, l'opération se réduisait maintenant à un simple transport de personnel.

Tout semblait donc réglé lorsque le général Hamelin quitta Beyrouth, le 5 novembre, pour aller rendre visite, en Palestine, au général en chef.

Or, le 5 novembre, un message du Grand-Quartier annonçait que, sur les démarches du commodore Fitz Maurice, des instructions avaient été demandées au War Office au sujet de la ligne de conduite à suivre à Alexandrette ; le débarquement n'aurait pas lieu avant réception de ces instructions.

L'ajournement pouvait s'expliquer par les dispositions belliqueuses du gouverneur turc d'Alexandrette. Le 3 novembre, un contre-torpilleur français nous avait appris par message de T. S. F. que ce gouverneur prétendait ignorer l'armistice et en référer d'abord à Constantinople ; des parlementaires anglais, venus d'Alep, n'avaient pu en obtenir d'autre réponse. Londres consulté ordonna, le 7 novembre, à l'amiral Calthorpe d'informer le Gouvernement turc que les clauses de l'armistice

exigeaient la reddition d'Alexandrette ; qu'en conséquence le gouverneur de la ville serait avisé qu'elle serait bombardée par la flotte si elle n'était pas livrée trois jours après le moment où la sommation britannique aurait été connue à Constantinople.

De Lattakieh, où nous avions maintenant un gouverneur français, nous étions avisés le même jour qu'un millier de cavaliers et de fantassins turcs, occupant toujours Antioche, jetaient l'émoi dans Latakieh. Le général Bulfin demandait au Grand Quartier d'y envoyer des contingents du Corps monté du désert.

Quel serait donc le concours des troupes françaises ? Et voulait-on avant tout qu'elles n'arrivassent à Alexandrette qu'une fois la ville en possession des troupes britanniques ?...

Un message du Grand Quartier du 9 novembre termina cette longue série d'atermoiements : notre bataillon débarquerait le 12 à Alexandrette, au besoin de force, et le 21^e corps n'avait plus qu'à s'entendre à ce sujet avec l'amiral Varney.

Le 10, on put craindre un nouvel obstacle : le 21^e corps nous informa en effet que le détachement n'embarquerait pas avant que l'amiral anglais eût rendu compte que tout danger de mines, pour le transport des troupes, eût été écarté. Mais quelques heures après on voulut bien laisser ce soin à l'amiral Varney qui se porta carrément garant de la sécurité de l'opération et permit ainsi au 21^e corps de fixer l'embarquement au 12 novembre (au lieu du 11).

Nos marins avaient déjà prouvé, au surplus, l'exactitude de l'affirmation de l'amiral : le 10 au matin, le *Coutelas* avait opéré un débarquement à Alexandrette au milieu de l'enthousiasme de la population ; les dra-

peaux français et anglais avaient été hissés sur les consulats alliés, et le *Coutelas* avait tiré une salve d'honneur de 21 coups de canon ; la garnison turque devait avoir évacué la place à midi, sur la demande du gouverneur civil (1). Le 21^e corps ne put qu'ordonner le retrait des drapeaux nationaux, leur déploiement étant en effet contraire aux décisions d'octobre.

* * *

Bâtie au milieu de marécages, sur une bande de terrain qui ne communique avec l'intérieur que par les Portes de Cilicie (2) et le col très élevé de Beylan, Alexandrette ne doit son importance qu'à son port : les 50 kilomètres qui le séparent de l'entrée du golfe y amortissent le choc des tempêtes ; les navires y trouvent des fonds de 12 à 15 mètres à un mille du rivage, et les travaux commencés par les Allemands en 1912 permettront, si on les achève, d'accoster par 7 à 9 mètres d'eau. Le tronçon de la voie ferrée (alors privé de rails) venu de Toprak Kaleh fait de ce port le premier débouché maritime du Bagdad ; et c'est par lui que passerait la voie la plus courte, et la plus facile, d'Adana à Alep, de Constantinople à l'Euphrate, si un tunnel percé sous le col de Beylan permettait d'en éviter les fortes pentes, ou si la ligne contournant au Sud-Est le promontoire du Djebel Moussa allait remonter par Sueidié et Antioche la fertile plaine de l'Afrin-Su. Il était donc heureux de voir les armes françaises en prendre possession.

(1) Des piquets anglais avaient été débarqués en même temps que des piquets français.

(2) Celles qui avoisinent Payas.

Le débarquement du 14 novembre s'opéra, selon les prévisions, sans difficultés. La population, qui comptait 4.500 chrétiens, 3.000 Ansariés et 500 juifs, sur 12.000 à 13.000 habitants, était portée à nous accueillir comme des libérateurs. Elle craignait seulement un retour offensif des Turcs dont les avant-postes se maintenaient à 7 kilomètres au Nord et qui occupaient encore Payas, Deurtyol et Beylan. Le seul incident notable fut l'arrestation et l'expulsion du *kaimakam* (gouverneur turc) : le 10 novembre, lors du débarquement des marins, ce personnage n'avait pris aucune mesure pour arrêter le pillage des magasins à blé ; le capitaine de corvette Beauregard, commandant du *Coutelas*, l'avait alors destitué et expédié sur Payas, avec le capitaine du port. Comptant sur la faiblesse de la garnison française (27 marins), tous deux étaient revenus à Alexandrette pour y fomenter des troubles ; arrêtés à 21 heures par deux de nos officiers, ils furent amenés au capitaine Mathiot, commandant du détachement, qui avait débarqué dans la journée ; on leur lia les mains et on les emprisonna. Le 15, le chalutier *Vulcain* les reconduisait sur la côte de Payas. Ils parurent d'ailleurs très satisfaits de s'en être tirés à pareil compte, et les craintes des habitants furent calmées.

Le capitaine Mathiot était à la fois commandant des troupes et gouverneur du caza d'Alexandrette. Selon les directives du général Hamelin et en liaison avec les stationnaires de la division navale, il devait assurer la garde du port et de la ville et pousser des reconnaissances jusqu'à Payas et Beylan. Sous l'autorité de l'administrateur en chef de la zone Nord, il avait à organiser et à contrôler l'administration locale : dès le 19 novembre, ses officiers en dirigeaient les divers services.

*
* *
*

Le 28 novembre, arriva à Alexandrette Ibrahim Moujaid Bey, procureur d'Antioche. Il annonça que cette ville était tenue par 200 soldats chérifiens, dont 25 cavaliers, sans cohésion. L'ordre s'y maintenait difficilement. Les membres du « Comité Union et Progrès » l'avaient quittée : le chef du Comité, Racim Effendi, y était encore, mais ne sortait plus de chez lui, terrorisé par les menaces de représailles ; le kaimakam, craignant pour sa vie, le président du tribunal Souad Bey, le juge d'instruction Scheffi Effendi avaient fui à Alep. Ibrahim Bey représentait le chérif à Antioche, mais allait partir pour un autre poste.

Ibrahim Moujaid, d'origine algérienne, venait à Alexandrette chercher les Français. Pour achever l'occupation et la pacification de la Syrie du Nord, pour assurer nos liaisons terrestres entre Alexandrette et Latakieh (1), l'occupation d'Antioche s'imposait.

Or, le 28 novembre, un télégramme du 21^e corps nous interdisait cette occupation ; il fallait attendre du Grand Quartier des ordres, qui arrivèrent heureusement le 3 décembre.

Une compagnie de la légion d'Orient et une section de mitrailleuses du 9^e bataillon de tirailleurs parvinrent le 7 à Antioche où les troupes chérifiennes attendaient de leur gouvernement l'ordre de se retirer et où les notables arabes favorables à l'influence chérifienne se montrèrent

(1) Nous avons maintenant à Latakieh une garnison composée d'une section de légionnaires syriens venus le 7 novembre de l'île de Rouad et d'un peloton de spahis venu de Beyrouth.

« très étonnés de l'occupation française *ou plutôt arménienne* ». Le commandement anglais s'en émut aussi : dès le 7 décembre, la 5^e division de cavalerie télégraphia qu'en raison de l'animosité entre musulmans d'Antioche et Arméniens des troubles étaient à prévoir. Pour les éviter, une section de tirailleurs releva, le 10, les légionnaires dont l'impétueux esprit de vengeance ne permettait guère en effet d'assurer l'ordre en cette région. Restait à obtenir le retrait des Chérifiens.

Le 21^e corps avait demandé, le 8 décembre, à la 5^e division de cavalerie d'intervenir auprès du Gouvernement chérifien pour faire exécuter les ordres du Grand Quartier. Le 11, l'administrateur en chef (chérifien) de la zone Est télégraphiait de retirer d'urgence toutes les troupes du caza d'Antioche. La situation était d'ailleurs assez trouble : selon un télégramme du kaimakam de Rihanié, alors chef-lieu du caza voisin d'Harim, des brigands terrorisaient les villages de la région montagneuse située au nord-est d'Antioche; dix villageois avaient déjà été tués, et les habitants se mettaient en état de défense contre les bandits. Un régiment de la division devait être dirigé de ce côté pour y rétablir le calme.

Était-ce parmi les brigands que les Chérifiens d'Antioche levaient des recrues? Loin d'évacuer la ville, ils distribuaient en effet des armes de guerre dans le bas peuple, et ils se trouvaient, le 13 décembre, 400 guerriers, au lieu de 150 à l'arrivée de nos troupes. Ils prétendaient encore ignorer que le caza était rattaché au sandjak d'Alexandrette, zone nord. Et cette ignorance paraissait subsister en haut lieu, puisque Ibrahim Tanous Bey, représentant du chérif, arriva le 20 décembre à Antioche, en *tournée d'inspection*.

Sur nos sollicitations, le Grand Quartier fit ordonner à Tanous Bey de quitter immédiatement la zone Nord ; à Chukri Pacha, gouverneur d'Alep, de ne plus s'occuper de cette zone ; aux soldats chérifiens d'Antioche, d'évacuer la ville avant le 10 janvier, à minuit.

L'évacuation fut achevée à cette date, et les cazas d'Antioche et d'Harim, sous la vigoureuse et habile impulsion de nos jeunes gouverneurs militaires, s'habituerent bientôt à attendre de la France protectrice la paix et la prospérité.

CHAPITRE X

La Légion d'Orient et la Légion Arménienne

Indiscipline des soldats Arméniens.
(Novembre 1918-Janvier 1919)

SOMMAIRE

Origine de la légion. — Le soldat arménien. — L'échauffourée de Beyrouth (18 novembre). — Les quatre bataillons arméniens. — Embarquement des 1^{er} et 4^e bataillons pour Alexandrette. — Premiers « actes de terrorisme » (novembre-décembre). — Le conciliabule musulman d'Ojakli (29 décembre). — Les troubles de Deurtyol (janvier). — L'épuration nécessaire. — Développement du banditisme : expédition des tirailleurs à Arab Deresi.

Créée en novembre 1916 « pour combattre contre la Turquie » et organisée à Chypre par l'éminent colonel Romieu (1), la *Légion d'Orient* — divisée à la fin de 1918 en *Légion Arménienne* et en *Légion Syrienne* — comprenait des éléments fort hétérogènes : expatriés revenus d'Amérique, anciens soldats turcs faits prisonniers et recrutés dans les camps d'Égypte, « alaouites » de la région d'Alexandrette, Arabes réfugiés envoyés d'un peu partout par leurs comités, exilés et miséreux recueillis par nous à Damas.

Peut-être les bataillons ainsi composés auraient-ils pu rivaliser avec la *Légion Étrangère* s'ils avaient été fortement encadrés et longuement façonnés à notre discipline militaire ; mais entre nos officiers et sous-

(1) Se reporter au Chapitre III.

officiers et leurs « auxiliaires » resta dressée une double barrière : celle de la langue, empêchant le contact moral, et celle de l'esprit arménien, opposé au nôtre.

Certes l'Arménien tel que nous l'avons pratiqué à la légion, possédait-il des qualités précieuses pour un soldat : intelligent, instruit, occupant souvent dans la vie civile une solide situation, il paraissait apte à un rapide dressage ; amoureux du maniement des armes et des exercices guerriers, il était fier de son uniforme ; volontaire et impatient de se rencontrer avec les Turcs, il l'emportait à cet égard sur le pacifique Syrien ; mais, après d'heureux débuts, ces qualités et ces énergies se trouvèrent dominées par de sauvages passions, gâtées par une discipline singulièrement inconsciente des obligations militaires. Passions et indiscipline perfidement excitées et exploitées par les pires ennemis des Arméniens : nous aurons grand soin de le montrer et de faire valoir, en faveur de nos légionnaires, toutes les circonstances atténuantes.

Aussi bien, nul ne songeait à nier les terribles comptes dus par les bourreaux turcs à la nation arménienne ; la victoire des Alliés, en amenant les légionnaires en Asie-Mineure, allait précisément leur permettre d'y assurer la revanche, trop tardive, de la civilisation occidentale : ils devenaient eux-mêmes, sous notre drapeau, les soldats de la Justice. Mais, en vérité, ils parurent étrangers aux principes de cette civilisation, aux règles de cette justice.

La vengeance prima tout à leurs yeux ; d'opprimés, ils espèrent devenir oppresseurs ; et comme chacun avait des représailles de famille à exercer, chacun cherchait à se faire justice à soi-même.

A cet individualisme farouche s'alliait une solidarité de race sans limites : tous avaient à venger les crimes ou les violences dont chacun avait souffert.

Enfin, chez le légionnaire, l'Arménien l'emporta d'autant plus sur le soldat que des influences extérieures continuèrent à régler sa conduite : l'*Union Nationale arménienne* et ses comités dirigeaient politiquement la légion et certains personnages, religieux ou laïcs, lui transmettaient ou, de leur propre autorité, lui imposaient des mots d'ordre. On vit des gradés inférieurs, voire de simples soldats à la langue exercée, discuter les décisions de nos officiers, et au besoin les contrecarrer. Dans les unités, se tenaient de petits « soviets » qui arrivaient à paralyser le commandement et finirent par le discréditer. Lorsque nous eûmes à réprimer les désordres incessants qu'une telle anarchie fit éclater à Alexandrette et en Cilicie, les légionnaires en conçurent en effet une vive irritation : n'avaient-ils pas le droit de rendre aux Turcs œil pour œil, dent pour dent ? Et puisque nous nous efforcions de les tenir en laisse, au lieu de les lancer à la curée, ne devenions-nous pas les complices de leurs mortels ennemis ? Ils étaient venus à nous moins par amour de la France que par haine du Turc : cette haine inassouvie engendra à notre égard une rancune qui acheva de gâter le fruit de tous nos efforts.

En France, l'opinion publique a été singulièrement trompée sur ces tristes vérités : il nous a paru d'autant plus indispensable de redresser son erreur que cette erreur « généreuse » pourrait avoir, au point de vue de la politique orientale, de très fâcheuses conséquences.

*
* *

L'envoi des bataillons arméniens de Beyrouth à Alexandrette fut décidé à la suite de l'échauffourée du 18 novembre, lendemain du jour de l'arrivée de l'émir Fayçal à Beyrouth.

Des discussions s'étaient élevées, place des Canons, entre légionnaires et commerçants qui refusaient d'accepter en paiement les billets français (1). Au bureau de tabac du *Café de l'Europe*, la dispute s'envenima : un policier, ayant pris brutalement parti pour le marchand, fut aussitôt entouré et bousculé par une bande de soldats arrivés à la rescousse. D'autres policiers municipaux et des gendarmes à cheval survinrent au bruit des coups de feu qui, déjà, avaient éclaté ; ils tirèrent eux-mêmes soit en l'air, soit sur les soldats ; un commissaire de police et un gendarme furent d'ailleurs tués sur place. Le poste de garde du Vieux-Sénil, commandé par un sergent arménien, était arrivé ; malgré les ordres de son chef, cette troupe répondit par quelques coups de feu à ceux qu'elle recevait. Deux officiers de gendarmerie indigène se laissèrent également aller à se servir de leurs armes. Il y eut au total : 4 tués (dont 3 gendarmes) et 16 blessés (dont 4 légionnaires et 2 civils).

La bagarre n'avait en elle-même qu'une importance relative ; en Orient, la poudre, très sèche, y parle avec une extrême facilité ; on se sert des armes qu'on tient beaucoup à porter sur soi, non pour tuer, mais pour faire du bruit ; on tire en l'air, et ce sont les maladroits qui

(1) Le cours du billet de banque français ne fut point admis dans la zone Nord pourtant française.

versent le sang. Quatre tués pour des milliers de cartouches tirées au sein d'une foule compacte et furieuse, ce chiffre suffit, d'ailleurs, à prouver qu'aucun massacre n'avait été organisé ni voulu. L'hostilité entre des hommes de races différentes habitués de longue date à s'entre-déchirer n'en avait pas moins éclaté. « Les soldats, rapporte un témoin compétent au sujet des premiers coups échangés dans le bureau de tabac, désireux de taper sur l'homme (le policier) en qui ils ne voyaient qu'un *ennemi de leur religion*, se mirent également de la partie ». Tel était le nœud de la question. L'animosité entre les contingents arméniens et les éléments musulmans gagnait la population chrétienne elle-même que mécontentait le maintien de la police et de la gendarmerie musulmanes. Nous risquions ainsi de pires désordres.

Au surplus, quel emploi militaire pouvions-nous faire en Syrie de la Légion d'Orient ? L'utiliser pour les colonnes mobiles ou les garnisons de sûreté, c'était, comme pour la garde de la ville de Beyrouth, mettre en contact, avec les populations musulmanes, les représentants d'une nationalité exécrée et animée de désirs de vengeance ; c'était provoquer les incidents et, en tous cas, nous aliéner à jamais la sympathie des éléments musulmans qui pensaient qu'après être accourus en 1860 pour les refouler au profit des Maronites, nous venions aujourd'hui les subjuguier avec des soldats choisis parmi les populations qu'ils avaient persécutées.

Il fallait donc retirer la légion de la Syrie Centrale et la diriger vers son théâtre naturel d'opérations : la Syrie du Nord.

La légion d'Orient comprenait alors quatre bataillons arméniens, un peloton de 37 et une compagnie de génie

en formation : soit 50 officiers et 3.660 hommes (dont 288 Français). Il y avait en outre 8 officiers et 700 hommes au dépôt de Chypre, et, dans les 21^e et 23^e compagnies syriennes destinées à rester en Syrie, 5 officiers et 546 hommes. Au total, 63 officiers (dont 54 présents), alors que les cadres en comportaient réglementairement 96 ; 4.912 hommes, dont 4.298 présents (1).

Le 4^e bataillon se composait d'éléments recrutés à Damas, depuis le 12 octobre, par les soins de notre officier de liaison près le gouverneur chérifien (2).

750 volontaires arméniens, — anciens prisonniers turcs, expatriés, faméliques, — étaient ainsi arrivés à Beyrouth le 31 octobre dans le plus misérable état, et constitués en 10^e compagnie. Cette unité ne put avoir, durant plusieurs semaines, pour tout cadre, qu'un seul officier et 4 sergents chefs de section, de près de 200 hommes chacune. Il s'y ajouta, le 2 décembre, 86 nouveaux volontaires recrutés à Damas, dans les mêmes conditions. Les excédents de la 10^e compagnie devaient former avec les 700 hommes, également non instruits, du dépôt de Chypre, les 11^e, 12^e et 13^e compagnies ; on aurait ainsi un nouveau bataillon (3) dont le vice d'origine ne tarderait pas à éclater. — Nous étions malheureusement réduits à faire flèche de tout bois.

* * *

Le 15 novembre, le général Hamelin avait averti le ministre de la Guerre de ses projets : il avait demandé

(1) Chiffres fournis à la date du 10 décembre.

(2) L'officier interprète Mercier.

(3) Le 4^e bataillon s'annexerait en outre la 21^e compagnie arménienne de Castellorizo.

au 21^e corps d'autoriser le transfert progressif en Cilicie de la Légion et du dépôt de Chypre. Il proposait au ministre de les débarquer successivement à Alexandrette, pour les pousser ensuite à Toprak-Kale, à Adana, et jusqu'au Taurus.

Les 20 et 21 novembre, sans attendre la réponse de Paris (réponse qui ne vint jamais), le général Hamelin, muni de l'autorisation du général en chef, ordonna l'embarquement sur *le Saint-Brieuc* de l'état-major et des deux premières compagnies du 1^{er} bataillon. Leur départ eut lieu le 21. Les autres compagnies devaient suivre ; mais le mouvement fut interrompu faute de moyens de transports français : *le Saint-Brieuc* était en effet enlevé à la division navale, et le ravitaillement par mer d'Alexandrette, de Latakieh et de Tripoli n'était même plus assuré. La semaine suivante, le croiseur *Lavoisier* permit cependant de compléter l'envoi du 1^{er} bataillon à Alexandrette. Le 7 décembre *le Saint-Brieuc*, rendu à la division navale, y débarqua encore une compagnie et demie du 3^e bataillon.

Il fallut avoir recours aux vaisseaux britanniques pour enlever le reste de la Légion. Le commandement anglais mit à notre disposition, de très bonne grâce — comme en maintes autres circonstances — les vaisseaux nécessaires. Les 14 et 16 décembre, les troupes s'embarquèrent sur *le Tagus*, à destination d'Alexandrette ; sur *le Camberra*, à destination de Mersine, et sur *l'Ekaterinoslaw* qui, après avoir touché Alexandrette, irait débarquer à Mersine les éléments des 2^e et 3^e bataillons.

Il ne s'agissait plus en effet de débarquer la Légion entière à Alexandrette, où devait seul rester le 4^e bataillon, mais de la répartir sans tarder dans toute la

Cilicie. Laissant de côté, pour l'instant, le rôle qu'elle allait jouer en Cilicie, nous allons nous borner à ses vicissitudes dans la région d'Alexandrette.

* *

Dès le 30 novembre, le gouverneur d'Alexandrette avait signalé les « actes de terrorisme » commis à l'égard de la population musulmane par la Légion qui « procédait à des arrestations sous le prétexte de délivrer les femmes opprimées ». Le général avait aussitôt prescrit contre les coupables les mesures les plus rigoureuses. Des Arméniennes restées, comme servantes ou épouses, au service des Turcs, avaient été en effet délivrées de gré ou de force ; beaucoup d'autres étaient sur le point de l'être. D'autre part, sur les 2.000 Arméniens que comptait la ville avant la guerre, presque tous avaient été déportés, et leurs biens se trouvaient en possession de Turcs, d'Arabes ou de Syriens : les Arméniens, de retour comme soldats ou comme habitants, étaient naturellement portés à les expulser. On admit le principe des « compensations pécuniaires » à accorder, pour les loyers payés d'avance et la mise en valeur des immeubles et des terrains, aux détenteurs actuels ; quant à la situation des femmes, l'administrateur du sandjak fut simplement invité à étudier, de concert avec le commandement local, les mesures les plus propres au maintien de l'ordre.

A Beylan, la situation était particulièrement tendue : le quartier arménien y avait été complètement détruit, et il ne restait plus en ville que des Turcs. Le 12 décembre, deux légionnaires de la garnison se mirent en devoir de délivrer une jeune Arménienne ; l'adjutant,

chef du détachement de la Légion, les fit incarcérer, ce qui souleva les protestations de la section arménienne, dont tous les hommes se déclarèrent solidaires et refusèrent nettement de marcher. Sept jours auparavant, on avait trouvé, à 20 minutes au nord-est de Beylan, le cadavre d'un indigène assassiné à coups de fusil et de baïonnette : l'enquête n'établit point l'identité du meurtrier, mais permit de croire que c'était bien un légionnaire. La section arménienne fut relevée par une section de tirailleurs, les habitants réclamant avec instance « des Français de chez nous ».

Le commandement turc éleva le 16 décembre, au sujet de notre garnison de Deurtyol, de vives protestations : 400 déserteurs arméniens avaient, disait-il, envahi la localité, pénétré de force dans les maisons, pillé, et chassé la gendarmerie locale. Mêmes protestations de la part du Gouvernement turc qui se plaignit au haut commissaire anglais à Constantinople de ce que les Arméniens eussent cambriolé et dévalisé les maisons de l'ex-kaimakam et d'un ancien employé de la Dette publique. Mais ce n'était là que le début d'une campagne de fausses nouvelles : la plupart des gendarmes de Deurtyol s'étaient enfuis, le 11 décembre, dès l'approche de nos troupes, abandonnant la garde de la prison civile ; les autres avaient gagné Erzin le 12 décembre sur l'ordre du kaimakam lui-même ; loin de les chasser, notre chef de détachement les avait envoyé chercher, mais ils étaient partis à Adana par crainte des légionnaires qui voudraient, pensaient-ils, se venger des actes de violence jadis commis contre les Arméniens. Les habitants du pied des montagnes de Payas signalaient des vols commis par des groupes de déserteurs, turcs et armé-



Les Allemands triomphent sur le Taurus (1918).

niens, de l'armée turque : ces déserteurs, que nos patrouilles pourchassaient, étaient confondus avec nos légionnaires. Quant à ces derniers, ils avaient bien dérobé, avec l'aide de civils, certains objets appartenant à des possesseurs de maisons arméniennes ; mais ces « reprises » étaient peu de chose et les notabilités de Deurtyol avaient témoigné leur satisfaction du changement de régime.

En résumé, l'indiscipline des légionnaires se bornait jusque-là à des actes individuels et à une excitation qui paraissait pouvoir encore être contenue. Le général Hamelin, alors en tournée à Alexandrette, prit alors lui-même la parole devant tous nos détachements, exhorta longuement les légionnaires, sous peine de rappel en Syrie, à se conduire en soldats français et non en soldats turcs, quelque excuse qu'ils eussent à les imiter, à faire eux-mêmes la police entre eux, pour l'honneur même de la Légion. Ils parurent touchés et convaincus.

On voit que le général manquait de préventions à l'égard des soldats arméniens. Prévoyant d'ailleurs un plus sombre avenir, et très frappé du fait que tous les fonctionnaires et notables musulmans demandaient instamment le remplacement des troupes arméniennes par des troupes françaises, il estimait nécessaire de témoigner notre impartialité en satisfaisant cet unanime désir, seule solution susceptible d'apporter le calme en ces régions ; il fallait dès lors, pensait-il, prévoir l'utilisation de la Légion d'Orient dans la région de Marash et en Arménie.

Les passions, malheureusement, ne pouvaient plus être contenues

* * *

Au cours de la nuit du 29 au 30 décembre, l'ex-kaimakam de Deurtyol avait présidé à Ojakli (1) une réunion clandestine ayant pour objet d'armer la jeunesse turque des environs de Deurtyol, et de constituer ainsi une gendarmerie qui tiendrait tête à la population arménienne de Deurtyol, s'opposerait à l'occupation militaire et créerait des incidents. Des armes seraient demandées à cet effet aux autorités ottomanes dans les mêmes conditions qu'à Osmanié, où le mouktar et ses employés avaient distribué, du 23 au 26 décembre, quatre cents fusils et des munitions envoyés d'Adana par voie ferrée. On citait les noms des meneurs politiques, meneurs qui avaient disparu de la région lorsqu'éclatèrent à Deurtyol et dans les localités voisines les bagarres sanglantes du 1^{er} janvier et des jours suivants.

Le 1^{er} janvier, quatre légionnaires se trouvaient sans permission, mais sans armes, à Euzerli (2), lorsqu'ils y furent assaillis et blessés par des civils turcs munis de gourdins. Aucune provocation ne paraît, d'ailleurs, avoir justifié l'agression.

Dès que les légionnaires de Deurtyol apprirent que leurs camarades avaient été ainsi attaqués par des Turcs, ils voulurent partir en armes pour les venger. Avant que leurs officiers eussent eu le temps de les calmer et de les arrêter, treize d'entre eux, conduits par trois exaltés, s'étaient déjà échappés ; deux autres forcèrent ensuite la consigne pour les rejoindre.

(1) Deux kilomètres nord de Deurtyol.

(2) 1.500 mètres de Deurtyol.

Ces quinze hommes se rendirent à Karakilisse où ils tuèrent six indigènes à coups de fusil, un septième à coups de baïonnette. Le soir, les quinze hommes étaient de retour au quartier.

Deux témoins civils seulement purent être entendus : l'un d'eux rapporta qu'une patrouille de gendarmes turcs venait de parcourir Karakilisse, et d'y conférer avec un notable influent qui, d'après les deux témoins, parut ensuite diriger la résistance des Turcs attaqués.

Le même jour, à Deurtyol, une sentinelle arménienne tua l'un des Turcs qui avaient été amenés au poste comme témoins ou inculpés de la rixe d'Euzerli : cette exécution avait eu lieu, d'ailleurs, après sommations régulières, la victime ayant tenté de prendre la fuite.

Le fanatisme musulman ainsi soulevé se donna libre cours et soumit les Arméniens — soldats ou civils — de la région Deurtyol-Payas à un véritable siège.

Le 2 janvier, trente à quarante coups de fusils furent tirés par des paysans turcs de Karakilisse sur l'Orphelinat (1) où cantonnaient deux compagnies du 1^{er} bataillon. Aucun soldat ne risista. Il y eut un blessé civil.

Le 7 janvier, les Turcs d'Ojakli ouvrirent la fusillade sur des civils arméniens qui avaient pénétré dans leurs maisons, apparemment pour les piller.

Le 11, à Tchaili (2), douze Arabes furent saisis par huit Turcs armés qui les ligotèrent, les entraînent dans la montagne et ne les relâchèrent qu'après leur avoir interdit, sous peine de mort, de porter plainte. Ils les avaient pris pour des Arméniens.

Enfin, le 12 janvier, les bandes hostiles cernèrent

(1) Situé entre Deurtyol et Karakilisse.

(2) Village situé à l'ouest de Deurtyol.

Deurtyol, creusèrent des tranchées à mi-flanc de la montagne, détournèrent l'eau alimentant l'Orphelinat et tinrent sous leurs feux la garnison dont aucun homme ne put se montrer sans essuyer une grêle de balles. On évalua à 3.000 hommes armés les assiégeants qui circulaient entre Payas et Osmanié, coupaient les routes et détruisaient la ligne télégraphique. Les fonctionnaires et notables turcs de Payas et d'Erzin s'étaient d'ailleurs presque tous enfuis, comme ceux de Deurtyol.

Il fallut, pour rétablir l'ordre, que le gouverneur d'Alexandrette accourut avec trois mitrailleuses (du 9^e bataillon de tirailleurs) chargées sur automobiles, une section de Légion, une section de tirailleurs et des cavaliers. L'*Arbalète* vint en même temps croiser sur la côte.

Les conjurés d'Ojakli avaient atteint leur but. Le kaimakam de Deurtyol fut remplacé par un homme connu pour sa tolérance envers les Arméniens, Hourchess Bey (1), que le colonel Romieu vint lui-même installer ; et les troubles cessèrent à dater du 14 janvier. Mais, d'une part, l'impulsion était donnée aux individus de tout acabit (démobilisés errants, déserteurs, pillards et simples bandits) qui infestaient le pays, à l'affût des mauvais coups ; d'autre part, les sanctions mêmes qui s'imposaient à l'égard des meurtriers, allaient précipiter au sein de la Légion une fermentation fatale à sa discipline.

L'épuration des bataillons arméniens pouvait seule arrêter la propagation des désordres dont les représailles étaient le prétexte. Etant donnée la mentalité des légionnaires, la prison et la section de discipline étaient inef-

¶ (1) Lieutenant-colonel de gendarmerie en retraite qui avait protégé les Arméniens durant les massacres.

ficaces. Il fallait résilier l'engagement des violents réfractaires à tout conseil et les renvoyer en Égypte ou en Amérique.

Il fallait surtout appliquer aux coupables les sanctions rapides pour lesquelles le général Hamelin délégua, le 7 janvier, au colonel Romieu, ses pouvoirs de justice militaire en lui ordonnant la constitution à Alexandrette d'un conseil de guerre. Mais diverses raisons — parmi lesquelles le défaut d'encadrement — ne permirent pas d'immédiates sanctions. Les désertions « pratiquement impunies » se multiplièrent ; la « résiliation » fut considérée comme inapplicable, et la Légion vit se développer un banditisme dont l'expédition du 23 janvier dévoila tous les dangers.

Des arrestations de voyageurs, des vols à main armée, des assassinats terrorisaient la région sud d'Alexandrette. Le 23 janvier, le mudir d'Arab-Deresi informa le gouverneur que les brigands, auteurs de ces méfaits, avaient passé la nuit dans ce village. Dix-sept tirailleurs et deux chasseurs d'Afrique, sous le commandement du sergent Auger, partirent aussitôt à leur poursuite. A Arab-Deresi, ils apprirent que sept individus, porteurs de l'uniforme de la Légion, avaient en effet passé la nuit, exigé de l'argent sous menace de mort, violé des femmes, puis s'étaient dirigés sur Khorot. Les tirailleurs les y cernèrent, le 24, à la pointe du jour, reçurent sans dommage de leur part plus de cent coups de fusil, et en tuèrent cinq ; les deux autres ayant ensuite tenté de s'enfuir, furent à leur tour abattus. Tous appartenaient bien à la Légion. Et les habitants racontaient que neuf autres soldats arméniens devenus brigands tenaient la montagne du Djebel Moussa, à l'est d'Arsuz.

Les braves tirailleurs furent, comme ils le méritaient, cités à l'ordre des Troupes françaises du Levant. Mais on voit quels ressentiments devaient couvrir, à la suite de semblables exécutions, dans l'âme des légionnaires, à l'égard des tirailleurs justiciers : et quels arguments pouvaient tirer d'actes de brigandage aussi caractérisés les ennemis jurés des « bandes arméniennes ».

Le général rappela au lieutenant-colonel Romieu la nécessité d'être impitoyable pour les actes de violence, de désertion et de banditisme, et de hâter les jugements en conseil de guerre qu'ils comportaient pour faire des exemples. Le 20 janvier, trois musulmans avaient été assassinés à Kirih-Khan par des Arméniens, soldats déserteurs et civils. Un autre assassinat avait été commis la nuit précédente à Beylan. L'influence française elle-même était en jeu. Or, le conseil de guerre ne prononça ses premières condamnations que le 19 février, alors que déjà Alexandrette avait été le théâtre des plus graves événements.

CHAPITRE XI

La révolte des Légionnaires Arméniens à Alexandrette

(Février 1919)

Dissolution du 4^e Bataillon

SOMMAIRE

Origines de l'émeute : légionnaires et tirailleurs. — Le soulèvement du 16 février ; les troubles nocturnes. — La rébellion collective du 17 février. Désarmement des légionnaires. Coopération de la Division navale. — Complot politique? — Dissolution du bataillon.

Le 1^{er} bataillon arménien avait quitté Alexandrette le 1^{er} février à destination d'Hamidieh (Djihan) où il devait être concentré.

Restaient à Alexandrette, avec moins de deux compagnies de tirailleurs, les 10^e et 13^e compagnies du 4^e bataillon. Les deux autres compagnies de ce bataillon occupaient, la 11^e la région de Kirik-Khan, et la 12^e Deurtyol.

Les 10^e et 13^e compagnies, formées, on s'en souvient, d'éléments recrutés à Damas sans sélection morale, alors que la Légion manquait déjà de cadres, n'avaient guère qu'un mois de vie disciplinaire normale. Leurs gradés auxiliaires, hâtivement nommés, étaient dépourvus d'instruction militaire ; à Alexandrette, ils étaient d'autant plus portés à épouser toutes les querelles, toutes les haines de leurs coreligionnaires que les milliers de rapatriés arméniens, venus d'Alep et dirigés vers la

Cilicie, leur donnaient le spectacle de leurs misères et leur racontaient leurs longues souffrances.

Les tirailleurs impatientaient leur fanatisme par leur seule qualité de musulmans ; et de fréquents incidents de café-concert, où chaque race réclamait les chants ou les danses de sa nationalité, avaient alimenté entre les deux régiments une animosité grandissante. L'esprit de corps des tirailleurs — si supérieurs comme valeur militaire aux légionnaires — avait même été poussé jusqu'au mépris de ces derniers, cadres compris.

La chasse meurtrière aux « bandits arméniens » du 23 janvier, en excitant la gloriole des tirailleurs, avait envenimé l'humiliation des légionnaires ; et il était d'autant plus facile de confondre ceux-ci, en bloc, avec les brigands, que d'autres forfaits, comme le meurtre commis à Beylan le 19 et le triple assassinat perpétré le 20 à Kirik-Khan, chargeaient le compte des Arméniens. Ils étaient ainsi poussés, par solidarité de race, à faire cause commune avec les coupables, et à suivre l'impulsion des malandrins qui, soit dans leurs rangs, soit dans la population civile, attisaient l'esprit d'indiscipline et de rébellion.

Une première collision fut sur le point de se produire le 2 février entre les adversaires : à la suite d'une rixe, un légionnaire reçut un coup de fusil tiré de la caserne des tirailleurs ; deux heures après, les soldats du 4^e bataillon, rassemblés dans la cour de leur quartier, allaient faire une sortie en armes, lorsque leurs élèves-officiers, fermant les portes et cernant la caserne, parvinrent à les en empêcher.

Il fut très difficile de savoir qui avait tiré et l'auteur présumé du coup de feu ne put être arrêté que le 15.

Sans doute furieux d'un retard qu'ils assimilaient à un déni de justice, les gradés arméniens rédigèrent le 15 février une lettre collective de démission, d'ailleurs non signée. Tout nouvel incident pouvait désormais déchaîner les passions.

* * *

Le dimanche 16, après midi, des soldats arméniens remplissent la salle d'un café-concert. Quelques tirailleurs sont groupés au premier rang. Vers 18 h.45 une dispute s'élève entre les deux camps, provoquée on ne sait par qui ; les tirailleurs ne se sentant pas en force, sortent de la salle au signe de l'un d'entre eux. Aussitôt éclatent au dehors des coups de revolver et se livre devant la porte même du café une bataille dont le bilan fut le suivant : 3 tirailleurs blessés à coups de couteau ; 2 légionnaires légèrement blessés par des armes à feu, dont l'un avec un fusil de chasse.

Les combattants courent alors à leurs casernes, les tirailleurs pour s'y mettre à l'abri, les légionnaires pour y prendre leurs armes et appeler leurs camarades à la rescousse.

Le poste arménien du Gouvernorat, alerté, envoie une patrouille pour rétablir l'ordre en ville. Elle passe rue de Beylan, devant la maison de Soureya bey, personnage musulman qui avait jadis provoqué les déportations d'Arméniens, et recevait chez lui maints tirailleurs : un coup de feu, tiré de cette maison, ou à proximité de cette maison, sur la patrouille, blesse mortellement l'un des soldats, dont les entrailles traînèrent sur le sol. Tous les légionnaires présents affirmèrent invariablement, et dès le premier moment, que *le meurtrier était un civil*.

Ce fut là, semble-t-il, le véritable signal du soulèvement.

La nouvelle de l'assassinat d'un légionnaire se répandit en effet comme une trainée de poudre et enflamma les désirs de vengeance : vers 19 h. 45, on répétait du reste à la caserne arménienne qu'il y avait quarante ou cinquante tués et blessés.

Tandis que des Arméniens sillonnaient déjà la ville en quête de représailles et tiraient des coups de fusil, le gouverneur fit sonner la « générale » et les officiers se précipitèrent à leurs quartiers, pour y endiguer le flot des exaltés.

Chez les tirailleurs, l'appel prouva qu'il ne manquait personne, sauf deux hommes : l'un d'eux, réussissant à sauter le mur avec son fusil-mitrailleur, arrosa de balles à plusieurs reprises la rue de Beylan et le quartier arménien, tira même (évidemment par mégarde) sur une patrouille régulière commandée par un officier, puis rentra à son cantonnement.

Chez les légionnaires, l'effervescence était extrême : énervés par le crépitement de la fusillade, ces Orientaux impulsifs ne pouvaient tenir en place. Les quatre seuls officiers du bataillon (1) aidés par une partie des gradés auxiliaires, dont les élèves-officiers, réussirent pourtant à arrêter la généralisation de l'émeute, et à maintenir à la caserne, où ils passèrent la nuit, une grande partie de leurs hommes.

Mais une centaine d'entre eux, conduits par la haine, ou par l'appât du pillage, et mêlés à de simples malfaiteurs ou à de lâches agents de révolte, se déchaînaient sur la ville. Leurs silhouettes se confondaient dans la

(1) Le commandant Multrier, le capitaine Peyre, le lieutenant Moreau et le sous-lieutenant Morisson.

nuît (1). Les tirailleurs restaient d'ailleurs, par prudence, consignés au quartier, et quelques marins seulement circulaient dans les rues : l'enseigne de vaisseau commandant du torpilleur 363, descendu à terre aux premiers coups de feu avec quatre matelots armés, et des hommes du *Coutelas*, débarqués à 21 h. 30 sur la demande du gouverneur. Quant aux policiers civils, ils avaient disparu dès le début de la fusillade.

Les fanatiques arrêtaient les passants pour leur demander leur religion et examinaient leurs papiers ; un musulman fut assassiné. Ils entraient dans les maisons et tâchaient d'y découvrir des tirailleurs : la maison de Noury bey reçut ainsi à quatre reprises la visite de groupes armés qui la fouillèrent de fond en comble, les deux premiers buvant le café et fumant des cigarettes avec Noury bey sans y rien dérober, les deux autres y saisissant tout ce qui leur plaisait : « Je suis venu ici pour vous tuer, dit le chef du dernier groupe après avoir contemplé quelques minutes Noury bey, grand vieillard à barbe blanche, mais il y a une force qui me retient et m'empêche de le faire. »

Deux coups de feu furent tirés, à bout portant, sur le rideau de fer d'un magasin militaire gardé par deux tirailleurs ; d'autres coups sur la porte d'entrée du cantonnement des muletiers du 9^e bataillon de tirailleurs. Faits plus graves encore, et prouvant soit une haine aveugle des émeutiers à l'égard de leurs officiers, soit une manœuvre de bandits destinée à paralyser l'action de l'autorité : la maison d'un commandant de compagnie, le sous-lieutenant Morisson, fut cernée et des coups de

(1) On ne put reconnaître (grâce à sa coiffure particulière) qu'un seul gradé arménien (un sergent).

feu furent tirés sur elle d'un immeuble voisin ; la cour intérieure de celle du commandant Capdejelle fut occupée, vers 21 heures, par des légionnaires en armes qui y restèrent une demi-heure et lâchèrent un coup de fusil sur la chambre du gouverneur, lorsqu'une servante leur fit observer chez qui ils se trouvaient. On avait d'ailleurs entendu en ville un groupe de légionnaires maudire le commandant et crier qu'ils voulaient le tuer.

Entre 22 et 23 heures, on put croire cependant que l'affaire allait se terminer. Le gros des légionnaires était définitivement maintenu à la caserne, et les détonations en ville se raréfiaient. Or, vers 1 heure, les lueurs d'un vaste incendie illuminaient Alexandrette : la maison de Soureya Bey brûlait. Celui-ci avait échappé à grand'peine avec sa famille aux coups de feu des individus qui lui donnaient la chasse. Le mobilier avait été, au préalable, entièrement déménagé.

A 1 h. 30, tandis qu'un cordon de tirailleurs barrait la route, le personnel de la base navale, les marins du *Coutelas* et du 363 étaient sur les lieux : la moitié des matelots, commandés par le lieutenant Tilger, faisait des patrouilles ; l'autre moitié luttait contre le feu qui menaçait de gagner un dépôt de bois voisin, et de se propager ainsi dans une partie de la ville. Vers 4 heures, ce danger avait disparu.

Nombre de magasins avaient été entièrement pillés ; des passants dévalisés. Les objets volés étaient déposés chez des civils qui furent, tout au moins, des recéleurs.

La population était dans des transes mortelles : une cinquantaine de femmes et d'enfants s'étaient réfugiés dans les caves de l'ambulance des tirailleurs d'où ils

n'osaient plus sortir, et où l'on dut leur apporter de la nourriture.

Au matin, tous les légionnaires étaient rentrés à leur caserne. C'est alors que la masse, n'écoutant que la canaille intéressée à généraliser l'insubordination et les responsabilités, se décida tout entière à la révolte.

* * *

On parlait au bataillon de nombreux légionnaires tués ou blessés, alors qu'il n'y avait eu parmi eux que trois blessés, dont deux légers. Les hommes s'étaient couchés et avaient dormi d'un fiévreux sommeil, leurs armes à côté d'eux. Il fut impossible d'obtenir qu'ils les plaçassent aux râteliers : désormais la faible et superficielle discipline de cette troupe n'existait plus, et ne pouvait être rétablie après ce coup de folie.

A 6 h. 30, heure de rassemblement pour l'exercice, une agitation extrême régnait dans toute la caserne, spécialement à la 13^e compagnie. Sous le prétexte qu'ils redoutaient les tirailleurs, les hommes refusaient d'aller à l'exercice sans cartouches : ils exprimaient cette résolution par la bouche de quelques soldats de 2^e classe que la plupart des gradés auxiliaires laissaient pérorer, impassibles, inertes, et par là complices.

Après une vaine discussion, le chef de bataillon ordonna de faire l'exercice dans la cour du quartier, sans cartouches, puis alla demander au gouverneur le désarmement du bataillon. Cette troupe étant livrée, après une pareille nuit, à l'influence anarchique de quelques meneurs, on ne pouvait en effet la laisser en possession d'armes seulement destinées à assurer l'ordre public.

Désarmer un Arménien est sans doute l'un des pires affronts à lui infliger. Et si son audace — en dehors des troubles d'une émeute — est surtout verbale, s'il est porté, comme tout Oriental, à s'incliner devant une force qui s'affirme, l'opération n'en risquait pas moins de précipiter la révolte au lieu de l'étouffer. Il fallait agir avec autant d'habileté que de promptitude, et dans le secret le plus absolu.

L'état de siège est alors proclamé par voie d'affiches. Les troupes sont consignées, les issues et le port d'Alexandrette étroitement gardés. La garnison de Beylan, alertée dès le matin, reçoit l'ordre impératif de contrôler rigoureusement la circulation, d'arrêter toute personne voyageant sans laissez-passer et toute troupe qui se présenterait pour franchir le col.

De nouveaux renforts sont demandés au commandant des forces navales : ils comprennent 53 hommes et 6 sous-officiers (1). C'est peu pour désarmer 800 légionnaires ; mais on doit éviter à tout prix de mettre ces derniers en contact direct avec les tirailleurs en un moment aussi critique (2).

Les marins débarqués sont répartis entre le poste du Gouvernorat et la caserne turque. Puis, de concert entre le gouverneur et les commandants des troupes, les mesures suivantes sont arrêtées, à 11 h. 30 :

Les mitrailleuses des tirailleurs seront postées de façon à faire converger leurs feux sur la caserne turque.

Le *Coutelas* et les torpilleurs, mouillés au nord de la

(1) 15 hommes et 1 second-maître du *Coutelas* ; 5 du torpilleur 363 ; 5 du torpilleur 357 ; 5 de la *Cigale* ; 3 de la *Glycine* ; 3 seconds-maîtres et 6 hommes de la T.S.F. ; 14 hommes de la base navale.

(2) « C'eût été une vraie tuerie », affirma le commandant Capdejelle.

caserne, se tiendront prêts à tirer sur tout rassemblement armé cherchant à sortir de la caserne.

Le commandant Multrier rassemblerait, à 14 heures, les gradés arméniens et chargerait l'un d'eux d'aller dire aux légionnaires qu'ils devaient livrer leurs armes sans résistance. Par groupes de dix à la fois seulement, les hommes viendraient déposer sur la plage fusils et baïonnettes, puis rentreraient au quartier. Le gradé désigné rendrait compte de l'achèvement de l'opération ; les armes seraient aussitôt embarquées par les marins sur la *Cigale* et la visite individuelle des mutins serait effectuée par les officiers de la légion et le détachement de marins, discrètement appuyés par une section de mitrailleuses postée à la caserne du génie.

Ce plan fut communiqué au colonel Eastwood, commandant de la base britannique, qui convint de faire évacuer au préalable, sous prétexte de promenade ou de corvée, les bâtiments voisins de la caserne turque.

À 13 heures, ordre fut donné au 4^e bataillon de se rassembler pour l'exercice : la 10^e compagnie montra une attitude disciplinée, mais la 13^e, dont tous les hommes étaient d'ailleurs en armes, refusa purement et simplement d'obéir, comme à la suite d'un mot d'ordre. Les meneurs restaient aussi actifs, les cadres aussi inertes que le matin. Le repos fut prescrit jusqu'à 14 heures.

À l'heure précise, marins et tirailleurs étaient en place, les bâtiments de guerre prêts à toute éventualité. L'adjudant auxiliaire Davidian Kevork, de la 13^e compagnie, fut chargé de transmettre aux légionnaires l'ordre de déposer leurs armes, et de les avertir qu'en cas de révolte ils seraient impitoyablement bombardés.

La 10^e compagnie vint d'elle-même se ranger dans

la cour en ordre de bataille, forma les faisceaux, puis livra ses armes dans les conditions indiquées ; quelques soldats le firent même aux cris de : « Vive l'Arménie ! » et de : « Vive la France ! »

La 13^e compagnie, au contraire, se précipita en désordre dans la cour du quartier, et déjà le commandant de Beauregard s'appêtait à faire charger et tirer la pièce du *Coutelas*, lorsqu'il aperçut, au milieu de la troupe indisciplinée, une casquette anglaise : c'était celle du lieutenant-colonel Eastwood, venu avec le docteur Krikorian, médecin arménien, engagé dans l'armée anglaise, pour s'immiscer — de façon tout à fait imprévue — dans l'opération du désarmement ! Les Anglais s'emparèrent même, malgré les conventions, des fusils et des baïonnettes déposés en faisceaux sur la plage. Le gouverneur dû les réclamer ensuite pour les faire charger sur la *Cigale*. Le lieutenant-colonel déclara qu'il avait cru devoir intervenir pour vaincre la résistance des légionnaires décidés à ne point obtempérer aux injonctions françaises...

Le désarmement se serait donc opéré — à part ce singulier incident — dans les meilleures conditions, si une sanglante rencontre ne s'était produite à l'intérieur de la ville.

Vers 14 h. 20, une vingtaine de légionnaires armés défilaient en colonne par deux devant le Gouvernorat : c'étaient les muletiers du 4^e bataillon qui se rendaient, trop tard, à la caserne pour livrer leurs armes. Ils tournaient au coin de la douane, lorsqu'ils furent arrêtés par un poste de tirailleurs ; l'officier commandant ce poste leur ordonna de déposer leurs armes : ils les jetèrent à terre, se déséquipèrent et levèrent les bras en



JÉRUSALEM : la place de Damas

l'air ; mais l'un d'eux fit le geste de se précipiter sur l'officier ; d'autres témoins affirment qu'il tenta de lui arracher son arme et qu'il y eut corps à corps. Le lieutenant, se croyant en état de légitime défense, tira trois coups de feu qui abattirent trois Arméniens. Les tirailleurs du poste l'imitèrent, abattirent encore plusieurs des Arméniens qui restaient, désarmés, devant eux, puis se mirent à la poursuite des survivants qui s'éparillaient. Il y eut au total : 8 tués et 7 blessés, dont 4 mortellement.

Les 12 victimes expiatoires furent enterrées de nuit, sans honneurs, tandis que deux tirailleurs, qui s'étaient tués accidentellement, eurent des obsèques solennellement suivies par la population musulmane.

Ajoutons à la charge des tirailleurs que certains d'entre eux perquisitionnèrent arbitrairement (1) dans le quartier arménien et y commirent des violences sur les femmes auxquelles ils dérobèrent de menus bijoux. Cette façon d'agir en vainqueurs enlevait assurément de sa pureté au triomphe de l'ordre...

Le 19 février, les gradés et élèves-officiers du 4^e bataillon, qui avaient conservé leurs fusils, les versèrent à leur tour, sans difficultés. Après le désarmement, l'attitude de la troupe fut d'ailleurs des plus soumises : sans paraître comprendre la gravité des fautes commises, elle se résignait aux sanctions nécessaires.

L'enquête parut d'abord établir l'existence d'un complot politique dont les rebelles auraient été, simplement, les naïves victimes. Le parti que des influences contraires à la nôtre pouvaient alors tirer de semblables désordres

(1) Mais sous la conduite d'un *civil* nommé Abdul-Kader.

rendaient d'ailleurs vraisemblable que certaines menées les eussent fomentés. On racontait que des voyageurs suspects avaient traversé récemment la région d'Alexandrette, porteurs d'une grande quantité d'or. On soupçonnait une propagande d'irrédentisme musulman, et plus particulièrement anti-arménien, faite comme en Cilicie par des officiers Jeunes-Turcs, peut-être sous le couvert chérifien. Les Anglais manifestaient à l'égard des Arméniens « un empressement inusité », contrastant avec l'indignation si justifiée de nos officiers. L'enquête judiciaire à ses débuts, — en faisant retrouver les objets volés chez les recéleurs presque tous Arméniens, — mit sur la trace des complices qui auraient, du côté musulman comme du côté arménien, surexcité le fanatisme. Et cette sourde agitation paraissait avoir gagné les gens des campagnes évidemment poussés contre nous, en particulier dans les districts de Beylan et d'Harim. Mais il fut impossible d'obtenir aucun aveu des suspects arrêtés, et la thèse du complot resta, somme toute, une hypothèse dont la confirmation n'eut point, au surplus, justifié l'indulgence à l'égard de soldats qui avaient déjà donné tant de preuves d'indiscipline.

Averti, le 17 février, des événements qui s'étaient déroulés la nuit précédente, le général prescrivit aussitôt au gouverneur une répression énergique et immédiate. Le croiseur *Lavoisier* et le torpilleur *Hache* appareillèrent pour Alexandrette où ils débarquèrent 110 marins. La 27^e compagnie de tirailleurs et une section de mitrailleuses y furent à leur tour débarquées le 25 février.

Vingt-deux suspects furent maintenus en prison. Le conseil de guerre, que présida le capitaine de corvette de David-Beauregard, ne condamna finalement que 7 lé-

gionnaires, dont un à quinze ans de travaux publics, deux à dix ans, et deux à huit ans de la même peine ; un à cinq ans de prison, et un autre à un an. En outre deux tirailleurs furent condamnés à un an et six mois de prison, et dix civils à des peines variant de deux ans à un mois de prison (1).

Ces condamnés mis à part, les légionnaires du 4^e bataillon furent divisés en deux catégories : 400 environ, considérés comme non coupables, furent destinés à être répartis dans les trois autres bataillons de Cilicie ; 400 autres, appartenant aux 10^e et 13^e compagnies d'Alexandrette, constituèrent une compagnie de dépôt désarmée qui fut transportée, le 1^{er} mars, par bateau anglais, sous la surveillance de la 2^e compagnie de tirailleurs, à Port-Saïd, où elle devait d'abord être employée aux travaux de la base jusqu'à la fin des hostilités. Pour des nécessités d'ordre pratique, ces disciplinaires furent cependant renvoyés peu à peu dans leur pays d'origine.

Le commandement britannique préconisa, le 3 mars, l'envoi de toute la Légion au Maroc, et son remplacement en Cilicie par un régiment français d'infanterie coloniale que précéderaient deux nouveaux bataillons anglais. Gardien des droits de la Légion, le général Hamelin répondit que son statut ne permettait son emploi qu'en Asie-Mineure et que, d'autre part, s'il avait été jugé admissible, dans l'intérêt même de la nation arménienne, d'envoyer dans un camp d'internement, à Port-Saïd, un bataillon de mutins, les unités restées dans le devoir ne pouvaient être employées que dans les conditions de leur contrat ; la seule solution était donc de continuer

(1) Séances des 26 février, 7 et 15 mars. — Quatre autres civils furent acquittés, ainsi qu'un sergent arménien qui fut toutefois cassé de son grade.

l'épuration de la Légion arménienne par sélection, c'est-à-dire par résiliation progressive des engagements de tous les légionnaires qui ne donneraient pas satisfaction ; la Légion serait ensuite réduite à deux, et même à un seul bataillon si c'était nécessaire.

On s'achemina, avec prudence, vers cette réduction, au cours des mois suivants, alors que les trois bataillons restants, retirés des centres urbains, avaient pris leurs cantonnements d'été dans les montagnes de Cilicie.

CHAPITRE XII

L'Occupation française de la Cilicie

(Décembre 1918-1919)

SOMMAIRE

La plaine de Cilicie. — Les « Porte: de Cilicie » et le chemin de fer de Bagdad. — Fin de la retraite turque. — Etat d'esprit des populations à l'arrivée de nos troupes. — Attitude des fonctionnaires ottomans. — Terreur inspirée par les Arméniens. — Menées du général Nehad Pacha et du « Comité Union et Progrès ». — Voyage du général Hamelin en Cilicie. — Occupation anglo-française : créat on de la zone Nord. — Evolution des sentiments populaires. — Situation menaçante à Adana (février 1919) : relations avec les événements d'Alexandrette et d'Alep. — Arrivée des troupes « bleu horizon ». — Légitimité du « Mandat » français (1).

Au fond du golfe méditerranéen qui joint aux côtes de Syrie les côtes méridionales d'Asie-Mineure, s'ouvre une plaine de 4.500 kilomètres carrés : à part celles de Palestine, les rivages rocheux du Levant, du Nil aux Détroits, n'en présentent pas d'aussi vaste.

Longue de 150 kilomètres, large au maximum de 80, cette plaine maritime de Cilicie, ancien golfe parallèle au golfe d'Alexandrette, se resserre au centre en un défilé qui la divise en deux : plaine littorale et plaine intérieure. Un limon rouge, très épais, provenant de la désagrégation des roches calcaires du pourtour, constitue leur sol. La première, aussi plate que la plaine palestinienne d'Esdrelon, n'atteint pas 30 mètres d'altitude au pied des montagnes : son uniforme nudité n'est interrompue que par

(1) Ce chapitre reproduit — en le modifiant — l'article paru dans le *Correspondant* du 25 octobre 1919 : *les Troupes françaises en Cilicie*.

le chapelet de buttes artificielles qui servaient, comme les « tells » syriens, à transmettre les signaux d'un bout à l'autre de l'Empire romain, puis à surveiller les troupeaux. Dans la seconde plaine, qui s'élève jusqu'à 80 mètres, émergent des îlots rocheux : celui d'Anawarza porte, sur son arête aux flancs abrupts, les ruines de l'ancienne capitale de la « Petite Arménie ».

Au sortir de gorges inaccessibles, les fleuves vaguent à travers des alluvions parfois recouvertes d'humus. Ils débordent largement à la fonte des neiges ; en été, les fondrières asséchées sont infestées de moustiques qui propagent la fièvre. Mais il suffirait, pour tarir cette source d'insalubrité, de drainer les eaux et de les faire servir à l'irrigation : le Cydnus, légendairement « glacé », et le Seihoun qui arrosent la plaine littorale ; le Djihoun qui se ramifie dans la plaine supérieure, franchit le passage où se dresse encore la vieille forteresse française de Jilan-Kaleh, puis se recourbe jusqu'à la baie d'Ayas, rendraient ainsi au pays son antique prospérité. Le climat (1), comparable à celui d'Égypte grâce au cirque montagneux interceptant les vents du Nord, s'y prête autant que l'extraordinaire richesse du terroir.

Actuellement, les deltas marécageux sont de véritables jungles où bondissent les léopards. De hautes herbes aux rares bouquets d'arbustes incendiés périodiquement par les dépisteurs de gibiers, et, au nord-est, de vastes steppes incultes couvrent la majeure partie du

(1) Températures moyennes : hiver, 14° ; printemps, 21°5 ; été, 29°5 ; automne 20°5. — Températures extrêmes : 45° (à l'ombre) et 0° (très rarement). Pluies : pour une période de quatorze ans, on a observé à Adana une moyenne annuelle de 610 mm. (104 mm. en décembre, 99 en février, 7 en juillet, 4 en août).

sol. Le paysan y gratte à peine la terre avec un soc des plus primitifs. Pourtant au pied des monts, de Mersina à Adana, puis de Missis à Osmanié, et partout où l'assèchement est réalisé, le blé, l'avoine, l'orge, le maïs, la canne à sucre, le sésame, le millet, le riz donnent de plantureuses récoltes. Les villes sont ceintes de vergers où les légumes les plus variés poussent à l'ombre des arbres, où la multitude des orangers, citronniers, grenadiers, abricotiers — sans parler des raisins aux grains géants — rappellent le « Paradis » de Damas. Déjà, depuis le début du siècle, se sont constituées des fermes de plusieurs centaines d'hectares où l'on a introduit les machines agricoles perfectionnées. Une société française a obtenu la concession du domaine impérial de Djihoun (25.000 hectares) à charge d'y fonder une école d'agriculture. Une compagnie allemande — soutenue par la Deutsche Bank — a développé la culture et l'égrenage du coton dont Mersina exportait, en 1913, 120.000 balles, au lieu de 43.000 en 1905. Durant la guerre, la Cilicie fournissait des farines aux armées turques de Palestine et de Mésopotamie, des céréales à l'Allemagne ; les habitants pouvaient encore se suffire avec les ressources locales et les seules misères signalées à notre arrivée (1918), surtout parmi les Arméniens persécutés, provenaient de l'agiotage des accapareurs grecs et fonctionnaires turcs. Malgré les réquisitions, le bétail — bœufs, moutons à épaisse toison, petites chèvres noires, — alimentait la population et s'y livrait à bas prix. Que sera-ce lorsqu'un régime de paix et de prospérité aura remplacé la stérilisante tyrannie des Turcs ?

La province que gouverna Cicéron compta des millions d'habitants. Elle n'en possède plus 200.000. Adana,

chef-lieu du vilayet, a 70.000 âmes, y compris 10.000 fellahs égyptiens qui en cultivent les jardins ; cette cité aux rues étroites, grossièrement pavées, pleines d'eau boueuse au moment des pluies, aux « souks » grouillants, mais sans originalité, aux quartiers neufs assez spacieux, occupe l'emplacement de *Bathnæ* et utilise encore le grand pont de pierre jeté sur le Seihoun à l'époque de Justinien. Tarsous — Tarse l patrie de saint Paul, docte rivale d'Athènes et d'Alexandrie, fortifiée, dit-on, dans la suite par Haroun-al-Raschid et Bajazet, — est un grand marché commercial de 20.800 habitants, divisé par les dérivations du Cydnus. A l'autre extrémité de la Cilicie, l'Anawarza romaine ne présente plus que des débris solitaires et les arches de ses aqueducs qui se profilent, sur 12 et 20 kilomètres, de la butte à la montagne. A Sis, héritière d'Anawarza, il reste, avec 3.500 habitants, la couronne d'un château-fort, et le siège vétuste d'un « *katholicos* » arménien jadis opposé par les Turcs au *katholicos* d'Etchmiadsin, vassal des tsars. Les autres agglomérations, Missis, au passage de Djihoun, Osmanié, chef-lieu d'un caza, Bagtché, Port-Ayas, ont moins de 1.000 habitants, — à l'exception de Mersina, qui atteint 20.000. Cette ville nouvelle a remplacé Soli, détruit par Alexandre et reconstruit par Pompée, port médiocre, où ne peuvent accoster que les chalands et les remorqueurs, où les vents du Sud rendent difficiles, parfois impossibles, les transbordements nécessaires, mais seule « Echelle » de la plaine, et surtout débouché immédiat du « Bagdad », grâce à l'embranchement Mersina-Adana (1).

(1) Construit en 1886 par un syndicat franco-anglais ; racheté en 1906 par la Deutsch Bank.

Nous touchons ici au privilège qui confère à la Cilicie une exceptionnelle importance, garantit sa renaissance et doit attirer désormais sur elle l'attention du monde civilisé. Si l'on examine en effet la péninsule d'Anatolie, on constate qu'elle dresse entre l'Europe et l'Asie de formidables barrières : en vain le Tigre et l'Euphrate prolongent-ils jusqu'à elles leurs mouvants chemins ; des chaînes aux multiples plissements interdisent les communications. Au sud de l'Anatolie, cependant, l'arc du Taurus, qui élève à 3.000 mètres ses calcaires, ses grès et ses schistes, est coupé par des gorges profondes dont le seuil n'est qu'à 1.310 mètres : ce sont les *Portes de Cilicie*, Gulek Boghaz. Par là passèrent les armées de Xerxès et d'Alexandre, puis celles des Croisés, d'abord maîtres de la Cilicie, premier bastion du « Glacis de la Chrétienté ». La route, taillée dans les roches dolomitiques, fut en 1866 barrée aux armées turques par Ibrahim Pacha, et les restes des redoutes égyptiennes y voisinent encore avec les fortifications gènoises et arméniennes. Au col, soufflent des vents violents et subsistent, tard dans la saison, des plaques de neige ; au sortir du défilé, apparaissent brusquement les lauriers-roses et toute la flore méditerranéenne. La vallée du Tchakyt-tchaï, affluent du Tarsous-tchaï (l'ancien Cydnus), conduit dans la plaine presque tropicale de Cilicie. Or, ces « Portes » sont, à peu de chose près, sur une ligne droite prolongeant la vallée de l'Euphrate jusqu'aux Détroits, par Konia et Afion-Karahissar. D'autre part, la Cilicie n'est séparée, à l'Est, de la Syrie et de l'Arabie, que par une chaîne cristalline, l'Amanus ou Giaour Dagh, qui, en cette région, est inférieure à 1.500 mètres. Un affluent du Djihoun mène au col de Bagtché (960

mètres) d'où l'on accède aisément à la vallée du Kara-Sou, affluent de l'Oronte, et au bassin de l'Euphrate. L'Amanus s'infléchit jusqu'au sud-ouest du golfe d'Alexandrette après avoir détaché le long de la côte cilicienne le contrefort du Djebel Missis ; mais ce dernier est traversé par deux routes reliant Adana à Alexandrette, celle du col plat de Kurt-Kulağ (106 mètres) et celle du petit défilé de Toprak Kalé ; en outre, d'Alexandrette on gagne la vallée de l'Oronte, Alep et la Syrie, soit en franchissant l'Amanus par l'excellente route du col de Beylan (670 mètres), soit en contournant la montagne, le long du rivage, par Ras el Kanzir et Soueidié.

Les « Portes de Cilicie » unissent donc non seulement le plateau d'Anatolie à la Cilicie et à la Syrie, Konia à Adana, à Alexandrette et à Alep, mais encore Constantinople et Smyrne à Bagdad et au golfe Persique ; l'Europe à l'Asie, et aussi à l'Afrique par l'Égypte. En ce carrefour passe la voie terrestre la plus courte qui dessert trois continents. La découverte de Vasco de Gama avait, au xv^e siècle, diminué son trafic mondial ; le canal de Suez, au xix^e siècle, en avait causé l'abandon ; mais voilà que le chemin de fer de Bagdad, fébrilement achevé jusqu'au delà de l'Euphrate au cours de cette guerre, en assure à nouveau les destinées.

L'histoire du « Bagdad » est dans toutes les mémoires. Nous avons rappelé (1) quelle place il tenait dans la politique de l'impérialisme allemand. L'Angleterre, la France et la Russie alliée ne pouvaient se désintéresser du rail qui menaçait leurs domaines de dislocation.

L'accord Grey-Cambon des 9-16 mai 1916 nous

(1) Chapitre II

avait attribué la Cilicie avec une large bande de territoire englobant Mossoul et gagnant la frontière persane (1).

L'accord militaire franco-britannique du 15 septembre 1919, sanctionné par le Conseil suprême interallié, nous chargea seuls du maintien de l'ordre en Cilicie et dans une partie du Kurdistan. Ces contrées étaient nettement rattachées à la *zone bleue* (d'occupation française) créée en 1916.

Mais l'occupation française de la Cilicie est bien antérieure à septembre 1919 : elle date de la fin de 1918.

* * *

L'armistice imposait à la Turquie la démobilisation immédiate de ses troupes, à part celles qui seraient considérées comme indispensables au maintien de l'ordre intérieur et à la surveillance des frontières. Toutes ses garnisons du Hedjaz, de la Mésopotamie et de la Syrie devaient se rendre au commandant allié le plus proche. En Cilicie, les vainqueurs occuperaient militairement « le système de tunnels du Taurus », et contrôlèrent tous les chemins de fer alors placés sous le contrôle turc ; la région serait évacuée par les troupes ennemies selon une progression que le G. Q. G. britannique régla ainsi à la date du 28 novembre : le 13 décembre, le retrait devrait être achevé à l'ouest du Jeyhoun ; le 17,

(1) D'après le texte publié — peu fidèlement — en 1918 par la *Pravda* bolchevique, la convention anglo-franco-russe de 1915 aurait ainsi délimité notre sphère d'influence au Nord-Est et à l'Est de la Cilicie : au Nord, ligne Ala-Dagh-Kessaria-Ak-Dagh-Yildiz-Dagh-Zara-Eghin-Kharpout ; au Sud, ligne Aintab-Mardin... Ce territoire comprendrait en partie les vilayets de Sivas et de Diarkébir, la petite Arménie et le Kurdistan.

à l'ouest du Seihoun et au nord de la ligne Adana-Tarsous ; le 21, à l'ouest de Bozanti (tunnels du Taurus).

Tous soldats retardataires seraient constitués prisonniers, et toutes armes, toutes munitions saisies.

Notre garnison d'Alexandrette se borna donc, en novembre, à garder le contact avec l'ennemi. Les forces turques comprenaient alors en ces parages : la VII^e armée, dont une « division composite » barrait la route du col de Beylan-Alep, et dont les trois autres divisions (24^e, 1^{re} et 2^e) avaient franchi l'Amanus entre Islahié et Osmanié ; la II^e armée (41^e et 23^e divisions) déjà répandue en Cilicie. Ces forces étaient d'ailleurs très affaiblies par la démobilisation : la 41^e division, par exemple, qui occupait au nord d'Alexandrette les défilés du Djebel-Missis, paraissait se réduire à un bataillon, et de simples gendarmes en arrière-garde protégeaient la retraite.

Cette retraite se précipita à la fin de novembre. Le 3 décembre, la VII^e armée n'avait plus qu'une seule division à l'est de l'Amanus. Le 5, nos troupes étaient chargées d'assurer les mouvements prévus en « talonnant » l'ennemi.

Le général Hamelin ne pouvait alors distraire de Syrie que les bataillons arméniens de la *Légion d'Orient*.

Après tout ce que nous avons dit de ces bataillons, on conçoit le surcroît de difficultés qui devait en résulter pour nous.

Tandis que le 1^{er} bataillon, débarqué à Alexandrette du 21 au 30 novembre, occuperait le couloir du Djebel-Missis (Deurtyol-Toprak Kalé), la Cilicie orientale et, au delà de l'Amanus, la haute vallée du Kara-Sou (Osmanié-Bagtché-Islahié), les 2^e et 3^e bataillons débarqués à

Mersina le 18 décembre occuperaient, l'un, la Cilicie centrale (Hamidieh-Missis-Adana), l'autre la Cilicie occidentale et les gorges du Taurus (Mersina, où sera créée une base française, Tarsous-Bozanti). Le lieutenant-colonel Romieu serait à la fois commandant des troupes d'occupation et chef de l'administration au nom des Alliés ; en cette dernière qualité, il transmettrait d'ailleurs ses ordres à la population par l'intermédiaire des fonctionnaires turcs du « vilayet d'Adana » qui resteraient en fonctions.

Les colonnes ennemies devaient avoir franchi le Seyhoun le 17 décembre et Bozanti le 26. Le 20, à l'arrivée de nos premiers éléments à Adana, la gauche de la II^e armée turque (général Nehad Pacha) avait dépassé Dorak, mais son matériel de guerre se trouvait embouteillé entre Gulek et Bozanti en raison du trop faible débit du Bagdad. Restaient en Cilicie : le commandant d'état-major Tewfiq Bey assurant à Adana la liaison entre le colonel Romieu et Nehad Pacha ; les commandants d'étapes, chargés d'administrer des dépôts de vivres et de régler les mouvements des isolés retardataires et des démobilisés : ceux-ci, mêlés à une foule de déserteurs, affluaient dans les deux sens, encombraient chemins et voie ferrée, portaient pour beaucoup des armes sous prétexte d'affectation à la gendarmerie, à la garde ou au service d'exploitation du Bagdad. — Ainsi se dessinait l'« irrédentisme » appelé à nous dresser tant de pièges.

Le colonel anglais Newcombe était chargé du contrôle du Bagdad, et une compagnie anglaise de sapeurs allait concourir à l'exploitation de la voie. En Cilicie cette voie était en bon état et elle remplacerait pour nous les

chemins — pistes boueuses — devenus impraticables ; malheureusement, le chauffage (au bois) des locomotives était compromis par le départ des soldats et des prisonniers qui effectuaient les coupes ; dans le Taurus, les ingénieurs dirigeaient les derniers travaux, mais la main-d'œuvre manquait pour le même motif, et des éboulements compromettaient la sécurité de la ligne.

* *

Notre arrivée souleva en Cilicie une profonde émotion.

Le flux et le reflux des invasions ont laissé dans ce pays des échantillons ethniques extrêmement variés et nuancés : *Musulmans* : Turcs, agriculteurs paisibles ou fonctionnaires sans scrupules ; Yourouks, pasteurs nomades ; Kurdes, montagnards ; Tcherkesses ; Alaouïtes (ou Ansarihs) dont les rites étranges restent teintés de paganisme ; Mokadjirs venus des Balkans ; Fellahs égyptiens ; — *Chrétiens* : Arméniens, Grecs orthodoxes, Catholiques syriens, Chaldéens, tout cela s'entremêle et forme une mosaïque où il est impossible de trouver l'aire d'une nationalité. Les éléments les plus cultivés et les plus actifs, sinon les plus nombreux, ne cherchant qu'à s'entre-déchirer ; impossible de concevoir une domination indigène qui ne tendît à l'oppression.

La révolution de 1908, faite au nom de la Liberté et au chant de la *Marseillaise*, avait été précédée d'un accord entre Jeunes-Turcs et représentants des diverses races de l'empire, en particulier des Arméniens ; et l'on avait cru au respect des traditions et des droits : mais la doctrine du nationalisme nouveau était la « turquisation » à outrance, et les *massacres d'Adana* — en faisant périr

20.000 Arméniens — avaient révélé, dès 1909, ce dont étaient capables les successeurs du « Sultan rouge ». En 1914, la « Guerre Sainte » — ou extermination des chrétiens — avait été prêchée dans tout l'Islam, et des factums (de marque allemande) avaient précisé la manière d'organiser l'assassinat (1).

En Cilicie, les Jeunes-Turcs avaient appliqué à loisir ces méthodes, saisi, détruit, volé, affecté à des services publics ou loué à des particuliers une masse de propriétés, enlevé et livré aux harems femmes et enfants, chassé de chez eux, affamé et massacré beaucoup de chrétiens et surtout beaucoup d'Arméniens. A notre venue, exacteurs, recéleurs et bourreaux pensaient, naturellement, que les rôles allaient être renversés, et ils s'attendaient à des représailles d'autant plus impitoyables que nous débarquions, non des soldats français, mais des légionnaires arméniens. Sous couleur de résister à ces « bandes arméniennes », les Jeunes-Turcs tramèrent alors contre nous une conspiration dont le général Hamelin saisit bientôt tous les fils : il arriva en effet lui-même, le 20 décembre, pour dissiper les préventions, prévenir les conflits, faire comprendre à tous ce qu'était la paix française, interdire aux légionnaires de favoriser par leurs sévices les manœuvres du haut commandement turc qui, soutenu par Constantinople, gardait au delà du Taurus de multiples intelligences et entendait y entretenir, sous une forme déguisée, de véritables contingents de guerre intestine.

Dès notre débarquement à Mersina, les visages — même ceux des Turcs et des soldats libérés — s'éclair-

(1) Voir René Pinon. *la Liquidation de l'Empire Ottoman* (*Revue des Deux Mondes* du 1^{er} septembre 1919).



Une rue d'Adana, capitale de la Cilicie. — L'Hôpital Français.

rèrent à la vue des officiers français leur promettant le retour au calme, se rembrunirent à la vue des Arméniens. A Adana, nous contemplâmes, au premier abord, une sorte de manifestation d'« Union sacrée » : le vali Nazim bey, tous les fonctionnaires, les chefs des différentes communautés, se trouvaient à la gare pour saluer le général ; Turcs, Arméniens, Grecs, Arabes, acclamèrent la France avec un prodigieux enthousiasme ; des vierges en robes blanches, garnies de rubans tricolores, présentèrent au libérateur des bouquets, gracieux prémices de la terre cilicienne. Escorté par les cavaliers turcs et tcherkesses, le général fit en ville une solennelle entrée, et accepta à déjeuner chez le vali, où magistrats, notables, délégués lui rendirent hommage ; il leur offrit à son tour, le soir, un cordial banquet. Etions-nous donc seulement en pays conquis ? La guerre n'avait-elle donc pas brisé tous les liens que notre politique traditionnelle avait noués avec la Turquie ? Tel était donc encore le prestige de la France en ce pays d'Orient, qu'il suffisait de nous y montrer, et d'y tendre à tous une main loyale, pour y regagner tous les cœurs ?

Profitant de ces dispositions — au moins apparentes — le général promit au vali que nous n'interviendrions pas dans l'administration locale ni même dans la police, s'il savait maintenir l'ordre et empêcher tout acte hostile entre les ennemis de la veille. Mais la bonne volonté — réelle — de Nazim bey n'empêchait pas les fauteurs de troubles de se croire sûrs d'aboutir.

Au nom de Nehad Pacha, Tewfiq bey avait déclaré, le 20 décembre, que le débarquement des soldats arméniens serait le signal des massacres. Le commandant de la II^e armée le savait mieux que personne ! C'était lui,

en effet, qui fomentait ces massacres. Non seulement il reconstituait en Cilicie même ses forces militaires, laissait ses soldats rôder autour du Bagdad, transformait ses « démobilisés » en gendarmes dont le nombre atteignait (le 22 décembre) 3.600, distribuait des armes à la population turque, mais il donnait encore au fanatisme un programme politique. De son quartier général de Konia, il envoyait aux autorités administratives une proclamation les exhortant à fonder dans les villes et les villages des « unions islamiques » chargées de la défense des musulmans. La méthode de cette « défense » tenait en deux mots : provocation et calomnie. Les « bandes arméniennes » étaient à l'avance accusées de tous les méfaits, alors que la Légion avait observé jusque-là une attitude dont le vali d'Adana avait reconnu la correction ; les civils arméniens étaient censés préparer des représailles contre les Turcs, alors que l'inverse, précisément, était certain : de la sorte il serait facile de rejeter sur les victimes les plus odieuses responsabilités. Comment éviter d'ailleurs de sanglantes rencontres entre les malheureux exilés qui commençaient à rentrer et les démobilisés, les déserteurs, les vagabonds de tout acabit qui, se rendant dans les localités vidées de leurs habitants par la guerre, les déportations et les massacres, y prenaient possession des maisons et des biens arméniens ? Il suffirait que la gendarmerie et les fonctionnaires turcs soutinssent les usurpateurs pour que partissent les coups de fusil et brillassent les poignards, selon le vœu de Nehad Pacha.

Or, ce même personnage, éminent représentant du gouvernement Jeune-Turc et du comité « Union et Progrès » était désigné par Constantinople pour remplacer

le vali Nazim bey, jugé trop soumis ! Son retour à Adana, qu'il avait quitté le 13 décembre, y était annoncé le 21 décembre, jour où le général Hamelin reçut de sa part une audacieuse protestation contre l'arrivée de nos troupes. Il était urgent de priver les conspirateurs de son appui, de déjouer les manœuvres du fameux comité, et de faire comprendre aux Turcs que nous seuls — au nom des Alliés — étions les maîtres en Cilicie.

Bozanti — point stratégique situé au delà des quatre grands tunnels du Taurus et commandant à la fois ces 18 kilomètres de souterrains et la route de Tarsous — fut occupé par nous le 29 décembre, conformément à l'armistice et malgré les réclamations des sous-ordres de Nehad Pacha. A partir du 30, aucun matériel, aucun approvisionnement ne pourrait plus passer au delà. L'ennemi cesserait de drainer à son profit les ressources de la Cilicie.

A Toprak Kalé et à Islahié, le général perça à jour le jeu des commandants d'étapes, des soldats garde-voie et des fonctionnaires turcs : il n'autorisa le maintien des sapeurs qu'à condition de les désarmer ; d'accord avec le colonel Newcombe, il limita le nombre des soldats garde-voie, fit dresser la liste des indispensables et ordonna au colonel Romieu de faire désarmer tous ceux qui n'auraient pas reçu de lui une autorisation de port d'arme ; il limita de même les effectifs de la gendarmerie et prescrivit d'interdire toute nouvelle incorporation dès que ces effectifs seraient atteints ; il convainquit de duplicité le karnakam et le commandant d'étapes d'Islahié, et il les menaça d'arrestation au cas où ils continueraient à entraver, par leurs vexations et leurs

faussetés, la mission de l'officier français chargé de désarmer les isolés et de saisir le matériel de guerre.

Cette mission était particulièrement lourde à Islahié, où de très nombreux réguliers d'une autre armée turque — la VI^e — rentraient de Mésopotamie avec leurs armes et prétendaient les garder en se disant gendarmes. La compagnie de la Légion d'Orient, postée là, avait à la dépister et risquait d'en être submergée. Le commandant d'étapes et le chef de gare, exécuteurs tenaces des consignes de Nehad Pacha, appuyaient l'audace des Turcs ; ces deux personnages furent à leur tour sommés de déférer à nos réquisitions ; mais notre défaut d'effectifs ne permit pas de rechercher ni d'enlever les dépôts d'armes paraissant avoir été laissés par la II^e armée dans la plupart des villages.

Le gouvernement de Constantinople fut enfin averti que Nehad Pacha n'aurait plus à se mêler des affaires de Cilicie ; on l'empêcherait — au besoin par la force — de passer la frontière. Les Jeunes-Turcs ayant alors voulu lui substituer Ali Ghalib bey et un télégramme de Constantinople ayant annoncé l'arrivée à Adana de ce nouveau vali, Nazim n'en fut pas moins maintenu en fonctions.

A la fin de 1918, l'habile énergie du général Hamelin paraissait avoir ainsi assuré le sort de l'occupation française. En dehors de quelques incidents regrettables, nos légionnaires nous avaient convenablement secondés et le haut commandement britannique les loua d'une patience et d'une discipline si sévèrement éprouvées. C'est alors que le machiavélisme des Jeunes-Turcs parvint à décourager ces efforts et à attiser au sein de la Légion le feu des passions encore contenues.

Deux jours après la rébellion collective d'Alexandrette (1), les bataillons de Cilicie commençaient à être relevés par les troupes britanniques. L'ordre de relève datait, en réalité, d'un mois ; mais les événements d'Alexandrette aident à éclairer la situation qui le provoqua. En Cilicie même, de nombreux actes d'indiscipline — vols, sévices variés contre les Turcs, enlèvements de jeunes femmes à « délivrer », attaques à main armée, — parurent incompatibles avec la mission de la Légion. Il fallait des soldats moins compromis et de plus de sang-froid pour opérer le désarmement de la population, mesure délicate jugée nécessaire. D'autre part, ne pouvait-on craindre, du côté de Bozanti, des coups d'audace comme le raid que cent cinquante soldats turcs venaient d'accomplir du côté de l'Euphrate en s'avancant par voie ferrée jusqu'à Jerablous, où ils avaient saisi machines et wagons, et jusqu'à Akche Keui (2), d'où ils avaient emmené six wagons de céréales ? La Cilicie avait besoin de troupes solides.

Parlerons-nous des raisons d'ordre économique et politique susceptibles d'attirer nos alliés dans cette plaine nourricière et dans ce marché à conquérir ? Il y manquait le sucre, le café, le pétrole, les objets fabriqués, le charbon — le charbon nécessaire aux industries cotonnières de Mersina, Tarsous et Adana, ainsi qu'aux mines du Taurus et de l'Amanus prêtes à l'exploitation. Que dire ici surtout de ce tronçon du Bagdad où aboutissaient les pénibles campagnes de Mésopotamie et de Palestine ?

Force nous fut donc d'envisager un recul militaire

(1) Chapitre précédent.

(2) 80 kilomètres Nord-Est d'Alep.

dans cette Cilicie où un seul bataillon *français* nous aurait certainement permis, grâce à notre prestige, de parer à toutes les éventualités.

* * *

La blessure faite à notre amour-propre national n'entraîna pourtant pas l'abandon de nos intérêts ; si exigeantes que fussent les ambitions britanniques, elles surent respecter la foi des traités et ne point abuser de la faiblesse — locale — de nos armes.

Les 15 et 16 janvier, le 21^e corps d'armée, auquel les Troupes françaises du Levant étaient subordonnées, ordonna la relève des bataillons arméniens par la 19^e brigade britannique. Cette relève s'échelonna du 18 février au 16 mars. La Légion d'Orient, devenue *Légion arménienne* (1), se groupa ensuite par bataillons à Adana, à Mersina et à Hamidié : au point de vue militaire, son rôle actif cessait, mais elle restait en Cilicie. Le lieutenant-colonel Romieu passait sous les ordres du commandant de la 19^e brigade, le général W. S. Leslie, qui devenait commandant des troupes d'occupation sous l'autorité du 21^e corps.

Au point de vue administratif, la Cilicie fut dotée les 19 et 20 janvier, par Sir E. Allenby, d'un nouveau statut ; le vilayet d'Adana (moins le *caza* de Selefke) prenait le nom de *zone Nord* des territoires ennemis occupés (2) ; il recevait, comme les autres zones, un admi-

(1) Il s'en était détaché la *Légion syrienne*, restée en Syrie.

(2) Notons que les régions situées à l'est de l'Amanus et au nord de la zone chérifienne étaient placées sous le contrôle militaire et administratif du général commandant à Alep le Corps monté du désert ; cette zone séparant la Cilicie de l'Euphrate devenait, en somme, *zone anglaise*.

nistrateur en chef qui continuerait à utiliser les fonctionnaires turcs sous le contrôle de l'état-major général britannique, et devrait soumettre directement au même état-major les noms de ses collaborateurs. Le haut commandement britannique éliminait donc notre état-major de Beyrouth du gouvernement de la Cilicie ; mais, en réalité, celle-ci ne cessa pas d'être *zone bleue*, aussi française à cet égard que la Syrie littorale puisque l'administrateur en chef fut le colonel Brémond (1), et les gouverneurs de villes, de cazas et de districts, des officiers français.

Vers le milieu de février, — après deux mois d'occupation française, — comment évoluaient les sentiments populaires ? Les âmes orientales échappent, de mille façons, à notre analyse ; voici pourtant, autant qu'on pouvait les débrouiller dans le chaos ethnique, les principaux courants qu'on y distinguait. Les musulmans désiraient surtout la paix. Même parmi les fonctionnaires turcs (la plupart Jeunes-Turcs), il ne manquait pas d'hommes qui se résignaient à la mainmise européenne sur la Cilicie et évoluaient vers nous ; d'autres continuaient brutalement leur travail de fanatiques encouragés par Konia et Constantinople ; tous au surplus gardaient la phobie de l'Arménien et considéraient le désarmement comme le prélude de massacres ; ils n'étaient pas hostiles, au fond, au protectorat qui, au-dessus des haines de races, écarterait du pouvoir leurs mortels ennemis. Les éléments chrétiens nous étaient, par définition, favorables, mais avec des nuances. Tandis que les catholiques (Syriens, Chaldéens, Arméniens catholiques) nous

(1) Ancien chef de la Mission militaire française du Hedjaz.

étaient tout dévoués, les Grecs orthodoxes se déclaraient Hellènes, arboraient le drapeau grec et n'accepteraient le mandat français que pour échapper à la sujétion arménienne, et surtout à la tyrannie ottomane. Quant aux Arméniens, ils restaient farouches patriotes : leur petit nombre et les antipathies des autres races les forçaient, dans l'ensemble, à dissimuler leurs ambitions, mais des éléments extrémistes les compromettaient sans cesse en prêchant ou en pratiquant l'« action directe ».

Il est probable que, sans propagande extérieure à la Cilicie, l'antagonisme turco-arménien ne serait point demeuré si virulent. L'arrivée des bataillons britanniques était d'ailleurs de nature à amener les séditeux à s'incliner devant l'appareil de la force. Mais les Jeunes-Turcs ne laissèrent point se rouiller leurs instruments de règne, si bien qu'au début de mars la situation apparut à Adana encore très menaçante.

Cette situation est à rapprocher non seulement de celle d'Alexandrette, mais encore de celles du Kurdistan et de la ville d'Alep. A la même époque, en effet, le comité *Union et Progrès* et les auteurs des horribles massacres de 1915 essayaient de soulever les chefs kurdes de la région Mardin-Diarbékir, au nom du principe de l'« Indépendance kurde » ; Soleiman Nazif, écrivain de Diarbékir, ancien vali de Bassorah, était le héraut de ce mouvement, et la puissante agence unioniste de Diarbékir propageait les bruits de massacres des musulmans par les chrétiens. Plus près de notre zone, le comité d'Aïntab développait le programme de « la Turquie aux Turcs », lançait des manifestes recommandant aux habitants d'Aïntab, Marasch, Beïlan, Antioche, Adana, résidant à Constantinople, de s'unir pour la conservation de ces

villes à la Turquie, envoyait partout des délégués qui tenaient des réunions secrètes où s'organisait la « résistance ». A Alep, les Jeunes-Turcs s'appuyaient sur l'« Indépendance arabe », et, par l'intermédiaire des comités associés du « Nadi el Arab », menaient contre nous une campagne qui ne tarderait pas à devenir purement xénophobe ; elle aboutit, le 28 février, au massacre d'Arméniens dont nous connaissons les exécuteurs (1).

A Adana, les victimes d'Alep sollicitèrent la vengeance des Arméniens ; celles d'Alexandrette, la vengeance des Turcs. Profondément blessés dans leur orgueil et dans leurs espoirs de race par la relève britannique, nos légionnaires se rendaient coupables de maints attentats ; mais les Turcs et les sociétés secrètes leur imputaient gratuitement bien d'autres crimes, tous les crimes dont on les croyait capables : la crédulité publique aidant, — et en Orient elle est prodigieuse, — il régnait à Adana, au début de mars, une sombre terreur. On n'ignorait plus qu'une seule chose : lequel des deux partis, turc ou arménien, commencerait à massacrer l'autre. En pareil cas, les Turcs ont d'ailleurs l'habitude de prendre les devants, et ils y étaient prêts : une réunion de notables avait décidé de piller et de tuer sans pitié ; certain iman, disait-on, avait recommandé de n'épargner ni femmes, ni enfants, et — dernière clarté — le bruit courait qu'Enver Pacha était arrivé à Konia pour reconquérir la Cilicie : la meilleure façon de l'y aider ne serait-elle pas d'exterminer les chrétiens?...

Personne heureusement ne fut exterminé. Adana, mieux gouvernée qu'Alep, fut mise en état de siège.

(1) Voir Chapitre VIII.

Le lieutenant-colonel Hachim bey, chef d'une gendarmerie qui paraissait prête à exécuter de sanglantes consignes, fut arrêté et déporté. Des soldats britanniques remplacèrent les légionnaires et l'administrateur en chef, d'accord avec le général Leslie, parvint à calmer les esprits. Le colonel Brémond put même, le 3 avril, rapprocher en une merveilleuse « Fête costumée », les représentants des diverses races de Cilicie — y compris des dames musulmanes! — et remporter ainsi une victoire morale qui manifestait la puissance pacificatrice de l'égide française.

* *

Le premier des régiments « bleu horizon » envoyés en renfort aux *Troupes françaises du Levant* venait d'être salué à Beyrouth par des acclamations triomphales. Le transfert de cette troupe en Cilicie ne fut pas autorisé ; mais, au mois de mai, un autre régiment français y débarquait enfin, premier élément d'une brigade entière. Notre drapeau s'y déployait plus largement à côté du drapeau britannique. Depuis le 1^{er} novembre 1919, nos troupes y restent seules responsables de l'ordre et nos administrateurs achèvent d'ouvrir à la Cilicie les voies de ses nouvelles destinées.

Ce « mandat » est à la fois une charge, un droit et un précieux apanage national.

Moins encore qu'en Europe, l'armistice n'a rétabli l'équilibre en Asie-Mineure. Les hostilités s'y poursuivent entre les races. Le mouvement Jeune-Turc, tel que nous l'avons vu déborder les frontières de Cilicie, n'est nullement arrêté. L'« unioniste » Mustapha Kemal bey, l'un des premiers compagnons de Talaat et

d'Enver, ancien commandant du III^e corps d'armée et commandant général de la *gendarmerie turque*, a organisé en Anatolie des bandes armées qui se flattent de résister à la fois aux ordres du gouvernement ottoman et aux décisions des Alliés ; ce « nationalisme » turc a même créé une sorte d'État révolutionnaire qui, vers la fin de septembre 1919, a interrompu voies ferrées et communications télégraphiques et englobé au sud le vilayet de Konia ; il cherchera encore à pousser ses tentacules en Cilicie, et qui donc, sinon nous, y résistera à sa barbarie ?

Nous croyons avoir assez établi par les faits qu'aucune race indigène, en particulier la race arménienne, ne saurait y dominer. Parmi les puissances européennes possédant en Turquie des intérêts et des droits, la France vient à coup sûr au premier rang. En ce qui concerne le « Bagdad », son capital actions est au tiers français, et nos ingénieurs ont à ce point francisé la ligne qu'en 1914 notre langue y était parlée jusqu'à l'Euphrate. La *Compagnie française* d'Anatolie possède d'ailleurs 700 kilomètres de voies qui assurent au « Bagdad » les débouchés de Smyrne et de Panderma (mer de Marmara) ; les embranchements de Mersina et d'Alexandrette, en zone française, constituent d'autres débouchés, sans parler de ceux de Tripoli et de Beyrouth. Nous possédons par conséquent assez d'hypothèques sur le tronçon de Cilicie pour justifier le privilège à nous réservé par les accords de 1915, 1916 et 1919. Sans doute la voie intercontinentale du Bagdad présente-t-elle pour la Grande-Bretagne un énorme intérêt ; mais nos alliés sont déjà superbement nantis en Mésopotamie, et ils restent les maîtres du canal de Suez. La France est, elle aussi, une grande puissance asiatique et africaine ; et il

est juste, il est naturel de confier le sort de la Cilicie, « borne » du monde, à la nation qui fut toujours en Orient la gardienne de la civilisation européenne.

La plaine de Cilicie, enfin, tourne le dos à l'Anatolie, dont tout l'isole, sauf le « Bagdad ». Son climat est celui de la Syrie, avec cette différence que le régime des eaux lui assure une extraordinaire fertilité, la fertilité d'une « Egypte du Nord ». La Syrie française a donc pour complément la Cilicie française.

CHAPITRE XIII

La Situation actuelle dans le Levant

(Avril 1920)

La Mission de la France

SOMMAIRE

Le général Gouraud commandant en chef et haut commissaire. — Difficultés grandissantes. — Volte-face de Fayçal, « roi de Syrie ». — L'émir nous menace de son « glaive ». — Alliance du Club arabe et du Comité Union et Progrès. — Le plan de campagne de Kemal Pacha. — L'anarchie bolcheviste au service de l'Allemagne. — Ce que veulent les Syriens : l'indépendance et l'intégrité de leur pays sous notre protection. — Les avantages économiques du mandat français. — Notre politique orientale définie par MM. Al. Millerand, P. Deschanel et R. Poincaré.

Telle que nous l'avons esquissée, l'histoire du *Détachement français de Palestine-Syrie* et des *Troupes françaises du Levant* montre quels obstacles eurent à surmonter nos soldats pour soutenir nos intérêts nationaux et ceux des populations elles-mêmes dans les « territoires ennemis occupés » : pénurie extrême de moyens due aux nécessités de la guerre européenne, manœuvres de nos alliés pratiquant activement l'« égoïsme sacré », prétentions exorbitantes et déloyales attaques des Chérifiens, défaillances de notre politique gouvernementale.

Prolongée durant treize mois (1) d'armistice, embrouillée par l'idéologie wilsonienne, envenimée par les ressentiments de nos amis syriens qui étaient en droit

(1) Les précédents chapitres étaient écrits en novembre 1919.

de trouver notre victoire impuissante ou ingrate, une semblable situation menaçait de nous devenir fatale.

En novembre 1919, cette situation parut devoir s'éclaircir enfin. Le gouvernement de la République, d'accord avec celui de la Grande-Bretagne, envoya en Syrie, revêtu de la double qualité de commandant des troupes et de haut-commissaire, un chef aurolé de gloire, illustre par ses campagnes coloniales, plus illustre encore par ses éclatantes victoires sur l'Allemagne : le général Gouraud.

Gouraud a tout ce qu'il faut pour exalter là-bas les enthousiasmes, encourager les bonnes volontés, dissiper les malentendus, remplir la mission de la France.

Mais cette mission s'est heurtée et se heurte toujours à des difficultés qui, loin de s'atténuer, se sont accrues en même temps que nos moyens d'action militaire. Durant plus d'une année, avec une dizaine de milliers d'hommes, le général Hamelin avait évité tout incident grave, toute collision sanglante avec les éléments indigènes hostiles à notre influence : il était réellement parvenu — ce livre le prouve — à pacifier le pays autant que le permettaient les circonstances, et la maîtrise avec laquelle il accomplit une telle œuvre mérite autant d'admiration que de gratitude. Avec des forces qui ont triplé et des attributions politiques qui, en concentrant entre ses mains tous les pouvoirs, ont fait disparaître le néfaste imbroglio de la période précédente, le général Gouraud a dû faire face, en Syrie, en Cilicie et au Kurdistan, à des résistances, à des attaques, à des soulèvements de plus en plus menaçants.

Loin de nous la pensée de lui imputer la responsabilité de telles déceptions ; nous croyons, au contraire,

qu'elles proviennent de causes étrangères à son action, et qu'il suffit, pour les dégager, de tracer un rapide tableau de la situation actuelle du Levant.

* * *

En octobre-décembre 1919, l'émir Fayçal a séjourné à Londres et à Paris : MM. Lloyd Georges et G. Clemenceau, s'en tenant aux accords précédents, lui ont laissé le gouvernement de la zone Est (Damas-Alep) et ont renoncé à étendre à la Béka l'occupation française. Le général Gouraud dut se contenter d'envoyer à Baalbek un officier de liaison qui y fut insulté : un détachement français qui alla relever cette insulte y fut reçu à coups de fusil. Peu après, au début de janvier, le commandant Rochas, de l'état-major du général de Lamothe, revenant de Damas en automobile, était arrêté dans les montagnes du Liban par des brigands qu'il faut, sans hésiter, assimiler aux « soldats » chérifiens. Vers la même date (7 janvier), notre petit détachement du каза de Merdjaïoun (S.-E. de Saïda) était assailli par des Bédouins et des « volontaires arabes : » incident analogue à ceux que nos colonnes de police de fin 1918 avaient facilement réglé.

Fayçal quitta Paris, le 7 janvier : une note du ministère des Affaires étrangères informait la presse que les pourparlers engagés avec lui « s'étaient poursuivis dans un esprit de bonne volonté réciproque et de loyale collaboration » ; notre Gouvernement était convaincu « qu'il n'y avait de part et d'autre aucune difficulté insurmontable » ; on pouvait prévoir « qu'après un court séjour à Damas, l'émir Fayçal reviendrait en France » ; « les

négociations heureusement commencées pourraient alors s'orienter vers une solution satisfaisante pour le bien des deux pays ». Le *Temps* du 8 affirmait que l'émir avait accepté « la collaboration financière et économique de la France, à l'exclusion de toute autre ». La semaine suivante, le 14 janvier, le fils du roi du Hedjaz débarquait du cuirassé *Waldeck-Rousseau*, sur le quai de Beyrouth, où l'attendaient, en grande pompe, toutes les autorités civiles et militaires (1), où même avait été élevé un arc de triomphe.

Or, le 11 mars, on apprenait à Paris que le « Congrès National syrien » de Damas avait proclamé Fayçal roi de la Syrie indépendante — y compris la Palestine, — tandis qu'un « Congrès Mésopotamien », réuni aussi à Damas, avait octroyé la couronne de Mésopotamie à l'émir Addallah, sous la régence de l'émir Zeïd, autre frère de Fayçal. Ce dernier chargea Riza Pacha el Rikabi de constituer son premier ministère. Le « Congrès » de Damas se déclara « Assemblée constituante » et aborda la discussion des lois fondamentales du nouveau royaume syrien. Fayçal lui-même notifia son avènement à son représentant à Londres et le chargea d'assurer le Gouvernement britannique « des sentiments amicaux du peuple syrien », tandis que son représentant à Paris, le « général » Noury Pacha, devait réclamer le retrait des troupes françaises (2). « Je suis très désireux d'aller à Londres, déclara ensuite Fayçal au correspondant du *Daily Mail* à Damas (3), mais il subsiste un obstacle à

(1) *Excelsior*, du 1^{er} février, a donné à ce sujet une curieuse photographie.

(2) D'après le *Morning Post* (*Temps* du 1^{er} avril).

(3) *Temps* du 12 avril.

mon départ qui tient à ce que je n'ai pas encore l'assurance qu'on donnera satisfaction aux désirs de mon peuple. » L'émir échappait aux lisières des Alliés et entendait ne revenir en Europe que la couronne royale sur la tête.

Le gouvernement britannique parut d'abord contraire à cette émancipation : à la Chambre des Communes, M. Lloyd George déclara que Fayçal avait été averti que ni Londres ni Paris ne pourraient valider la décision du Congrès de Damas, et que l'émir devrait venir en Europe exposer sa cause. Mais la presse anglaise — poursuivant trop fidèlement ses campagnes antérieures — avança que Fayçal avait eu en somme « la main forcée », qu'il s'était toujours conduit de façon loyale, que finalement le Conseil suprême des Alliés reconnaîtrait sa souveraineté si, faisant preuve de « modération », il consentait aux mandats britanniques et français sur la Palestine et le Liban.

Que dire de cette politique ? Pour en apprécier toute l'étrangeté, il convient de montrer jusqu'à quel point se sont confirmés nos renseignements sur les mouvements « Jeune-Arabe » et « Jeune-Turc ».

* * *

La *Correspondance d'Orient* (1) qui est, avec le *Bulletin mensuel du Comité de l'Asie Française* (2), le guide le plus éclairé des choses du Levant et de l'Islam, a publié le discours prononcé le 22 janvier par Fayçal au *Club arabe* de Damas : « L'année dernière, dit l'émir, on

(1) Revue bimensuelle, 3, rue Laffitte.

(2) Rue Cassette, 19.

pouvait lire dans cette salle l'avis suivant : *La politique est interdite ici*. Cet avis a aujourd'hui disparu... La chose primordiale est la défense de la Patrie... Je suis fier de voir le feu de l'indépendance brûler dans le cœur des jeunes gens... *Je n'ai d'ailleurs fondé ce Club que pour atteindre ce but...* Dans mon pays rentre la totalité des pays arabes... Il n'y aura de vie pour la Nation que si elle agit selon mes paroles... *Le gouvernement, c'est moi !* Je suis l'âme du mouvement actuel... Aucune Puissance n'aura le droit de se conduire en maîtresse chez vous. » Le 4 février, il tint à Alep un langage analogue : « ... J'ai combattu cinq ans, je combats toujours et je combattrai si je vois que le pays va être asservi... Je vous défendrai avec le glaive! »

Souvenons-nous des exploits antérieurs du *Club arabe*, en particulier du massacre d'Alep (28 février 1918) fomenté par lui ; souvenons-nous de l'insolente propagande anti-française qu'il n'avait cessé de mener, sous la direction de Riza Pacha et Rikabi, alors qu'il prétendait pourtant n'être encore qu'un club littéraire et scientifique. Souvenons-nous des assurances de fidélité que Fayçal, son fondateur, avait prodiguées aux Anglais dont il n'est que la créature et aux Français qui l'avaient à leur tour comblé d'honneurs et de bienfaits. Souvenons-nous aussi de la faiblesse du concours que son « armée » chérifienne nous avait apporté durant la guerre, et nous comprendrons tout l'odieux, le grotesque aussi, des menaces de son « glaive » contre les Puissances européennes victorieuses.

Mais il y a, dans sa déclaration de guerre, plus que de l'ingratitude : il y a de la trahison et de l'imposture.

« Fayçal, roi! — a écrit M. Chekri Ganem, président

du Comité central syrien, dont la plume acérée et fort bien trempée a criblé ce fantoche des traits les plus mordants, — c'est évidemment risible... Ce Bédouin arriéré, ce pillard menteur, ce député Jeune-Turc, ce rejeton de théocrates sans vergogne, ce mercenaire fait de votre pays — du pays des Syriens — son fief et, croit-il, l'embryon d'un empire, et de l'Europe victorieuse la risée des douars et des tentes. » Ancien député du Hedjaz à Constantinople, placé par ses amis du Comité *Union et Progrès* dans l'état-major de Djemal Pacha, confident des ambitions germaniques dont Djemal était le sanglant instrument, n'ayant ensuite quitté le camp ottoman et Damas qu'en 1915, Fayçal en effet a de nouveau tendu la main à ses anciens complices — et nous ne regrettons pas qu'il ait renoncé à sa fourberie d'hier.

Dès la fin de 1918, nous avions sur place saisi les fils qui reliaient au mouvement chérifien les troubles de Cilicie et les agitations du Kurdistan. Depuis, la révolte ouverte de Kemal Pacha ; le massacre de 7.000 Arméniens dans la région de Marasch ; l'expédition que nous dûmes y entreprendre et qui, en janvier-février 1920, nous coûta 158 tués, 181 disparus et 279 blessés ; les attaques des bandes nationalistes turques — camouflées en gendarmes, comme l'avait constaté le général Hamelin dès l'origine de notre occupation, et armées de mausers, — bandes qui, opérant du Taurus à l'Euphrate, en liaison avec les Bédouins venus d'Alep, ont récemment occupé Deir-es-Zor, isolé Aïntab et Sis, projeté de couper la voie ferrée entre Adana et Tarsous et sommé les Français d'évacuer Mersina : tout cela dénote entre le panislamisme, le pantouranisme et le panarabisme, une entente, une alliance offensive dont le journal arabe *Ach-Cha'b*,

de Hama, dévoilait naïvement, le 2 décembre 1919, les impudents procédés : « Un manifeste a été publié (à Damas) relatant toutes les *ignominies commises par les Alliés contre le peuple*. La nation arabe, dont les droits ont été sacrifiés, contractera des accords avec les nations les plus proches d'elles, *surtout avec les Turcs et même avec les Allemands.* »

Avec les Allemands et aussi avec les bolchevistes, car nos ennemis vaincus, mais non abattus, comptent bien se servir de l'anarchie pour « saboter » l'empire asiatique des Alliés, avant de relever sur ses ruines une domination germanique dont le rêve fut peut-être la principale cause de la guerre. D'après le *Times* du 5 février 1920, les bolchevistes ont envoyé à Kemal Pacha des officiers allemands pour diriger ses services techniques ; d'autres envoyés bolchevistes soulèvent les populations du Caucase contre les Arméniens, parcourent l'Islam pour persuader aux musulmans que la Russie soviétique est leur alliée contre l'oppression franco-britannique. Des instituts de propagande asiatique auraient même été créés à Moscou et à Nijni-Novgorod, où l'enseignement révolutionnaire serait donné en dix-neuf langues. Le péril, aujourd'hui dénoncé par les hommes politiques et les publicistes britanniques et français les plus avisés et les mieux informés, de Winston Churchill à Jacques Bainville et à Paul Louis, est immense pour la civilisation européenne : c'est le spectacle de leur victoire, et non ceux de leurs rivalités et de leurs indécisions que les Alliés auraient dû donner aux Orientaux ! C'est dès octobre 1918 qu'ils auraient dû, sous le commandement de Franchet d'Esperey, occuper Constantinople, et pendre, sur la Corne d'Or, Talaat et



Réception de S. M. l'Emir Fayçal au quartier Hamelin

Réception de l'Emir FAYÇAL à Beyrouth, place des Canons, le 1^{er} mai 1919.

De gauche à droite : le sous-Intendant COPIN, administrateur en chef de la Zone Ouest ; le Général HAMELIN ; le Cdt ROUSSEL, chef du Bureau Politique (2^e rang). Derrière l'Emir et à gauche, le L.-Colonel NIÉGER.

Enver, pour y rétablir aussitôt, sous notre égide traditionnelle, une puissance d'équilibre plus indispensable que jamais à la paix du monde.

* * *

Tandis que les Anglais nous laissent seuls sur le « glacis » syrien, et semblent prêts, devant le gâchis qu'ils ont eux-mêmes créé, à opérer une retraite qui comprendrait jusqu'aux riches terres de Mésopotamie ; tandis qu'en Palestine le projet *sioniste* officiellement encouragé par eux, aboutit entre musulmans et israélites à des conflits qui, au début d'avril, avaient fait 250 victimes ; tandis que l'Égypte elle-même frémit d'impatience sous leur domination, l'armée française s'accroît en Syrie, en Cilicie et au Kurdistan. Il en résulte pour nous de lourdes charges : sont-elles justifiées ? Et quelle politique finalement est appelée à soutenir l'épée du général Gouraud ? A quels obstacles, au juste, se heurte-t-elle ?

Les obstacles sont surtout apparents. Ils résultent de dix-huit mois d'incohérence gouvernementales... et de fausses nouvelles. A la fin de 1918 — répétons-le — nous avons occupé et administré pacifiquement la Syrie littorale, puis la Cilicie, avec d'infimes détachements : le peuple était avec nous ; musulmans ou chrétiens, dont les divergences religieuses ne correspondent pas, nous l'avons dit, à de véritables différences de races, nous aimaient et nous respectaient, et nous avons eu l'impression très nette qu'il en eût été de même à Damas et à Alep. Croit-on que les partisans de Fayçal ont changé cet état d'esprit ? Le mouvement chérifien n'est qu'une

cabale étrangère aux véritables sentiments du pays, le *Club arabe* qu'une coterie servile s'appuyant sur des bandes de brigands, le *Congrès syrien* de Damas qu'un ramassis d'usurpateurs, la proclamation de Fayçal comme roi de Syrie qu'un tour de passe-passe.

Si les Gouvernements européens avaient la tentation de s'en laisser accroire, ils n'auraient qu'à écouter les cris d'indignation poussés par les Syriens, partout où ils ne sont pas étouffés par la terreur hedjazienne. A Baabda, siège du gouvernement libanais, un millier de délégués qualifiés, de représentants du peuple — présidents de municipalités, cheikhs de villages, notables — rassemblés autour de leur Grand Conseil administratif, ont solennellement protesté, le 22 mars, contre l'usurpateur bédouin, affirmé leur indépendance et symbolisé « l'Union du Liban et de la France par l'emblème national du drapeau tricolore avec le cèdre dans sa bande blanche ». A Tripoli, le 14 mars, les délégués de 17.500 Ansariéhs et de 13.500 chrétiens ont envoyé à la Conférence de la Paix une adresse renfermant ces mots : « Nous redoutons plus que tout un gouvernement donnant depuis un an des preuves de fanatisme, de duplicité et d'incapacité. Nous demandons au Congrès de la Paix de nous confier à la seule protection que nous souhaitons : celle de la France. Nous demandons à la presse française son appui pour les populations syriennes menacées d'un joug pire que celui des Turcs. » Et cette adresse confirme pleinement, de la part des Ansariéhs, les émouvants témoignages d'affection que le général Hamelin a recueillis dès la fin de 1918. A Batroun, les hardis montagnards qui, durant toute la guerre, ont résisté invinciblement au joug turco-allemand, ont salué Gouraud par cette hyperbole chaude

comme le soleil d'Orient : « Les cèdres du Liban poussent des cris d'allégresse à l'arrivée du Libérateur ». A Merdjaïoun, sous la menace des hordes de malfaiteurs dont nous connaissons les attaches, Mgr Clément Malouf, archevêque grec-uni de Césarée, a salué de son côté le « Grand Libérateur » dont la venue « a mis le comble aux vœux » des habitants. A Saïda, le président de la municipalité a dit « la joie grandiose de toute la population, sans distinction de culte ni de parti ». A Beyrouth, le président de la Cour d'appel a prononcé ces paroles qui résumaient maints autres discours : « Vous venez en Syrie, mon général, non pas en conquérant de territoires, mais en conquérant des cœurs, non pas pour l'asservir, mais pour lui faire franchir les étapes vers une ère nouvelle... sous l'égide bienveillante et indiscutable de la grande nation française... Qu'Allah, Dieu des musulmans et des chrétiens, bénisse ses drapeaux! »

« ... La Syrie elle-même n'est-elle pas un peu la Patrie, a répondu le général Gouraud, tant sont nombreux les Syriens qui parlent notre langue, tant est profonde et évidente aux yeux l'emprise, sur ce peuple intelligent, du clair et généreux génie français?... Nous venons ici continuer la Mission d'éducation et d'assistance, au sens le plus large du mot, de la France... Si la France possède la force, elle a aussi la bonté ; et c'est parce qu'elle a le don de créer autour d'elle des liens d'affection que son œuvre outre-mer est si forte et si belle. »

Tel est d'une part le loyalisme, telle de l'autre l'affec- tueuse protection qui unissent toujours la Syrie et la France au moment où s'orientent, définitivement, les destinées du Levant. Mais ce loyalisme a des exigences, cette protection des devoirs plus impérieux que jamais.

* * *

« Nos cœurs et nos idées, — a déclaré le 22 novembre 1919, au général Gouraud, M. Omar Daouk, président du conseil municipal de Beyrouth, — tendent à un but sur lequel reposent notre vie et notre prospérité : *l'Unité Syrienne, géographiquement, économiquement et politiquement.* » En dehors de cette formule, il n'y a en effet d'existence possible ni pour la Syrie, ni pour le mandat français. Les diversités du Levant, qui sont surtout religieuses, ne s'opposent point à cette unité : elles obligeront seulement la Puissance fédératrice à sauvegarder les droits des minorités, à respecter les autonomies régionales ou à les créer. Selon l'expression de Saint-Brice (1), « la reconstitution de l'intégrité de la Syrie » est un « principe fondamental » ; « toute action liée au démembrement est condamnée ». Il faut donc rendre à la Syrie ses frontières naturelles, du Taurus au Sinaï, et de la Méditerranée au désert.

Réduit à une côte rocheuse, ce pays serait condamné à mort. Le « sillon médian » avec la fertile Béka ; la région Damas-Alep, où prospèrent les véritables capitales et où passe l'artère vitale de la voie ferrée ; le grenier à blé du Hauran ; la Palestine, terre sacrée pour la civilisation occidentale, qu'un désert sépare de l'Égypte et qui ne saurait ni vivre isolée, ni retomber sous le joug du fanatisme musulman ; la Cilicie, aussi étrangère à l'Anatolie que le bassin de notre Garonne l'est aux massifs et au plateau espagnols : telles sont les provinces

(1) Principal rédacteur de la *Correspondance d'Orient* (n° du 15 mars 1920).

réservées, par la géographie, par l'histoire, par la politique, par la nécessité, par le bon sens, à une nation qui doit être tout de même assez forte pour servir de charnière à trois continents.

L'État syrien sera ainsi viable et puisqu'il lui faudra, en outre, un palladium, le drapeau français abritera son indépendance.

C'est bien en « libérateurs » que nous y exercerons notre mandat : la Syrie ne sera pas une « colonie » française, ni même un « Maroc » du Levant. Est-ce à dire que nous n'y aurons que des charges, et qu'après y avoir dépensé des centaines de millions, nous y abdiquerons tous nos droits ? S'il devait en être ainsi, notre appauvrissement nous interdirait cette entreprise de magnificence. Mais la Syrie est appelée à rester un pays d'influence française et cela n'est point contraire à ses propres intérêts. Nous lui assurerons l'unité, l'autonomie, la paix, la prospérité ; elle fournira en retour à notre commerce, à notre industrie, à notre marché, un champ d'expansion qui débordera au surplus ses limites en s'étendant au Nord-Est, jusqu'à l'Euphrate, dans les régions assyro-chaldéennes et mésopotamiennes. Là, nous trouverons en abondance les céréales, les produits agricoles de toute nature, les richesses minières, le pétrole qui nous manquent. Alors qu'après avoir épuisé notre sang, nous voyons notre fortune nationale passer à l'étranger par un avilissement de notre « change » qui constitue de plus en plus, pour notre crédit national, une véritable faillite ; alors qu'à la date du 8 avril 1920, par exemple, le Français victorieux qui achetait à l'étranger pour 100 francs de marchandises les payait 282 fr. 50 au Suisse, 244 fr. 70 à l'Anglais, 306 fr. 50 à l'Américain ; alors qu'en 1919, notre balance

commerciale s'est soldée par un *déficit de vingt et un milliards*, nos alliés ne croient-ils pas qu'en nous laissant, en Orient, quelques compensations économiques, ils répareront justement l'une des plus évidentes insuffisances du Traité de Paix ?

Ajoutons qu'en s'attachant à notre fortune, les Syriens mettront à son service leurs incomparables aptitudes commerciales. Sait-on assez, chez nous, qu'ils ont essaimé, par millions, dans le monde entier, et que, partis sous le sou, ils s'emparent des marchés, réalisent de prodigieuses affaires en quelques années ? En Amérique surtout, ils sont les seuls concurrents sérieux des Allemands. Héritiers des antiques Phéniciens, apparentés aux Sémites, doués d'une très vive intelligence et d'extraordinaires facultés d'assimilation, fort capables d'ailleurs de cultiver, avec leurs propres intérêts, ceux de la grande nation dont ils deviendront les ressortissants, pour laquelle ils ont toujours nourri une reconnaissante prédilection, ils sont prêts à lui fournir une armée de précieux pionniers, en arborant fièrement son pavillon. Nous sommes devenus trop casaniers : voilà de hardis alliés qui nous représenteront à l'étranger et y feront triompher nos firmes excellentes, mais inconnues !

Nos intérêts économiques, nos traditions séculaires et les aspirations indigènes s'accordent donc à faire de notre intervention militaire et politique en Orient, tout autre chose qu'une héroïque et stérile aventure. Aussi bien le comprend-on dans les hautes sphères gouvernementales, et nous ne saurions donner à ce livre de plus fortes conclusions que les jugements portés naguère sur le rôle de la France en Syrie par le Président du con-

seil des ministres, par le Président de la République et par son prédécesseur.

« Nos intérêts matériels et moraux dans cette partie du monde sont considérables, — a déclaré le 6 février, à la Chambre, M. Alexandre Millerand... Nous ne sommes pas disposés à les oublier, ni à méconnaître les devoirs qu'ils nous imposent ».

Le 29 janvier, les délégués du *Comité de l'Orient* — et parmi eux M. Louis Barthou, leur président, le général Bailloud et l'amiral Fournier, — étaient reçus par M. Paul Deschanel : « Pas un instant, affirma celui-ci, pendant toute ma vie et au cours de cette guerre, je n'ai cessé de penser à l'Orient. C'est qu'en effet *la Méditerranée et l'Orient sont, avec le Rhin, le grand rêve de la France*. Ses frontières de l'Est, d'un côté, la Méditerranée et l'Orient, de l'autre, sont *les deux pivots de sa politique*. »

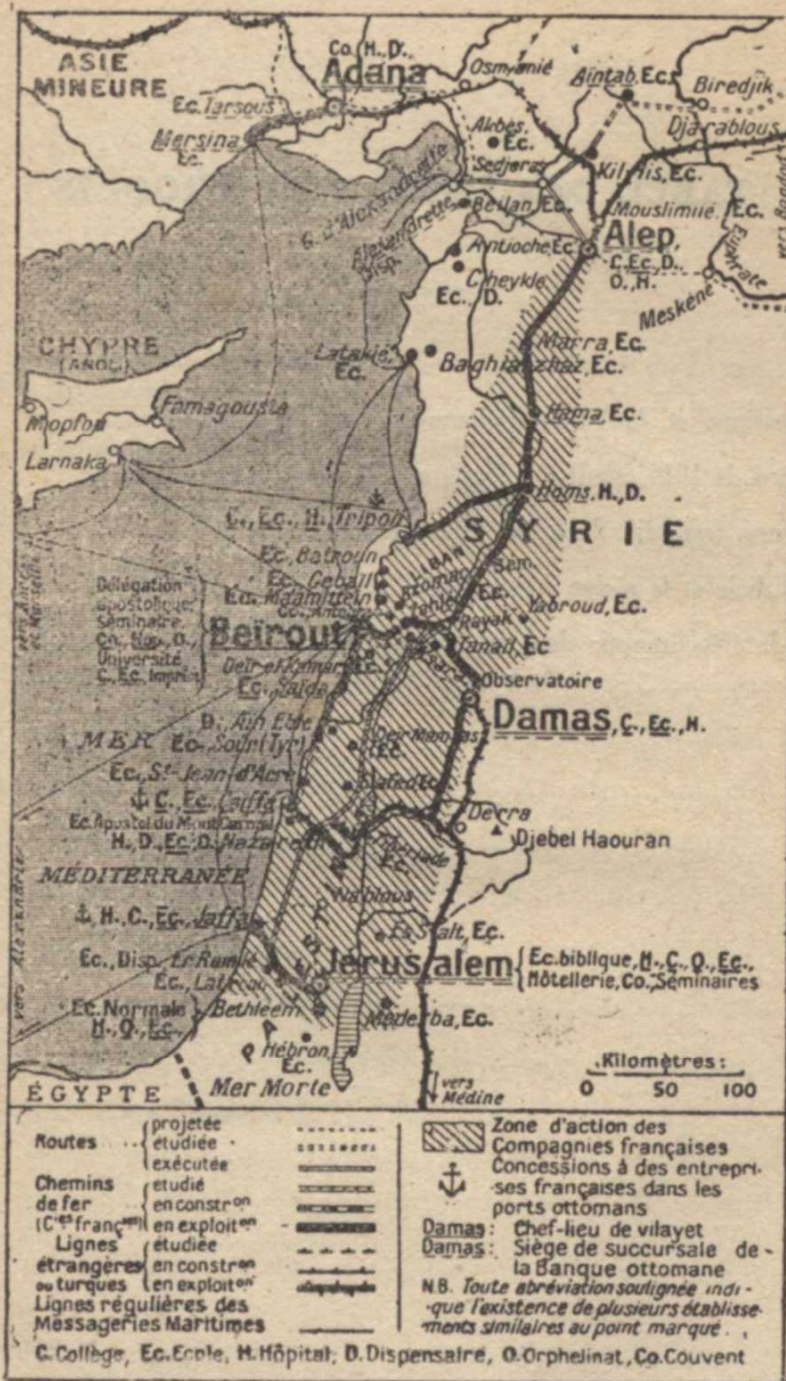
Enfin, dans sa chronique politique de la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} avril 1920, M. Raymond Poincaré écrivait ces lignes qui résument à merveille — et avec quelle autorité! — tout ce que nous avons dit des brigandages de Fayçal :

« ...Entre Moustapha Kemal, installé à Sivas, et le Comité arabe de défense nationale de Damas, une entente régulière s'est établie avec soudure à Alep. Des bandes de brigands ont été armées par les Turcs et les Chérifiens... L'émir Fayçal... qui a maintenant usurpé le titre de roi, suit le mouvement, s'il ne l'encourage pas. De toute évidence, le plan est de couper nos communications, d'attaquer nos petits détachements et nos convois, de soulever, s'il est possible, contre nous, les villages musulmans, puis, par une action concentrique de large envergure, de nous chasser de Cilicie et de nous ramener par-

tout au bord de la mer. Nos amis de Syrie et du Liban, qui n'ont rien compris, l'an passé, à nos incertitudes et à nos contradictions... se demandent avec anxiété si l'Entente est devenue assez faible pour se laisser bafouer par l'Arabie, qu'elle a créée, et par la Turquie qu'elle a vaincue. Depuis que nous avons abandonné à nos amis anglais le privilège de préparer l'armistice sollicité par les Turcs, nous avons eu le loisir d'arrêter avec nos alliés ce que nous voulions et ce que nous ne voulions pas. Cette volonté commune, c'eût été naguère un jeu de l'imposer. Finissons-en... »



Le *l'Ispahan*, débarque à Beyrouth le 415^e R. I. — 19 mars 1919.



Les Intérêts français dans le Levant.

(Extrait de la Grande Route de l'Ancien Monde, de H. FROIDEVAUX.)

TABLE DES CARTES ET CROQUIS

	Pages
Possessions et Ambitions Britanniques en 1920.....	27
Accord de 1916 relatif à la Syrie et à la Mésopotamie.....	57
Colonne française du Liban Sud (Croquis).....	83
La Cilicie et la région Alexandrette-Alep.....	169
Les Intérêts français dans le Levant.....	213

TABLE DES GRAVURES HORS-TEXTE

	Pages
Le général Hamelin, commandant les Troupes françaises du Levant (1918-1919).....	8
Jérusalem : les coupoles du Saint-Sépulcre.....	17
L'État-Major britannique.....	35
La ville de Beyrouth.....	53
Tripoli de Syrie.....	71
Au château du cheikh Druze Fouad bey, à Mukhtara.....	89
Sur une route du haut Liban.....	89
L'émir Fayçal et ses amis à Beyrouth.....	107
La ville de Zahleh, au pied du Liban.....	125
Les Allemands triomphent sur le Taurus (1918).....	143
Jérusalem : la place de Damas.....	161
Une vue d'Adana, capitale de la Cilicie.....	179
Réception de l'émir Fayçal, à Beyrouth.....	201
Débarquement, à Beyrouth, du 415 ^e R. I.....	211

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	7
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — La Tradition continue.....	9
CHAPITRE II. — La Syrie et la Cilicie.....	19
CHAPITRE III. — Le Corps expéditionnaire d'Égypte et le Détachement français de Palestine-Syrie.....	26
CHAPITRE IV. — La victoire de Palestine (septembre 1918).....	37
CHAPITRE V. — Arrivée des Alliés en Syrie.....	48
CHAPITRE VI. — La Syrie littorale française.....	66
CHAPITRE VII. — Une colonne française à travers le Liban.....	80
CHAPITRE VIII. — L'impérialisme anglo-arabe.....	101
CHAPITRE IX. — Occupation d'Alexandrette et d'Antioche (novembre 1918-janvier 1919).....	122
CHAPITRE X. — La Légion d'Orient et la Légion arménienne.....	134
CHAPITRE XI. — La révolte des légionnaires arméniens à Alexandrette (février 1919).....	151
CHAPITRE XII. — L'occupation française de la Cilicie (décembre 1918-1919).....	167
CHAPITRE XIII. — La situation actuelle dans le Levant.....	193
Table des Cartes et Croquis.....	214
Table des Gravures hors-texte.....	215

OUVRAGES DE M. GUSTAVE GAUTHEROT

Docteur ès lettres

- L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE. — 1 volume in-8°
de 540 pages, 1911 7 fr. 50
- LA DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE. — De la
Constituante à la Convention. — 1 vol. in-8°, 438 p., 1912. 7 fr. 50
- LE VANDALISME JACOBIN. — Destructions d'archives,
d'objets d'art, de monuments religieux à l'époque
révolutionnaire. — Gravures et hors texte, 1 volume
in-8° de xv-348 pages, 1919 7 fr. 50
- L'ÉPOPEE VENDÉENNE. — 118^e gravures et héliogra-
vures. 1 volume in-4° de 559 pages, 1913. 15 fr. (et 15 % de maj.)
(Ouvrage couronné par l'Académie française).
- L'AGONIE DE MARIE-ANTOINETTE. — 1 volume
in-12 de 294 pages, 1914. 3 fr. 50 (et 30 % de maj.)

A paraître prochainement :

- M. DUPORTAL. — SAVOIR SOUFFRIR. — 1 volume in-8°. 6 fr.
- PIERRE HARISPE. — ÉLEVATIONS SUR LES MYSTÈRES DU
ROSAIRE. — Préface du R. P. GILLET, de l'Ordre des
Frères Prêcheurs. — 1 volume in-32 5 fr.
- PIERRE HARISPE. — LES ÉTAPES DE DIEU VERS NOUS ET
NOS ÉLEVATIONS VERS LUI. — Préface de M. le chanoine
L. PICHOT. — Nouvelle édition, 1 volume in-32. 5 fr.
(Ouvrage couronné par l'Académie française et honoré de sous-
criptions de S. S. BENOIT XV).
- PIERRE HARISPE. — LAMENNAIS. LES DERNIERS JOURS DE LA
CHÉNAIS. Drame et fin de sa vie sacerdotale sur nouveaux
documents et correspondance inédits. — 1 volume in-8°. 12 fr.
- PIERRE HARISPE. — LE VEAU D'OR. — Nouvelle édition.
— 1 volume in-16 5 fr.
- M. L'ABBÉ AUGUSTE DELASSUS. — LA CAUSE DE LOUIS XVI
DEVANT LA FRANCE ET DEVANT L'ÉGLISE. — 1 vol. in-8°. 6 fr.
- PAUL CHERRIER. — LES CONJURÉS DE LA RÉOLE. —
1 volume in-16 5 fr.
- M. L'ABBÉ ÉTIENNE PEYTAVIN. — POÈMES DE GUERRE.
— 1 volume in-16 6 fr.
- DE DELMAS DE CAMBACÉRÈS. — MA CAMPAGNE
1912-1919. — 1 volume in-8° 9 fr. 50

Pour recevoir à domicile et franco l'un de ces volumes, envoyer le
montant du prix, augmenté de un franc pour frais d'expédition, à la

LIBRAIRIE INDÉPENDANTE
MAISON D'ÉDITION — COURBEVOIE (SEINE)